

REGISTRE DES ACTES ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS

DECEMBRE 2018

DEL_2018_109	DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019	1-30
DEL_2018_110A	TARIFS 2019 DES SERVICES MUNICIPAUX	31-103
DEL_2018_111	AUTORISATION DE SIGNATURE – CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION FIGURE2STYLE DU 1ER JANVIER 2019 AU 31 DÉCEMBRE 2021	104-123
DEL_2018_112	CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE AVEC LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC) DE CHENÔVE : AVENANT N° 2 – AUTORISATION DE SIGNATURE	124-125
DEL_2018_113	ADOPTION D'UN RÈGLEMENT DE FORMATION	126-165
DEL_2018_114	PLAFONDS DE PRISE EN CHARGE AU TITRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION	166-169
DEL_2018_115	ADHÉSION AU COMITÉ D'ACTION SOCIALE DES COLLECTIVITÉS DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE ET DES ORGANISMES AFFILIÉS	170-176
DEL_2018_116	ADHÉSION AU CONTRAT D'ASSURANCE GROUPE GARANTISSANT LES RISQUES STATUTAIRES	177-179
DEL_2018_117	DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL	180-187
DEL_2018_118	AVIS SUR LES AUTORISATIONS D'OUVERTURES DOMINICALES 2019 POUR LES COMMERCE DE DÉTAIL EMPLOYANT DES SALARIÉS	188-189
DEL_2018_119	CESSION DE TROIS PARCELLES FONCIÈRES EN CLOS DU ROY – AUTORISATION DE SIGNATURE	190-192
DEL_2018_120	CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (TFPB) – AVENANT N° 1	193-212
DEL_2018_121	PIROUETTE CACAHUÈTE – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE AVEC LA VILLE - 2019/2021	213-228

DEL_2018_122	CÔTE DE NUITS : CRÉATION D'UN SITE CLASSÉ – APPROBATION DE PRINCIPE	229-234
DEL_2018_123	ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE ANNE LAPRÉVOTE PARCELLE CADASTRÉE SECTION AB N° 154 – CESSION COMPLÉMENTAIRE AUX CONSORTS TISSIER	235-238
DEL_2018_124	BÂTIMENT 1 PLACE DU MONUMENT : CESSION D'IMMEUBLE – AUTORISATION DE SIGNATURE	239-240
DEL_2018_125A	OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS – AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRIENNALE AVEC LA VILLE DE CHENÔVE - 2019/2021	241-248
DEL_2018_126A	SIGNATURE DE CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LES CLUBS SPORTIFS	249-255
DEL_2018_127A	MISE EN PLACE DE CHARTES UTILISATEURS RELATIVES AUX DIFFÉRENTS RÉSEAUX SOCIAUX DE LA VILLE DE CHENÔVE	256-259
DEL_2018_128	CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT DU CONTRAT ENFANCE ET JEUNESSE (CEJ)	260-261

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_109

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019

En application de l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, l'examen du budget doit être précédé d'un débat sur les grandes orientations budgétaires.

Ce débat s'appuie sur un rapport qui comporte des informations sur :

- les contextes national et local d'élaboration du budget 2019,
- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- les orientations en matière de programmation d'investissement,
- la structure et la gestion de l'encours de la dette,
- les dépenses de personnel.

Vu l'annexe jointe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires pour 2019.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Envoyé en préfecture le 19/12/2018

Reçu en préfecture le 19/12/2018

Affiché le 19/12/2018

ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_109-DE

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET

Date : 19/12/2018

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Rapport d'orientations budgétaires 2019

Conformément à l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, doit se tenir au sein du conseil municipal un débat annuel « sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette » de la commune. Le rapport, support au débat d'orientations budgétaires, comporte également « une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ».

Ce débat doit être organisé dans les deux mois qui précèdent le vote du budget.

Il est à noter enfin que le contenu du rapport a été précisé par un décret en date du 24 juin 2016. Après une présentation du contexte macroéconomique et des mesures concernant les collectivités, le présent rapport sera articulé dans le respect de cette nouvelle réglementation.

SOMMAIRE

A. LE CONTEXTE GENERAL D'ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2019	3
1. UN CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ANTICIPE PAR L'ÉTAT COMME PLUTOT FAVORABLE	3
1.1. UNE CROISSANCE ECONOMIQUE QUI POURRAIT RESTER RELATIVEMENT DYNAMIQUE	3
1.2. UNE INFLATION ANTICIPEE EN LEGER RECU	5
1.3. UNE PROBABLE REMONTEE DES TAUX D'INTERET	6
2. LA STRATEGIE BUDGETAIRE DU GOUVERNEMENT ET SES CONSEQUENCES POUR LES COLLECTIVITES	6
2.1. LA STRATEGIE BUDGETAIRE DE L'ÉTAT	6
2.2. DES EFFORTS CONSEQUENTS DE MAITRISE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDES PAR L'ÉTAT	8
2.3. UNE REFORME DE LA SEULE TAXE D'HABITATION DANS L'ATTENTE D'UNE REFORME DE LA FISCALITE LOCALE	9
2.4. UNE STABILITE DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ET UNE HAUSSE DE LA PEREQUATION VERTICALE	11
2.5. LA POURSUITE DE LA DIMINUTION DES VARIABLES D'AJUSTEMENT DE L'ENVELOPPE NORMEE	12
2.6. LA PERENNISATION DE MESURES FAVORABLES A L'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES	12
B. LE CONTEXTE LOCAL D'ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2019	14
1. LES PREVISIONS D'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	14
1.1. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES	14
1.2. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DEPENSES	18
1.3. CONCLUSION CONCERNANT LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	21
2. LES PREVISIONS CONCERNANT LA SECTION D'INVESTISSEMENT	21
2.1. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DEPENSES	21
2.2. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES	22
3. LES OBJECTIFS CONCERNANT LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT ET LE BESOIN DE FINANCEMENT	21
C. LA STRUCTURE DES EFFECTIFS ET LES DEPENSES DE PERSONNEL	23
1. LES EFFECTIFS AU 30 JUIN 2018	23
1.1. LA REPARTITION PAR STATUT	23
1.2. LA REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR CATEGORIE	23
1.3. LA REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR SEXE	23
1.4. LA REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR FILIERE STATUTAIRE	24
2. LES DEPENSES DE PERSONNEL	24
2.1. LE BUDGET 2018	24
2.2. L'ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE 2004 A 2018	25
D. LES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS ET CARACTERISTIQUES DE L'ENDETTEMENT	26
1. LE NIVEAU D'ENDETTEMENT DE CHENOVE AU 31 DECEMBRE 2018	26
3. LES PRINCIPALES OPERATIONS DE GESTION DE DETTE EFFECTUEES EN 2018	26
4. LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'ENCOURS DE LA DETTE DE LA VILLE AU 31 DECEMBRE 2018	27
5. LES OBJECTIFS EN MATIERE D'ENDETTEMENT POUR 2019	28

A. LE CONTEXTE GENERAL D'ELABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2019

1. UN CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ANTICIPE PAR L'ÉTAT COMME PLUTOT FAVORABLE

Au premier abord, la construction du budget primitif 2019 s'établira dans un contexte économique plutôt « clément », avec une croissance économique anticipée comme relativement dynamique par le Gouvernement.

1.1. UNE CROISSANCE ECONOMIQUE QUI POURRAIT RESTER RELATIVEMENT DYNAMIQUE

Le projet de loi de finances pour 2019 est construit à partir d'une hypothèse de poursuite de l'amélioration tendancielle de la croissance du produit intérieur brut (PIB) constatée depuis 2012.

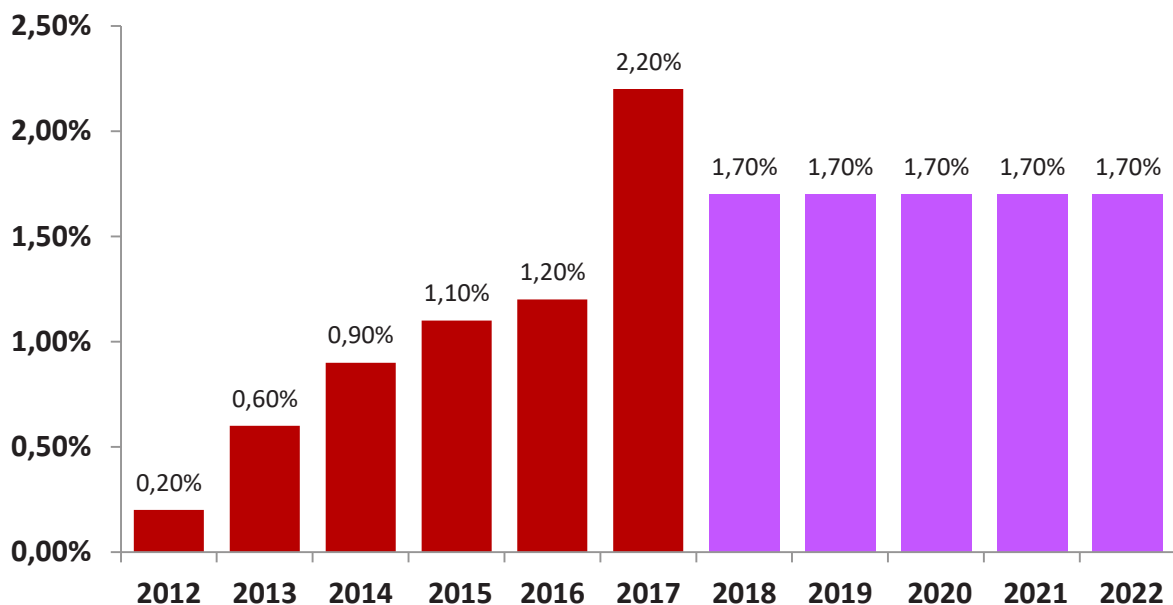
Après un niveau moyen d'à peine plus de 0,5% par an entre 2012 et 2014, la croissance en volume du PIB a ensuite accéléré en deux temps, atteignant ainsi :

- 1,1% en 2015 et 1,2% en 2016 ;
- puis 2,2% en 2017.

Pour l'année 2018, tout en restant relativement dynamique, la croissance a ralenti par rapport à 2017, et devrait se situer dans une fourchette de l'ordre de + 1,5% à 1,7%.

Dans la continuité de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, le scénario macro-économique pris en compte dans l'élaboration du projet de loi de finances 2019 table ensuite sur un maintien de la croissance à un niveau relativement dynamique de + 1,7% par an entre 2018 et 2022.

Évolution de la croissance du produit intérieur brut (PIB) depuis 2012 (*)



(*) Sources : INSEE, et projet de loi de finances 2019. Données prévisionnelles pour les années 2018 et suivantes

Pour l'année 2019, ces prévisions de croissance sont sous-tendues par les principaux facteurs suivants :

- **La consommation des ménages**, constituant historiquement l'un des principaux moteurs de la croissance, est attendue à un niveau de + 1,7 % après + 1,1 % en 2018, et + 1,0 % en 2017. Malgré, entre autres, l'accélération de l'inflation en raison notamment de la forte remontée des prix de l'énergie et de la hausse de 1,7 point de la contribution sociale généralisée (CSG), le Gouvernement escompte en effet que ses mesures fiscales et économiques renforceront le pouvoir d'achat et la consommation des ménages en 2019. Il convient néanmoins de considérer avec circonscription ces données globales en matière de pouvoir d'achat. Les situations sont plus contrastées quand on examine les chiffres, plus en détail, en fonction des catégories de revenu des Français. Ainsi, d'après les calculs de l'Institut des politiques publiques, les effets cumulés des réformes de 2018 et 2019 mènent à une perte de revenu disponible pour les 23% des Français les plus modestes (les célibataires vivant avec moins de 14 370 € par an et les familles avec 2 enfants disposant de 29 960 € ou moins). En cause, notamment, la hausse des taxes sur carburants et tabac, et la désindexation de certaines prestations sociales. Si les classes moyennes bénéficient, elles, d'une amélioration d'environ 1%, leurs gains sont six fois moins importants que pour les très riches (les célibataires qui gagnent plus de 140 400 € par an et les familles qui disposent de 294 830 € ou plus). Ces derniers profitent de la réforme de l'impôt sur la fortune et, surtout, du plafonnement à 30% de la taxation des revenus de capital.
- **La demande extérieure** adressée à la France devrait demeurer dynamique en 2019, avec une évolution prévisionnelle estimée à + 4,4%, tout comme en 2018, mais toutefois en relatif ralentissement par rapport au pic de + 5,3% constaté en 2017.
- **L'investissement des entreprises** demeurerait assez dynamique en 2019, avec une prévision de + 2,7%, mais connaîtrait toutefois un ralentissement assez net par rapport à 2018 (+ 3,7% prévisionnels), et 2017 (+ 4,1%). Cette progression est notamment favorisée par la restauration des marges des entreprises, lesquelles ont désormais pratiquement retrouvé leur niveau d'avant la crise de 2008. Cette restauration des marges a notamment été rendue possible par les mesures du précédent gouvernement en faveur de la compétitivité des entreprises, au travers, en particulier, du pacte de responsabilité et solidarité, ainsi que du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

D'avantage encore que les années précédentes, ces prévisions de croissance sont à considérer avec prudence dans un contexte géopolitique, économique et financier mondial de nouveau particulièrement « aléatoire ».

Parmi les nombreux facteurs d'incertitude, susceptibles de générer un ralentissement de la croissance française, peuvent ainsi être relevées :

- l'évolution de la croissance économique mondiale, et particulièrement de celle des principaux partenaires économiques de la France, dans un contexte international marqué par un fort accroissement des mesures protectionnistes ;
- l'évolution de la politique économique américaine et la remontée progressive des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) ;

- l'issue des négociations entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne sur le « Brexit », en précisant qu'une sortie sans accord (« Hard Brexit ») demeure toujours possible ;
- les tensions entre l'Union européenne et l'Italie suite à l'évolution de la politique budgétaire de ce pays consécutive à l'arrivée au pouvoir de la coalition « Ligue du Nord » / « Mouvement 5 étoiles », et ses conséquences éventuelles sur la croissance de la zone Euro, voire sur l'avenir même de cette dernière ;
- la stabilité, dans la durée, de la coalition au pouvoir en Allemagne suite aux récents « revers » électoraux des partis la constituant (CDU/CSU et SPD) dans plusieurs länder ;
- l'évolution des déséquilibres budgétaires et financiers en Chine, dans un contexte de « quasi-guerre commerciale » avec les Etats-Unis ;
- la vulnérabilité de certaines économies émergentes face à la remontée des taux de la Fed ou de l'aversion au risque ;
- la forte hausse de l'endettement public des principales puissances mondiales - à l'exception notoire de l'Allemagne - depuis la crise financière de 2007-2008 et la crise économique qui s'en est suivie : dans ce contexte, les marges de manœuvre des autorités publiques pour faire face à une éventuelle nouvelle récession seraient fortement réduites ;
- l'évolution des prix du pétrole et du gaz, en forte hausse tendancielle depuis plusieurs mois, malgré un recul constaté début novembre 2018.

Le cumul de ces facteurs d'instabilité s'est d'ailleurs traduit par un fort recul des marchés financiers à l'automne 2018, et particulièrement au cours du mois d'octobre 2018.

1.2. UNE INFLATION ANTICIPEE EN LEGER RECU

L'inflation devrait de nouveau s'avérer modérée en 2019 selon les prévisions du Gouvernement, avec une évolution prévisionnelle de + 1,3 % de l'indice des prix à la consommation hors tabac. Elle ralentirait ainsi assez significativement par rapport à 2018, année durant laquelle elle devrait atteindre près de + 1,6% (hors tabac), portée notamment par la forte hausse du prix du pétrole.

Pour les collectivités locales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), ce niveau limité d'inflation doit être relativisé en termes d'impact sur l'évolution des charges à caractère général et de gestion courante dans la mesure où :

- un certain nombre de ces charges ont augmenté ces dernières années de manière supérieure à l'inflation, du fait de différents facteurs tels que, par exemple : le renforcement de normes applicables aux collectivités locales ; l'accord national sur les Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations (PPCR)...
- les formules d'indexation des contrats passés par la ville avec des tiers (marchés publics notamment) ne s'appuient pas nécessairement sur l'inflation, mais évoluent sur la base d'autres indicateurs dont les fluctuations ne sont pas toujours strictement corrélées à celles de l'inflation.

En ce qui concerne les prix de l'énergie, ceux-ci connaissent, tendanciellement, une forte remontée, quasi-continue depuis le milieu de l'année 2017.

Cette tendance à la hausse persistante s'explique par l'existence concernant d'importants pays producteurs (Iran et Venezuela) et la stratégie de limitation de la production de pétrole mise en œuvre depuis 2016 par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).

Si cette tendance venait à se poursuivre en 2019, l'inflation pourrait évoluer de manière plus dynamique que prévu, avec pour conséquence une hausse des charges de fluides (chauffage, carburants etc.).

1.3. UNE PROBABLE REMONTEE DES TAUX D'INTERET

La crise financière de 2008 avait conduit les banques centrales à mettre en place une politique monétaire accommodante qui s'est traduit par une baisse des taux d'intérêt.

Toutefois, en raison de la reprise économique, la persistance au-delà de 2019, de ces conditions historiquement favorables apparaît de plus en plus improbable.

En effet, dans un premier temps, la Banque Centrale Européenne (BCE) a annoncé en juin 2018 la fin progressive de son programme d'achat d'actifs, destiné à injecter des liquidités dans l'économie, de manière à faire diminuer les taux d'intérêt. Celui-ci devrait ainsi arriver à son terme au mois de décembre 2018.

Enfin, dans un second temps, la BCE devrait amorcer à la fin de l'année 2019 un relèvement de ses taux directeurs.

Dans ce contexte de « début de normalisation » de la politique monétaire de la BCE, il est donc possible que le niveau des taux d'intérêt commence à remonter en 2019 dans la Zone Euro, avec pour conséquences :

- de renchérir le coût du recours à l'emprunt des collectivités locales ;
- d'entraîner une augmentation de la charge d'intérêts due par les collectivités locales au titre de leurs emprunts souscrits à taux variable, dont le coût s'est avéré quasiment nul ces dernières années dans un contexte de taux historiquement bas.

2. LA STRATEGIE BUDGETAIRE DU GOUVERNEMENT ET SES CONSEQUENCES POUR LES COLLECTIVITES

2.1. LA STRATEGIE BUDGETAIRE DE L'ETAT

Dans le cadre de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, l'Etat a défini ses priorités en matière de trajectoire des finances publiques, à savoir, entre autres :

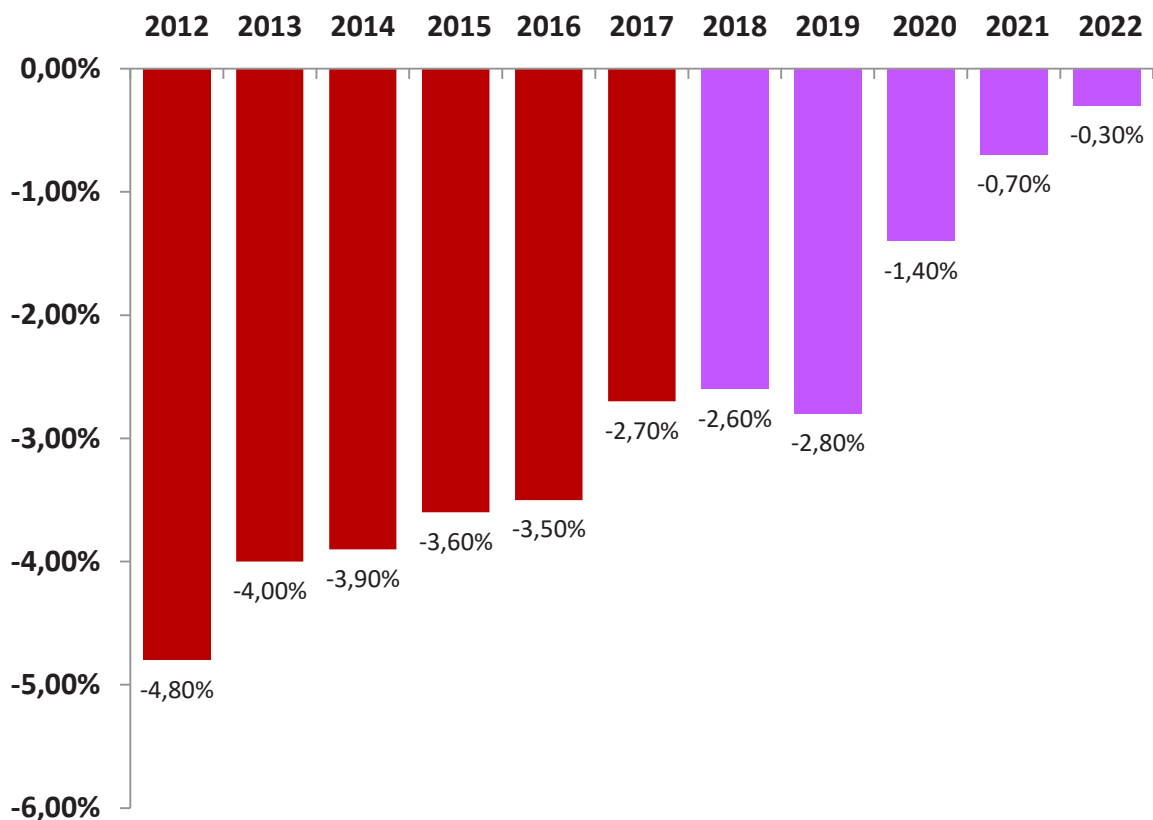
- une réduction des dépenses publiques de l'ordre de - 3 points de PIB, d'ici à 2022 ;
- une réduction du taux de prélèvement obligatoire, de l'ordre de - 1 point de PIB d'ici à 2022 ;
- une stricte « rigueur » budgétaire au travers du respect, sur la totalité de la mandature 2017-2022, des engagements européens de la France en termes de déficit des administrations publiques (niveau maximal de déficit public de l'ordre de 3% du PIB) ;
- une réduction progressive du déficit public en vue d'atteindre, à la fin de la mandature, une situation de « quasi-équilibre » budgétaire.

En cohérence avec la loi de programmation susvisée, et dans la continuité de la loi de finances 2018, le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances pour 2019 confirme la volonté du Gouvernement de respecter strictement les engagements européens de la France en matière budgétaire, notamment en maintenant le déficit public en deçà du seuil de 3% du PIB.

La trajectoire d'évolution du déficit public prévue par le Gouvernement pour les années 2019 et ultérieures est décrite dans le graphique ci-après, et se décompose en deux phases :

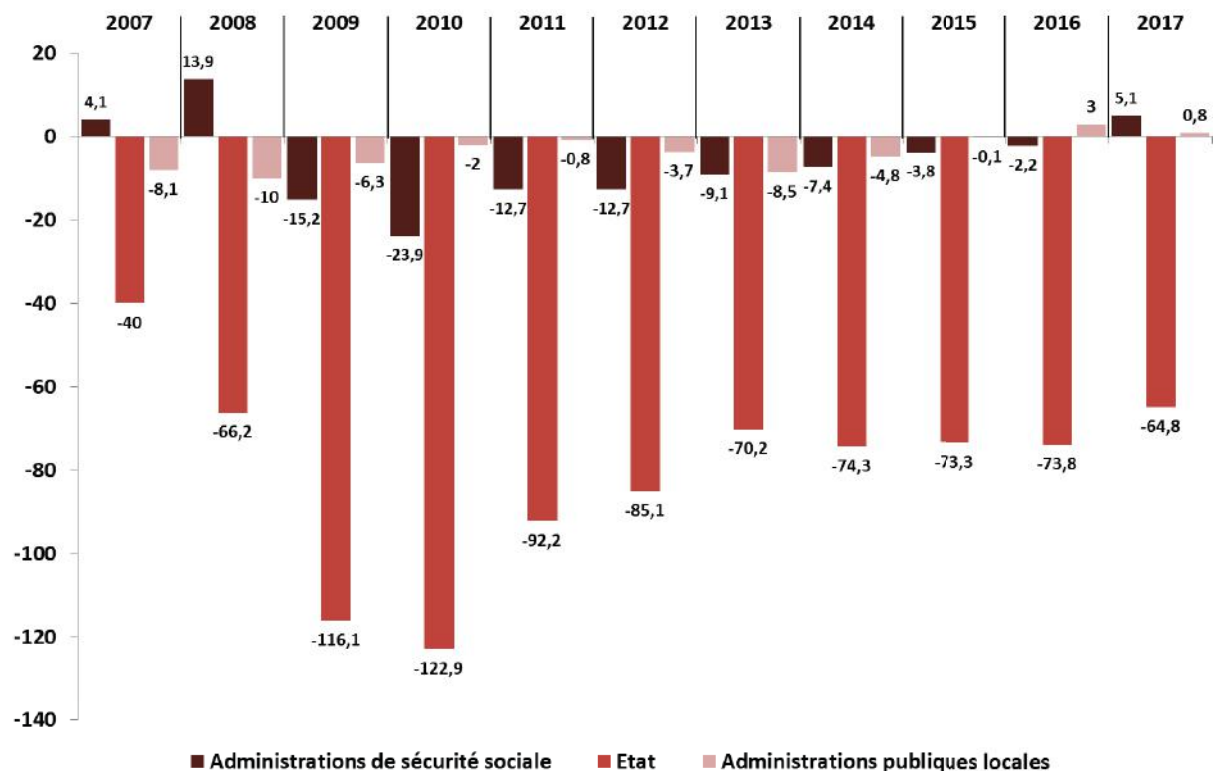
- une légère dégradation du déficit public en 2019, année durant laquelle les entreprises bénéficieraient encore temporairement du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), mais aussi en parallèle de la transformation de celui-ci en allègement de charges pérennes ;
- puis une réduction significative et rapide du déficit public entre 2020 et 2022, avec pour objectif affiché de résorber quasi-totalement ce déficit à l'horizon 2022 (- 0,30% du PIB prévu en 2022).

Évolution du déficit consolidé des administrations publiques depuis 2012 (*)



(*) Sources : INSEE, projet de loi de finances 2019, projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Données prévisionnelles pour les années 2018 et suivantes.

Évolution du déficit par administration publique depuis 2007(*)



(*) Sources : INSEE, en milliard d'euros

2.2. DES EFFORTS CONSEQUENTS DE MAITRISE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDES PAR L'ETAT

Plutôt que de procéder, au moins à court terme, à une diminution de ses concours financiers aux collectivités locales, dont la dotation globale de fonctionnement, le Gouvernement a décidé de contraindre l'évolution des dépenses des collectivités locales, particulièrement pour ce qui concerne les dépenses réelles de fonctionnement.

Le rythme annuel « cible » d'évolution en valeur, c'est-à-dire en intégrant l'inflation, des dépenses de fonctionnement locales est ainsi de + 1,2% par an entre 2018 et 2020, représentant, à l'échelle nationale, un objectif d'« économie » de 13 milliards d'euros par rapport à une trajectoire naturelle initialement estimée à + 2,2% par l'Etat.

Les collectivités locales « ciblées » par le dispositif de contractualisation, au nombre de 322, sont l'ensemble des régions, départements, grandes villes, et établissements publics de coopération intercommunale dont le budget principal dépasse le seuil de 60 millions d'euros.

Pour Dijon Métropole, l'objectif a été fixé à + 1,2% par an entre 2018 et 2020, dans le contrat conclu avec l'Etat au début de l'été 2018, et n'a donc fait l'objet d'aucune modulation par le Préfet de la Région Bourgogne Franche-Comté et de la Côte d'Or.

Compte-tenu des prévisions d'inflation actualisées pour 2018 et les années suivantes (+ 1,6% prévisionnels hors tabac en 2018, + 1,3% en 2019, etc.), cet objectif équivaut à une diminution « sèche », en volume (hors inflation), des dépenses de fonctionnement locales, de l'ordre de - 0,4% en 2018 et de - 0,1% en 2019.

Enfin, il convient de souligner que l'Etat a finalement renoncé, du moins à court terme, à mettre en place une procédure d'encadrement budgétaire des collectivités locales, comme il l'envisageait au stade du projet de loi de finances 2018.

2.3. UNE REFORME DE LA SEULE TAXE D'HABITATION DANS L'ATTENTE D'UNE REFORME DE LA FISCALITE LOCALE

Consistant initialement en une suppression de la taxe d'habitation pour environ 80% des contribuables à l'échelle nationale, la politique du Gouvernement en matière de fiscalité locale a désormais pris une ampleur beaucoup plus importante, au travers :

- d'une suppression totale de la taxe d'habitation (a minima sur les résidences principales) à l'horizon 2020, voire 2021 ;
- d'une réallocation concomitante de différentes ressources fiscales entre niveaux de collectivités territoriales, et/ou entre l'Etat et les collectivités territoriales, dans la continuité de cette suppression.

De manière générale, les modalités de « remplacement » de la taxe d'habitation - ou a minima de la compensation, pour les collectivités concernées, de la perte des recettes correspondantes – poseront bien évidemment la question de l'autonomie financière des collectivités locales, principe de valeur constitutionnelle défini par l'article 72-2 de la Constitution.

2.3.1. LE DEGREVEMENT DE TAXE D'HABITATION POUR 80% DES CONTRIBUABLES A L'ECHELLE NATIONALE

Dans la continuité de l'année 2018, le projet de loi de finances 2019 traduit l'engagement du Président Macron d'aboutir à une « quasi-suppression » de la taxe d'habitation pour 80% des ménages à l'échelle nationale, laquelle se traduira, pour les contribuables concernés, par un allègement massif (dégrèvement) de leur cotisation de taxe d'habitation.

Ainsi, la loi de finances pour 2018 a prévu que l'allègement de taxe d'habitation entrerait en vigueur de manière progressive sur trois ans, avec :

- un dégrèvement de 30% de la cotisation de taxe d'habitation en 2018 ;
- un dégrèvement de 65% en 2019 ;
- un dégrèvement intégral à l'horizon 2020.

L'éligibilité à cet allègement concernera uniquement les contribuables dont les revenus n'excèdent pas les limites prévues à l'article 3 du projet de loi de finances. Seraient par exemple concernés en totalité par l'allègement :

- les célibataires au revenu fiscal de référence inférieur à 27 000 € par an ;
- les couples sans enfant avec un revenu fiscal de référence inférieur à 43 000 € par an ;
- les couples avec deux enfants présentant un revenu fiscal de référence inférieur à 55 000 € par an.

Pour l'exercice budgétaire 2019, cette réforme ne devrait pas entraîner de conséquences majeures pour les collectivités locales et EPCI bénéficiaires de la taxe, pour les raisons suivantes :

- d'une part, l'allègement sera neutre pour les budgets locaux, car il sera effectué sous la forme d'un dégrèvement, mécanisme par lequel l'Etat se substitue au contribuable local en payant sa taxe d'habitation à sa place ;
- d'autre part, l'autonomie fiscale des collectivités locales bénéficiaires de la taxe sera préservée, dans la mesure où :
 - les assemblées délibérantes disposeront toujours, du moins en 2019, de la possibilité d'augmenter librement le taux d'imposition, ou de réviser leurs politiques d'abattements, et ce y compris pour les contribuables bénéficiant de l'allègement ;
 - lesdites collectivités locales conserveront le bénéfice du supplément de ressources qu'elles tireraient d'une hausse de leur taux d'imposition (effet-taux).

Pour ce qui concerne la ville de Chenôve, cette dernière devrait donc de nouveau percevoir en 2019 des recettes de taxe d'habitation, dégrèvements compris, identiques à celles qu'elle aurait perçues en l'absence de réforme.

2.3.2. LA SUPPRESSION TOTALE DE LA TAXE D'HABITATION APRES 2020, DANS LE CADRE D'UNE REFORME PLUS LARGE DE LA FISCALITE LOCALE

Faisant le constat qu'un dégrèvement total de taxe d'habitation pour environ 80% des contribuables à l'échelle nationale rendait difficilement explicable le maintien de la taxe d'habitation pour les 20% restants (environ 9% à Chenôve), le Président de la République et le Gouvernement ont donc affirmé leurs priorités, à savoir :

- d'une part, d'aboutir à une suppression intégrale de la taxe d'habitation après 2020 ;
- d'autre part, de tirer parti de cette suppression pour conduire une réforme plus large de la fiscalité locale.

Dans cet objectif, le Premier Ministre a mandaté la mission « Finances locales », coprésidée par Messieurs Alain RICHARD et Dominique BUR, en vue de proposer différents scénarios de réforme de la fiscalité locale tenant compte, notamment, de la suppression intégrale de la taxe d'habitation après 2020, ainsi que de la perte de ressources en découlant pour le bloc communal (communes et EPCI).

Pour ce qui concerne uniquement le bloc communal, les différents scénarios préconisés par la Mission « Finances locales », dans le cadre de son « Rapport sur la refonte de la fiscalité locale » publié en mai 2018, sont les suivants :

- soit le remplacement direct de la taxe d'habitation par une fraction d'impôt national partagé avec les collectivités locales et EPCI concernés ;
- soit la réallocation intégrale de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) au bloc communal.

En termes de calendrier, les grands principes de cette réforme de la fiscalité locale devaient initialement être définis dans le cadre de la loi de finances pour 2019. Toutefois, il a finalement été décidé de différer ces décisions à l'an prochain, lesquelles donneront lieu à un projet de loi exclusivement dédié à la fiscalité locale, qui devrait être examiné par le Parlement au cours du 1^{er} semestre 2019.

Par ailleurs, il est à noter également que le rapport Richard-Bur préconise de mener à son terme le processus de révision des valeurs locatives des locaux d'habitation, engagé sous la précédente législature via une première phase d'expérimentation dans cinq départements, puis suspendu depuis 2017 par le Gouvernement d'Edouard Philippe.

En effet, malgré la suppression de la taxe d'habitation, les valeurs locatives des locaux d'habitation continueront de s'appliquer pour le calcul d'autres impôts locaux, dont, notamment, la TFPB et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Or, l'assiette des locaux d'habitation demeure toujours évaluée à partir de paramètres obsolètes datant du début des années 1970, générant des situations inéquitables entre les contribuables.

De surcroît, cette révision était censée s'articuler avec celle des valeurs locatives des locaux professionnels (hors locaux industriels), effective quant à elle depuis 2017. Ainsi, dans l'attente de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation, des « coefficients de neutralisation » transitoires ont été mis en place pour les locaux professionnels, destinés à maintenir inchangée la proportion contributive de ces derniers par rapport à celle des locaux d'habitation. Or, en l'absence de révision, à court ou moyen terme, des valeurs locatives des locaux d'habitation, le maintien dans la durée de ces dispositions transitoires poserait question.

2.4. UNE STABILITE DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ET UNE HAUSSE DE LA PEREQUATION VERTICALE

Après quatre années consécutives de recul entre 2014 et 2017, le Gouvernement a, depuis lors, décidé de stabiliser les concours financiers de l'État aux collectivités locales.

En 2019, la dotation globale de fonctionnement (DGF), principal concours financier de l'Etat, sera ainsi, à périmètre constant, quasi-stabilisée par rapport à 2018. Elle devrait, en effet, s'élever à environ 26,953 milliards d'euros en 2019, contre 26,960 milliards d'euros en 2018.

Outre le maintien de la DGF à un niveau quasi-constant par rapport à 2018, le Gouvernement et la majorité parlementaire ont décidé, par ailleurs, de ne pas poursuivre la réforme de la dotation globale de fonctionnement et de ses critères de répartition entre les collectivités locales engagée par le précédent gouvernement.

Quant à la poursuite de la montée en puissance de la péréquation dite « verticale » effectuée par le biais de certaines composantes de la DGF, elle devrait, au vu de la version initiale du projet de loi de finances, atteindre a minima + 190 M€ en 2019 par rapport à 2018, dont notamment une hausse de + 90 M€ de la dotation de solidarité urbaine et de + 90 M€ de la dotation de solidarité rurale.

Cette évolution serait ainsi identique à celle déjà intervenue en 2018, hormis pour ce qui concerne la dotation de solidarité urbaine (+ 90 M€ en 2019, après + 110 M€ en 2018).

2.5. LA POURSUITE DE LA DIMINUTION DES VARIABLES D'AJUSTEMENT DE L'ENVELOPPE NORMÉE

L'augmentation de la péréquation mais également d'autres paramètres liés aux évolutions institutionnelles et démographiques des collectivités locales (hausse de population, évolutions de l'intercommunalité via regroupements et fusions, créations de communes nouvelles, etc.) conduisent à une augmentation mécanique de la DGF d'une année sur l'autre.

Or, l'ensemble de la DGF devant respecter la norme d'évolution définie par le Gouvernement, ces « hausses mécaniques » génèrent en conséquence un « besoin de financement », et doivent être compensées par des diminutions d'autres composantes de la DGF, à savoir :

- pour partie par le biais de dispositifs d'écrêtements internes à la DGF, notamment un écrêtement sur la dotation forfaitaire des communes sous condition de potentiel fiscal ;
- pour partie par une réduction supplémentaire des « variables d'ajustement » de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État aux collectivités locales.

Ces « variables d'ajustement » sont désormais composées de l'ensemble des compensations d'exonérations fiscales versées par l'État aux collectivités locales, à l'exception, jusqu'à présent, des compensations d'exonération de taxe d'habitation au titre des « personnes de conditions modestes ».

De ce fait, l'évolution des compensations fiscales n'est désormais plus corrélée à la variation de l'assiette de calcul initiale de ces dernières - à savoir les pertes de recettes générées par les exonérations décidées par l'État et que ces compensations sont justement supposées compenser.

Elles diminuent ainsi de plus en plus fortement d'année en année. Cette tendance de baisse régulière se poursuivra en 2019 pour les raisons évoquées ci-dessus.

Au niveau national, le projet de loi de finances 2019 prévoit en effet, dans sa version initiale, une baisse globale de - 3,7% des variables d'ajustement de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État aux collectivités locales. Ce niveau est susceptible d'évoluer au cours de la navette parlementaire.

2.6. LA PERENNISATION DE MESURES FAVORABLES A L'INVESTISSEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES

En matière d'évolution des finances locales, le gouvernement a principalement pour objectif, comme d'ailleurs les gouvernements précédents, de conduire les collectivités locales à limiter leurs dépenses de fonctionnement.

En revanche, le gouvernement a proposé, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2019, de reconduire plusieurs mesures de soutien à l'investissement local introduites durant le quinquennat de François Hollande, avec toutefois quelques ajustements concernant la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL).

2.6.1. LA PERENNISATION ET LA LEGERE DIMINUTION DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) PAR RAPPORT A 2018

De manière générale, le projet de loi de finances 2019 prévoit des dotations d'investissement aux collectivités locales en très légère diminution par rapport à 2018. Après 1,811 milliard d'euros l'an dernier, celles-ci s'élèveraient ainsi à 1,766 milliard d'euros en 2019, dont 1,046 milliard d'euros pour la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), 570 M€ pour la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et 150 M€ pour la dotation politique de la ville (DPV).

Cette baisse de - 45 M€ d'une année sur l'autre porte exclusivement l'investissement local (DSIL).

Ainsi, l'enveloppe de la DSIL sera dotée de 570 M€ en 2019, après 615 M€ en 2018, et sera consacrée aux mêmes priorités qu'en 2018, à savoir :

- Rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables ;
- Mise aux normes et de sécurisation des équipements publics ;
- Développement d'infrastructures en faveur de la mobilité ou de la construction de logements ;
- Développement du numérique et de la téléphonie mobile ;
- Création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires ;
- Réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants.

2.6.2. LE MAINTIEN DU FCTVA EN DEHORS DE L'ENVELOPPE NORMEE DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

Dispositif historique de soutien à l'investissement local, le Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) ne devrait, de nouveau, pas faire partie en 2019 de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État.

Dans ce contexte, l'État anticipe une légère hausse de son montant en 2019, avec un niveau de 5,649 milliards d'euros, après 5,612 milliards d'euros prévisionnels en 2018 et 5,009 milliards d'euros en 2017, en raison notamment d'une légère reprise de l'investissement local constatée durant cette période.

2.6.3. LE MAINTIEN DE L'EXTENSION DE L'ASSIETTE DU FCTVA AUX DEPENSES D'ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS ET DE LA VOIRIE

Cette mesure, mise en œuvre depuis 2016, contribue à élargir l'assiette des dépenses éligibles de la Ville de Chenôve, notamment en matière d'entretien des bâtiments publics municipaux, et donc in fine le volume de FCTVA perçu par cette dernière.

B. LE CONTEXTE LOCAL D'ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF 2019

1. LES PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Si le contexte macro-économique tel que présenté dans le projet de loi de finances pour 2019 permettait d'envisager une relative stabilité des dotations de l'État pour notre commune, il convient néanmoins d'observer une certaine prudence, au vu du climat social qui est en train de s'installer dans notre pays.

Cette exigence de prudence est, par ailleurs, renforcée par deux éléments structurels propres à la ville de Chenôve :

- d'une part, le faible dynamisme des recettes fiscales, conséquence de la perte de population enregistrée depuis plusieurs années, elle-même due à la déconstruction de nombreux logements sociaux ;
- d'autre part, le poids très important des dépenses de personnel dans notre budget de fonctionnement.

S'agissant du premier facteur, l'inversion de la tendance, à taux de fiscalité constants, ne pourra se faire que si la ville de Chenôve retrouve de nouveaux habitants et donc diversifie la typologie de son offre de logements. C'est tout l'enjeu du PLUi-HD pour les dix années à venir.

S'agissant du second facteur, la maîtrise raisonnée de la masse salariale engagée depuis 2016 a permis, tout en maintenant un service public local adapté à la sociologie de notre ville, de dégager des marges de manœuvre pour assurer les projets d'investissement de la ville, mais aussi redistribuer du pouvoir d'achat aux agents de la ville.

La construction du BP 2019 devrait concrétiser ces orientations avec une augmentation significative des crédits d'investissement ainsi que la mise en œuvre d'une action sociale renforcée pour le personnel communal et la poursuite du rééquilibrage du régime indemnitaire.

L'impérieuse nécessité de maintenir un taux d'épargne brut suffisant et de ne pas augmenter inconsidérément notre endettement implique donc de poursuivre la maîtrise de l'ensemble des postes de dépenses de fonctionnement.

1.1. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES

L'évolution des recettes de fonctionnement devrait être en léger recul en 2019, et se situera ainsi dans une fourchette comprise entre - 0,2% et -0,5% par rapport au budget 2018.

1.1.1. LA FISCALITÉ

L'évolution physique de la base imposable devrait enregistrer une baisse d'environ – 0,7% en raison de la déconstruction de la tour n°12 Renan et de la fermeture de la clinique de Chenôve. Dans l'attente de la réalisation de nouveaux programmes de logements, cette perte de matière imposable ne sera que faiblement compensée (cour Margot).

L'actualisation légale des bases, qui s'applique désormais à la taxe d'habitation, aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties à l'exception des bases de ces différentes taxes afférentes aux locaux professionnels, n'est pas connue au jour de l'élaboration du présent rapport.

Il est rappelé que la loi de finances pour 2017 a introduit un mode de calcul automatique de l'actualisation légale, basé sur la différence entre l'indice des prix à la consommation harmonisé du mois de novembre de l'année N-1 (2017 en l'occurrence) et celui du même mois de l'année N-2 (2016).

Sauf changements dans ce mode de calcul qui serait décidé par le Parlement, l'actualisation légale des bases devrait se situer dans une fourchette large comprise entre + 1,5% et + 2,2 % en 2019 (contre 1,2% en 2018).

En ce qui concerne les locaux professionnels (hors locaux industriels), dont les valeurs locatives révisées sont entrées en vigueur au 1er janvier 2017, l'année 2019 pourrait être marquée par une évolution défavorable. En effet, en 2018, les valeurs locatives de ces locaux s'étaient vues, à titre transitoire, appliquer le coefficient d'actualisation légale des bases de + 1,2%. Or, en 2019, les bases concernées ne devraient plus prendre en compte l'actualisation légale appliquée en 2018 mais évoluer en fonction de la variation de loyers commerciaux.

Par ailleurs, la ville n'a pas l'intention d'augmenter les taux de la fiscalité en 2019 comme ce fut déjà le cas en 2017 et en 2018.

Au final, selon les estimations actuelles, l'évolution du produit fiscal devrait se situer en 2019 entre 0,8% et 1%.

Les autres produits fiscaux (taxe additionnelle aux droits de mutation, taxe sur l'électricité et taxe locale sur la publicité extérieure) devraient être stables nonobstant les conséquences sur la TLPE de la nouvelle définition restrictive de la surface imposable des enseignes.

1.1.2. LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT

■ La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Au vu du contenu provisoire du projet de loi de finances 2019, et en raison de la stabilité prévue à l'échelle nationale, le montant de la dotation globale de fonctionnement perçu par la ville de Chenôve devrait être stable en 2019.

Cette stabilité recouvre néanmoins une évolution différenciée des deux parts de la DGF :

- Concernant la dotation forfaitaire :

A l'échelle nationale, la poursuite de la montée en puissance de la péréquation dite « verticale » devrait atteindre a minima + 190 M€ en 2019 par rapport à 2018, dont notamment une hausse de + 90 M€ de la dotation de solidarité urbaine.

Cependant, l'ensemble de la DGF devant respecter la norme d'évolution définie par le gouvernement, ces « hausses mécaniques » génèrent en conséquence un « besoin de financement », et doivent être financées par des diminutions d'autres composantes de la DGF, et en particulier la dotation forfaitaire.

Cette dernière intègre un dispositif d'écêtement, sous condition de potentiel fiscal, qui est plafonné à 1% de recettes réelles de fonctionnement. La ville de Chenôve répondant au critère de potentiel fiscal est soumise à cet écêtement. C'est pourquoi, notre dotation forfaitaire devrait diminuer de 89 000 € en 2019 (contre - 101 000 € en 2018).

- **Concernant la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSUCS).**

La dotation sociale urbaine et de cohésion sociale (DSUCS) devrait, en revanche, poursuivre sa progression. Les mesures instaurées par le PLF (hausse de l'enveloppe, resserrement du nombre de bénéficiaires, majoration du critère « revenus » au détriment du critère « potentiel financier ») devraient en effet, être favorables à la commune. La DSU devrait donc augmenter de 153 000 € en 2019 (contre +150 000 € en 2018).

Pour mémoire, sur la période récente, l'évolution de la DGF perçue par la ville de Chenôve a été la suivante :

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Prévision 2019
DGF	5,41	5,39	5,48	5,34	5,06	4,76	4,67	4,72	4,78
Dont dotation forfaitaire	2.813	2.697	2.619	2.382	1.842	1.316	0,986	0,886	0,797
Dont dotation de solidarité urbaine	2,603	2,692	2,862	2,959	3,214	3,443	3,686	3,836	3,989

Au global, la DGF devrait donc légèrement augmenter en 2019 (+ 64 000 €). Mais il convient de rappeler que sur la période 2011-2018, la Dotation Globale de Fonctionnement aura reculé de 690 000 € (la dotation forfaitaire a reculé de 1,92 M€ et la DSU a progressé de 1,23 M€).

■ **Les compensations d'exonérations fiscales versées par l'Etat**

Elles se sont amenuisées au fil des années et ne représentent plus qu'une infime partie des recettes, car une partie d'entre elles constituent des variables d'ajustement de l'enveloppe normée de l'Etat.

Évolution des compensations fiscales perçues par la Ville de Chenôve depuis 2011 (hors taxe d'habitation) :

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Taxe sur le foncier bâti	220 050	185 968	158 661	127 581	91 169	116 613	90 983	92 208
Taxe sur le foncier non bâti	4 456	4 457	4 493	4 340	3 955	3 589	3 326	2906
Dotation unique spécifique	122 256	102 202	85 518	67 312	44 471	37 715	11 738	0
Total	346 762	292 627	248 672	199 233	139 595	157 917	106 047	95 114

Si cette tendance à la baisse se poursuivra en 2019, une exception est toutefois à souligner pour ce qui concerne l'allocation compensatrice au titre des exonérations de taxe d'habitation des contribuables modestes, non encore incluse dans le périmètre des variables d'ajustement de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État et non « remise en cause » à ce stade par la réforme de la taxe d'habitation engagée par le Gouvernement.

1.1.3. LES REVERSEMENTS DE DIJON METROPOLE

Conformément au nouvel échéancier défini par le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT), approuvé par le conseil municipal du 6 novembre 2017, l'attribution de compensation versée par la Métropole sera en diminution en 2019, avec un montant de 6 070 276 €, contre 6 082 247 € en 2018 (soit – 11 971 €).

Il est important de noter que dans la continuité des mutualisations de services entre Dijon Métropole, la Ville de Dijon et son CCAS, ainsi que des coopérations de tous ordres existant déjà entre Dijon Métropole et les 24 communes membres, le conseil métropolitain, par délibération du 27 septembre 2018, a décidé d'accentuer cette démarche en se prononçant favorablement, sur le principe, pour la création de nouveaux services communs.

Le périmètre précis des services communs mis en place a été soumis à l'approbation du conseil métropolitain du 26 novembre 2018.

Il est rappelé que la mise en place des services communs se traduit :

- d'une part, par le transfert à la Métropole, par les communes et établissements publics concernés (CCAS en l'occurrence), des personnels affectés au sein de ces services ;
- d'autre part, le coût de chacun de ces services, intégralement supporté par la Métropole, doit être réparti entre chacune des parties « adhérent » au dispositif. Ce partage des coûts peut être effectué soit par refacturation « classique » entre la Métropole et chacune des entités concernées, soit via une diminution de l'attribution de compensation versée par la Métropole aux communes concernées.

Une réflexion est actuellement en cours concernant une éventuelle adhésion de la ville de Chenôve à certains de ces nouveaux services communs.

Toutefois, il serait prématuré d'en tenir compte au stade du vote du budget primitif 2019, d'autant que les travaux de la CLECT ne débiteront qu'au 1^{er} semestre 2019, une fois les premières conventions de services communs signées et les premiers transferts de personnel achevés. Ainsi, les ajustements budgétaires correspondants seraient effectués dans le courant de l'année 2019, dans le cadre du budget supplémentaire 2019 ou de toute autre décision modificative.

Enfin la dotation de solidarité communautaire est prévue en stabilité par rapport à 2018, soit 958 257 €.

1.1.4. LES PRODUITS DES SERVICES ET LES REVENUS IMMOBILIERS

Composés pour l'essentiel des redevances des usagers et des locations, ces recettes devraient légèrement progresser en 2019. La baisse sensible des tarifs des Centres de Loisirs Sans Hébergement (C.L.S.H.) appliquée depuis la rentrée scolaire 2018 est compensée par une augmentation de la fréquentation de ces structures et la revalorisation des tarifs de certaines activités sportives et culturelles.

Ils devraient atteindre 1,346 M€ en 2019, contre 1,325 M€ en 2018 (soit + 21 000 €).

1.1.5. LES SUBVENTIONS VERSEES A LA VILLE

Ce poste regroupe notamment les prestations de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) aux structures de la petite et de l'enfance, les subventions du conseil départemental à la bibliothèque François MITTERRAND et au Conservatoire à Rayonnement Communal (CRC), les aides de l'Etat concernant les emplois aidés et la politique de la ville ainsi que la contribution de l'Europe au chantier école.

En 2019, ce poste connaîtra une forte baisse du fait notamment de la suppression du fonds d'amorçage avec retour à la semaine scolaire de 4 jours.

Le montant des subventions s'élèverait à 1,578 M€ en 2019 (contre 1,675 M€ en 2018).

Enfin, cette baisse pourrait être plus importante (- 90 000 €) du fait de l'absence de réponse du conseil départemental concernant la pérennisation du financement du chantier école via les crédits du Fonds Social Européen (FSE).

1.2. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DEPENSES

Le budget 2019 verra une poursuite des efforts de gestion engagée depuis 2016 en matière de dépenses de fonctionnement de tous ordres (charges de personnel, charges à caractère général...).

La poursuite d'une dynamique de gestion raisonnable apparaît en effet indispensable pour préserver l'autofinancement de la commune et sa capacité à investir plus fortement dès 2019 et dans les années qui viennent.

1.2.1. LES CHARGES DE PERSONNEL

Le pilotage rigoureux de la masse salariale mené depuis maintenant 3 ans se poursuivra en 2019, tout en respectant la double volonté politique d'accompagnement des parcours individuels des agents et de maintien de la qualité du service rendu aux habitants

Ainsi, hors effets de la mise en place de services communs et des transferts de personnel correspondants à la Métropole (qui ne seront pas pris en compte au stade du budget primitif 2019), l'évolution de la masse salariale devrait, de nouveau, être contenue à un niveau stable, voire en légère baisse par rapport au budget primitif 2018.

A ce jour, les charges de personnel sont estimées pour 2019 à 15,2 M€ et intègrent les décisions nationales suivantes :

■ L'achèvement de la mise en œuvre de l'accord national sur les Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations (PPCR)

Conclu sous le Gouvernement précédent, le protocole d'accord dit « PPCR » prévoyait notamment le transfert d'une partie des primes et indemnités sur le traitement indiciaire.

Il est rappelé que ce protocole d'accord est déjà partiellement effectif depuis 2016 pour les agents de catégorie B, puis de manière partielle depuis 2017 pour les agents de catégorie C et A.

Pour ces derniers, l'année 2017 constituait la première étape du transfert primes/points. La seconde phase, initialement prévue en 2018, n'avait finalement pas été mise en œuvre, le Gouvernement ayant décidé de reporter à 2019 le plan de revalorisation des carrières des fonctionnaires.

Pour la ville de Chenôve, la mise en œuvre de cette seconde phase de l'accord national 2014-2018 devrait se traduire, en 2019, par un coût supplémentaire estimé à environ 70 000 €.

À l'échelle individuelle, l'effet de cette mesure est neutre pour les agents actifs, mais significatif pour celles et ceux qui partent à la retraite, via une amélioration du montant de leur pension.

Enfin, il convient de noter également qu'une nouvelle phase de revalorisation des grilles statutaires des agents de catégories B et C, ainsi que de certains agents de catégorie A de la filière sociale, qui devait initialement s'appliquer dès 2018, sera effective également en 2019.

■ **La hausse de + 0,27 point de la cotisation salariale retraite des fonctionnaires**

Cette nouvelle hausse de + 0,27 point de la cotisation salariale retraite des fonctionnaires (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales) prévue dans le décret n° 2014-1531 du 17 décembre 2014 fait suite aux différentes réformes des retraites.

■ **La progression naturelle des carrières des fonctionnaires**

Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) positif est un phénomène qui contribue habituellement à l'évolution à la hausse de la masse salariale du fait des avancements d'échelons et de grades, ou de la promotion interne. Cette augmentation naturelle des rémunérations liée à l'ancienneté ou à l'augmentation de la technicité des fonctionnaires découle du statut et permet ainsi une progression de la carrière des agents. Son coût est relativement stable dans le temps (hors changements de périmètres) et est estimé en année pleine à 70 000 €.

■ **la mise en place du prélèvement de l'impôt à la source à compter du 1^{er} janvier 2019 ;**

En matière de ressources humaines, l'année 2019 sera aussi marquée localement par la mise en œuvre de plusieurs décisions de la Municipalité :

- le renforcement de l'action sociale du personnel avec l'adhésion dès le 1er janvier 2019 au Comité d'Action Sociale de l'agglomération dijonnaise pour un coût annuel estimé à 140 000 € ;
- la poursuite du travail engagé sur le rééquilibrage dans l'attribution du régime indemnitaire, dit « RIFSEEP » (Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, expertise et engagement professionnel) dans un souci d'équité notamment pour les agents de catégorie C ;
- le lancement de l'étude sur le temps de travail des agents municipaux pour porter, à échéance de 2020, le temps de travail à la durée annuelle légale, soit 1 607 heures par agent ;
- la poursuite d'une politique dynamique en matière de développement des compétences des agents visant à améliorer les évolutions de carrière et à faciliter les mobilités et redéploiements internes (formation, dispositifs d'accompagnement individuel...) ;

- la poursuite des actions visant à l'amélioration de la qualité de vie au travail et à la réduction des risques socio-professionnels (poursuite des visites de service, lancement du diagnostic sur les risques psychosociaux...).

Cette politique maîtrisée et ambitieuse en matière de ressources humaines représente un coût humain et financier conséquent, mais elle est essentielle au maintien d'un service public local de qualité et à la poursuite d'un dialogue social constructif.

1.2.2. LES SUBVENTIONS

- **La subvention au CCAS de Chenôve**

En prenant en compte le projet de transfert de l'agrément « centre social » du CCAS à la MJC de Chenôve, le montant de la subvention devrait se situer entre 1.1 M€ et 1.2M€ en 2019.

Ce montant de subvention témoigne de la réelle volonté de la Municipalité d'accompagner les habitants, et notamment les plus fragiles d'entre eux, dans leurs difficultés quotidiennes tant en termes d'aides financières que d'accompagnement social, de lutte contre la fracture numérique et contre l'isolement en favorisant le lien social.

- **Les subventions au monde associatif et aux partenaires**

L'enveloppe prendra en compte les engagements pris avec les partenaires intervenant notamment dans les domaines suivants :

- La tranquillité publique : Grand Dijon Médiation
- Le développement durable : Pirouette cacahuète
- L'éducation : l'Université de Bourgogne
- La culture : Maison des Jeunes et de la Culture, Figure2style et la Musique Municipale de Chenôve

Enfin, signe de sa volonté d'accompagner les associations, de faciliter leur fonctionnement, et de reconnaître l'engagement bénévole et volontaire de nos concitoyens particulièrement investis, la ville souhaite maintenir en 2019 le montant de leur subvention au même niveau que celui de 2018.

1.2.3. LES AUTRES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Constituées des dépenses nécessaires au fonctionnement des équipements, à l'organisation des activités, à l'administration de la collectivité, les autres charges s'élevaient à 4,6 M€ au compte administratif 2017, et devraient se situer au même niveau en 2018.

Sous l'effet du processus continu de maîtrise des dépenses en prenant en compte une tendance à la hausse des dépenses d'énergie et la reprise de l'inflation, l'objectif serait de les ramener de 4,95 M€ au budget primitif 2018 à près de 4,8 M€ au budget primitif 2019.

Eu égard aux priorités de l'équipe municipale, des décisions structurelles et collectives continueront d'être prises en 2019 et jusqu'à la fin du mandat quant à la réduction du parc immobilier de la ville, la mise œuvre d'un plan global d'économies d'énergie et de fluides, la redéfinition d'un certain nombre de missions ou d'opérations ou le redéploiement de moyens entre directions et services.

1.2.4. LES INTERETS DE LA DETTE

En 2019, les intérêts seront de nouveau en baisse, en raison de l'extinction de lignes d'emprunt et la poursuite des taux nuls sur les produits à taux variables. En outre, la ville n'a pas mobilisé d'emprunt en 2018.

1.3. CONCLUSION CONCERNANT LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

A fin 2018, l'épargne brute devrait être confortée par rapport aux projections du début d'année, et ce malgré une baisse des recettes. Ce redressement est le fruit des efforts consentis en matière de maîtrise des dépenses de fonctionnement, en particulier sur le poste des charges de personnel.

En 2019, dans un contexte de nouvelle baisse de ses ressources courantes, l'objectif de la Municipalité sera de maintenir l'épargne brute à un niveau le plus proche possible de son niveau de 2018, afin de ne pas obérer ses capacités d'investissement pour l'avenir.

2. LES PREVISIONS CONCERNANT LA SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES DEPENSES

Après trois ans de « pause » en matière d'investissement et ce afin de reconstituer les capacités d'épargne et de limiter l'endettement, l'année 2019 sera marquée par une reprise des dépenses d'équipement.

En effet, le volume d'investissement devrait s'établir en 2019 à environ 3,7 M€ contre 2,5 M€ en 2018 (+ 48%).

Le programme 2019 s'articulera autour de plusieurs priorités :

- L'aménagement de l'espace public avec notamment la poursuite des interventions sur le petit Mail, le réaménagement de la plaine Herriot et du jardin du Clos du Roy.
- La rénovation thermique des bâtiments qui fait l'objet d'un programme pluriannuel dont l'opération principale cette année concernera l'école maternelle Ferry.
- Des interventions destinées à la mise en sécurité de certains équipements notamment le centre nautique Henri-Sureau.
- La poursuite de la mise aux normes d'accessibilité handicapée avec des interventions au gymnase du Chapitre et dans plusieurs groupes scolaires.
- La réalisation d'aménagements participatifs avec notamment la création de circulations douces et d'îlots de fraîcheur dans l'espace public.
- Le renouvellement urbain avec notamment :
 - La poursuite des négociations avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine dans la perspective d'une contractualisation des engagements financiers de la collectivité et de ceux de l'ensemble de ses partenaires au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
 - Dans le cadre de l'opération d'aménagement "Centralité", la recherche d'un opérateur pour l'aménagement des îlots "Poste" et "Changenet" et le versement d'une nouvelle avance de trésorerie d'un montant d'1M€ permettant de répondre au besoin de financement de la SPLAAD pour la réalisation, d'ici l'été 2019, des travaux de démolition du centre commercial Saint-Exupéry.

- Dans le cadre de l'opération de requalification du secteur "Kennedy", le versement d'une 1^{ère} avance de trésorerie d'un montant de 500 000 € permettant de répondre au besoin de financement de la SPLAAD pour le lancement de la mission de maîtrise d'œuvre.
- En matière d'équipements publics, le lancement d'une mission de maîtrise d'œuvre sur la restructuration du gymnase du Mail et la conduite d'une étude de programmation urbaine et architecturale dans la perspective de la réhabilitation/extension de la Bibliothèque François Mitterrand.

Ce programme devrait être complété par des travaux de gros entretien des équipements municipaux, et le renouvellement ou la modernisation des matériels nécessaires au bon fonctionnement des services (outils informatiques et numériques, billetterie du centre nautique Henri Sureau, vidéo-protection...).

Quant au remboursement annuel du capital de la dette, il se situera à 976 000 €, chiffre à rapporter à l'épargne brute qui, sous l'effet d'une contraction des dépenses de fonctionnement, devrait s'approcher de 1,6 M€.

2.2. LES PERSPECTIVES CONCERNANT LES RECETTES

Au stade du budget primitif, le financement de ces investissements sera assuré par le FCTVA et le solde de la subvention Dotation Politique de la Ville (DPV) 2018.

Dans le courant de l'année, la ville devrait bénéficier d'autres subventions comme la DPV 2019, mais on sollicitera également la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). Ce dispositif étant reconduit par l'Etat, la ville déposera des dossiers de demandes pour les projets éligibles.

Ces recettes pourraient être complétées par les cessions de l'ensemble foncier comprenant l'auberge ou encore celle du terrain rue des Gallandiers.

Dans l'attente de la reprise de l'excédent 2018, de l'attribution de nouvelles subventions et de la concrétisation des cessions foncières, ces recettes seront complétées par un emprunt d'un montant compris entre 2 M€ et 2,5 M€, lequel ne sera mobilisé qu'à hauteur des besoins constatés après le vote du compte administratif 2018.

3. LES OBJECTIFS CONCERNANT LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT ET LE BESOIN DE FINANCEMENT

Conformément à l'article 13 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, « *chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :*

- *L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;*
- *L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.»*

Pour ce qui concerne l'exercice 2019, les objectifs de la commune seraient les suivants :

Dépenses réelles de fonctionnement	Besoin de financement
22,5 M€ maximum	1,9 M€ maximum au stade du budget primitif, avec comme objectif de se situer entre 0,2 M€ et 0,5 M€ en fin d'exercice 2019

C. LA STRUCTURE DES EFFECTIFS ET LES DEPENSES DE PERSONNEL

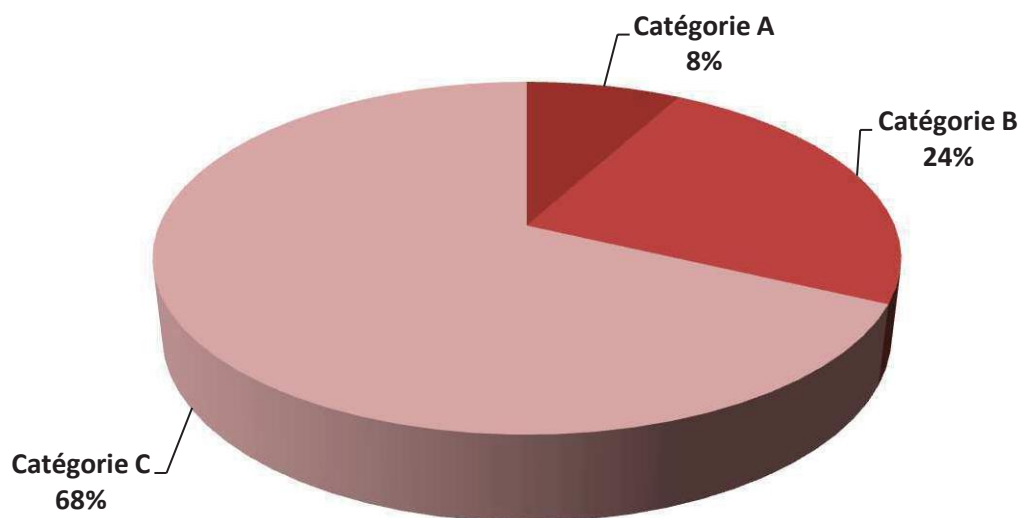
1. LES EFFECTIFS AU 30 JUIN 2018

1.1. LA REPARTITION PAR STATUT

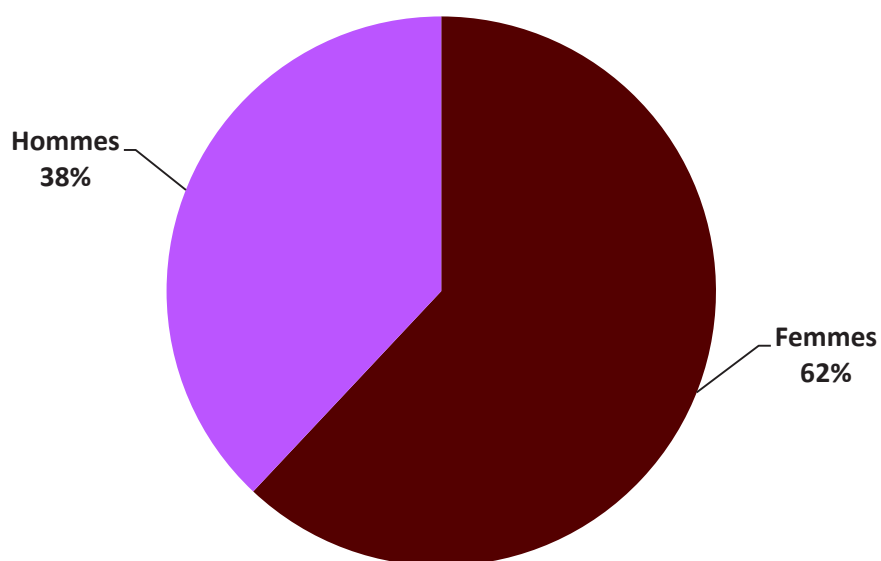
Fonctionnaires ¹	Contractuels de droit public	Contractuels de droit privé	Apprenti
298	195	19	0

¹ hors disponibilités et détachements et y compris les CDI

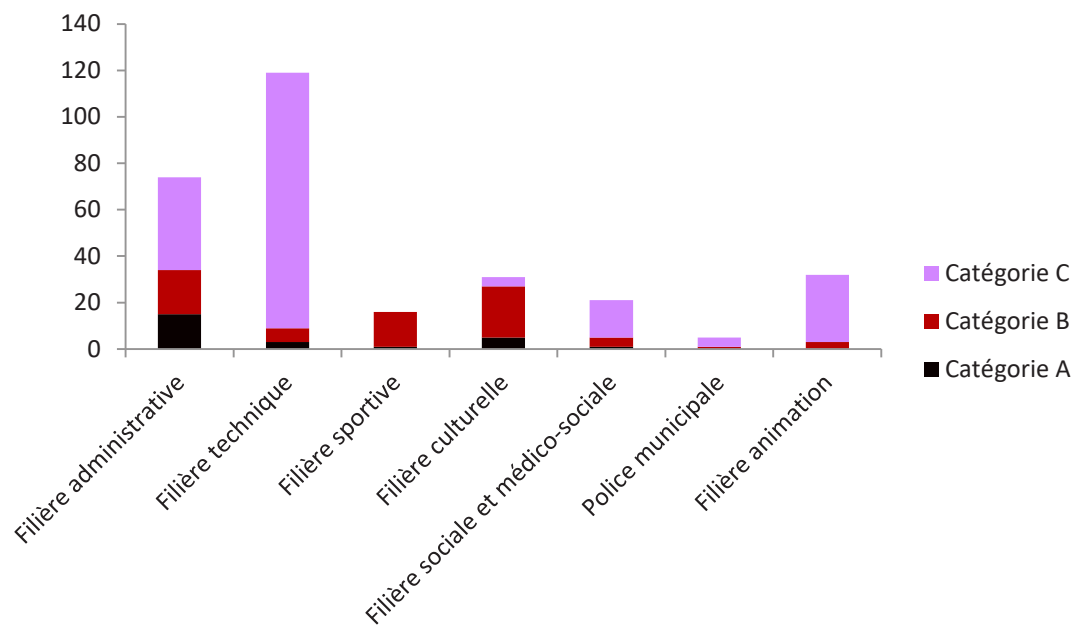
1.2. LA REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR CATEGORIE



1.3. LA REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR SEXE



1.4. LA REPARTITION DES FONCTIONNAIRES PAR FILIERE STATUTAIRE



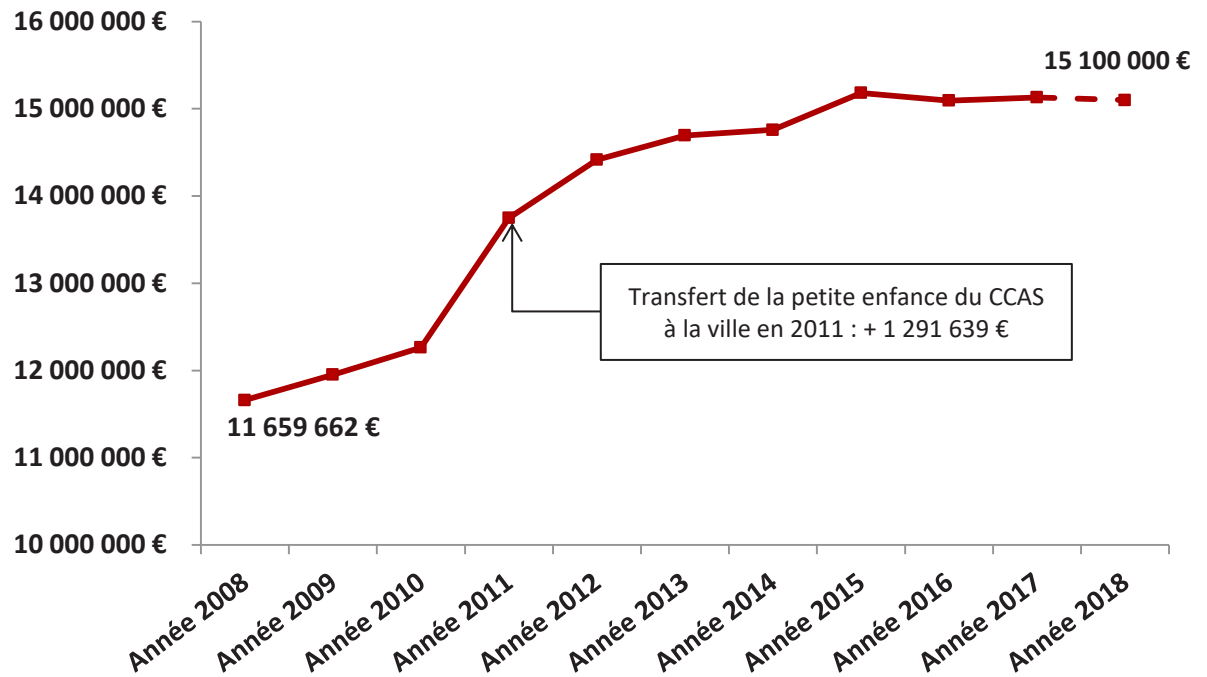
2. LES DEPENSES DE PERSONNEL

2.1. LE BUDGET 2018

Le budget 2018 des ressources humaines (budget primitif + budget supplémentaire) s'élève à 15 250 000 € et se décompose comme suit :

Rémunération des titulaires	11 697 600 €
Rémunération des contractuels	2 856 270 €
Astreintes et heures supplémentaires	31 000 €
Emplois aidés	170 000 €
Assistantes maternelles	270 130 €
Chantier école	150 000 €
Autres charges (dont GVT)	75 000 €
Total	15 250 000 €

2.2. L'EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE 2008 A 2018¹



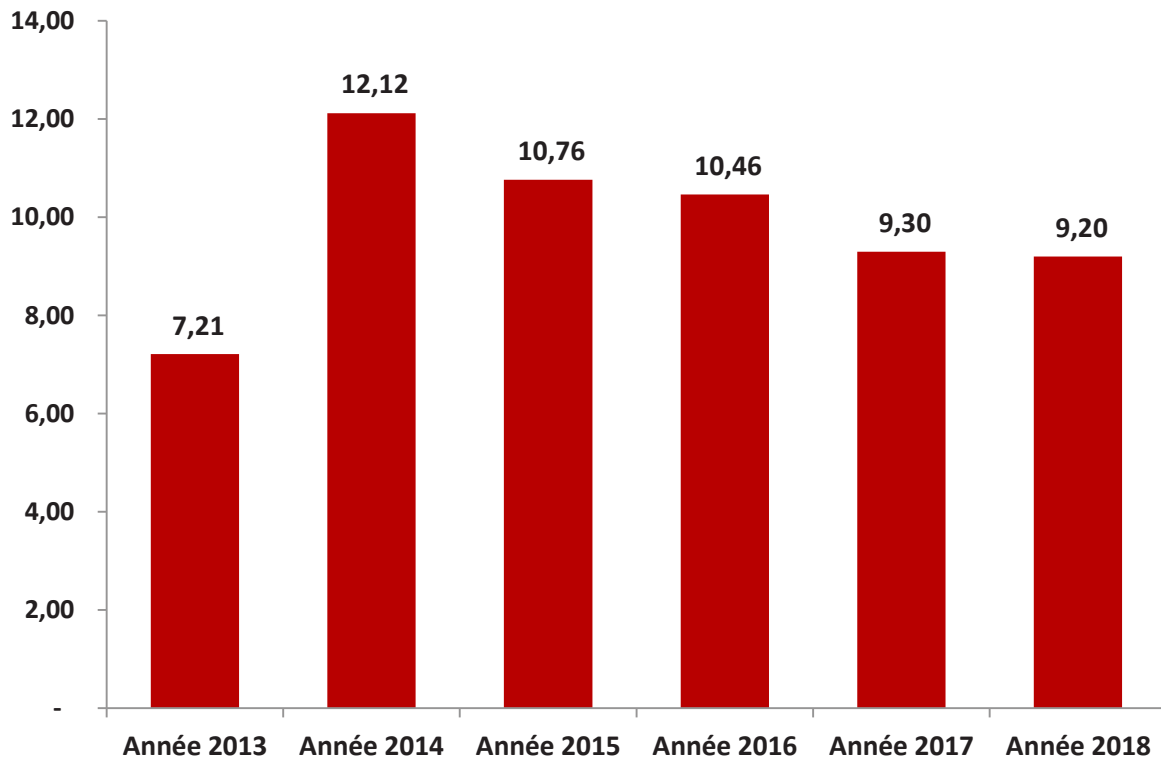
¹ De 2008 à 2017 : les montants retenus sont issus des comptes administratifs
 En 2018 : le montant retenu est une projection du compte administratif 2018

D. LES PRINCIPALES EVOLUTIONS ET CARACTERISTIQUES DE L'ENDETTEMENT

Conformément aux objectifs annoncés lors du débat sur les orientations du budget 2018, l'endettement se stabilise. En raison du contexte de taux d'intérêts toujours très bas, le taux moyen de la dette est toujours dans une phase de diminution. Enfin, l'ensemble de l'encours de la dette ne comporte aucun risque particulier.

1. LE NIVEAU D'ENDETTEMENT DE CHENOVE AU 31 DECEMBRE 2018

A fin 2018, l'encours de dette prévisionnel de la ville s'élève à 9.2 M€. La stabilité de l'encours s'explique par la mobilisation d'un emprunt de 1 million d'€ en toute fin d'année 2017.



2. L'EVOLUTION DU RATIO DE CAPACITE DE DESENDETTEMENT

La capacité de désendettement (encours dette/épargne brute) exprimée en années, et qui définit la capacité de la ville à dégager un autofinancement suffisant pour rembourser sa dette, s'élevait en 2017 à 4 ans. En 2018, son niveau devrait évaluer à la hausse, mais sans dépasser 5 ans.

3. LES PRINCIPALES OPERATIONS DE GESTION DE DETTE EFFECTUEES EN 2018

Les caractéristiques des emprunts en cours ne nécessitant pas de renégociation, aucune opération de gestion n'a été effectuée en 2018.

4. LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'ENCOURS DE LA DETTE DE LA VILLE AU 31 DÉCEMBRE 2018

A la fin de l'exercice 2018, les principales caractéristiques de l'encours de dette de Chenôve sont les suivantes :

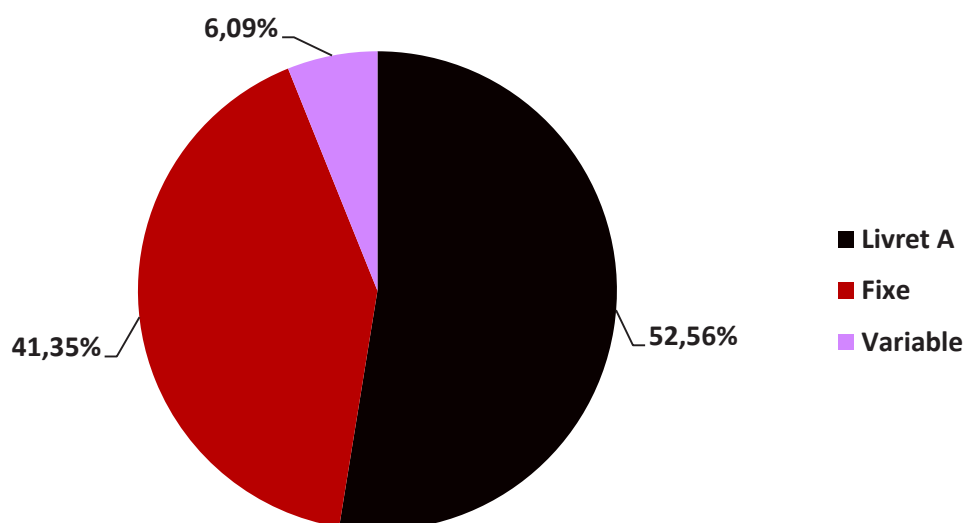
- Le taux d'intérêt moyen s'élève à 1,45 % (indicateur de performance, calculé en rapportant le montant des frais financiers des différents emprunts au montant total de l'encours de dette. Il permet de vérifier que le coût financier est cohérent avec les niveaux du marché).
- Encours réparti de manière diversifiée entre différents prêteurs :

Prêteur	Capital restant dû (CRD) au 31 décembre 2018	% du CRD
Caisse des Dépôts et Consignations	4 847 203,68 €	52.56%
Banque Postale	1 851 534,74 €	20.08%
Crédit Mutuel	773 256,11 €	8.38%
Banque Populaire	670 443,83 €	7.27%
Caisse d'Epargne	584 174,11 €	6.33%
CACIB ex BFT Crédit Agricole	487 900,00 €	5.29%
Autres prêteurs (Crédit Foncier, CAF, SFIL)	7 399,64 €	0.08%
Ensemble des prêteurs	9 221 912,11 €	100,00%

Données estimatives au jour de la rédaction du rapport

- Répartition de l'encours de dette entre emprunts à taux fixe et à taux variable

L'encours de dette prévisionnel au 31 décembre 2018 est composé de 16 emprunts. La structure est constituée de 41.35 % en taux fixe et 58.65 % en taux variable (dont 52.56 % indexés sur le livret A).



- Un encours de dette classifié uniquement 1A au regard de la charte Gissler

La classification Gissler classe les emprunts en fonction d'une échelle de risque allant de 1A (emprunts ne comportant aucun risque) à 6F « hors charte » (emprunt à risque élevé). Au regard de cette classification, 100 % de l'encours de dette était classé 1A, c'est à dire sans aucun risque au regard de la charte de Gissler.

- L'encours de dette par habitant demeure toujours en-dessous de la moyenne de la strate

€ par habitant	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Chenôve	511,00 €	852,00 €	760,00 €	736,00 €	645,00 €	649.00 €
Moyenne strate	970,00 €	958,00 €	944,00 €	954,00 €	931,00 €	

5. LES OBJECTIFS EN MATIERE D'ENDETTEMENT POUR 2019

En raison de la reprise du programme d'investissement, la ville recourra à l'emprunt à hauteur d'une enveloppe comprise entre 1.2 et 1.5 million €. Compte tenu du niveau du remboursement du capital de la dette en stock (976 000 €), l'encours à fin 2019 devrait en conséquence augmenter, mais tout en restant à un niveau soutenable.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_110A

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

TARIFS 2019 DES SERVICES MUNICIPAUX

Annule et remplace la délibération DEL_2018_110 suite à une erreur matérielle.

Par délibérations n° DEL_2017_112 du 18 décembre 2017 et DEL_2018_059 du 28 mai 2018, le Conseil municipal a adopté les tarifs de l'ensemble des services municipaux relevant de sa compétence et pris acte de la communication des tarifs adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir du conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Il est rappelé que les tarifs sont présentés dans deux annexes séparées permettant de distinguer :

- Les tarifs relevant de la compétence du conseil municipal et devant être soumis à son approbation (Annexe 1)
- Les tarifs (droits à caractère non fiscal, ou location, ou prix de cession) adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir de l'assemblée délibérante, celle-ci devant prendre acte de leur communication (Annexe 2)

Considérant, d'une part, le travail effectué sur l'exercice 2018 pour harmoniser certains déséquilibres et d'autre part, la pertinence d'une stabilité des recettes entre exercices budgétaires, les tarifs 2019, nonobstant ceux qu'il convient de maintenir, subissent une augmentation à hauteur de l'inflation, soit de l'ordre de 1,3 %.

Cependant certains tarifs subissent une augmentation plus importante :

- Il s'agit des tarifs très inférieurs à ceux des structures et activités comparables de l'agglomération, qui poursuivent, tout en restant attractifs, l'augmentation

compensatrice et progressive initiée lors des exercices 2017 et 2018. C'est notamment le cas des activités du Conservatoire de Musique et des Activités Sportives Municipales, qui subissent une augmentation de l'ordre de 3 %.

- Il s'agit de la redevance pour la plaque d'identification du jardin de la mémoire qui est désormais à hauteur du prix coûtant supporté par la ville.

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les délibérations n° DEL_2017_112 du 18 décembre 2017 et DEL_2018_059 du 28 mai 2018,

Vu les documents joints en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 6 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les tarifs de l'annexe N°1 selon les principes développés dans le présent rapport,

ARTICLE 2 : De prendre acte de la communication des tarifs (droits à caractère non fiscal ou locations ou prix de cession) de l'annexe n° 2 adoptés par décision de M. le Maire sur délégation de pouvoir du Conseil municipal conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 17/01/2019
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



TARIFS MUNICIPAUX

ANNEE 2019 – ANNEXE 1

Conseil Municipal du 17 décembre 2018

SOMMAIRE

TARIFS SOUMIS AUX CONDITIONS DE RESSOURCES	
SECTEUR SCOLAIRE	Page 4 Pages 5 à 8 Page 9
<ul style="list-style-type: none"> Restoration Scolaire Centres d'Accueil 	
SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.	Page 10 Pages 11 à 16
<ul style="list-style-type: none"> Accueils de Loisirs 	
SECTEUR CULTUREL - CONSERVATOIRE	Page 17 Page 18 Page 19 Page 20 Page 21 Page 22
<ul style="list-style-type: none"> Droits d'inscription Récapitulatif des grilles de tarifs Tarifs enfants Tarifs adultes Associations et pratiques collectives 	
TARIFS NON SOUMIS AUX CONDITIONS DE RESSOURCES	
SECTEUR SPORTIF	Page 24 Pages 25 à 26 Page 27 à 29 Page 30 Page 31
<ul style="list-style-type: none"> Centre nautique Activités Sportives Municipales Manifestations sportives Carte Pass'Sport Culture 	
SECTEUR SPORT- LOISIRS et JEUNESSE	Page 32 Page 33 Page 34
<ul style="list-style-type: none"> Accueils de Loisirs, Accueil Jeunes et Accueil Liberté, Dispositifs "1 semaine, 1 sport" et "Multi Sports à la carte"- Participations supplémentaires Jeunesse /Espace Public Numérique - Photocopies et impressions 	
SECTEUR CULTUREL	Page 35 Page 36
<ul style="list-style-type: none"> Bibliothèque 	
SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE	Page 37 Page 38 Page 39 Page 40
<ul style="list-style-type: none"> Concessions, taxes et vacations funéraires Prestations son et éclairage Facturation de travaux 	
FACTURATION DE REPAS DANS LES CADRES PERI ET EXTRA SCOLAIRES	Page 41

TARIFS MUNICIPAUX SOUMIS AUX CONDITIONS DE RESSOURCES

SECTEUR SCOLAIRE

RESTAURATION SCOLAIRE

Habitants de Chenôve

SECTEUR SCOLAIRE

Quotients familiaux		Maternelle		Elémentaire	
2018	2019	2018	2019	2018	2019
≥0 à 194<	≥0 à 194<	1,18 €	1,19 €	1,59 €	1,61 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	1,71 €	1,73 €	2,14 €	2,17 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	2,23 €	2,25 €	2,67 €	2,70 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	2,75 €	2,78 €	3,22 €	3,26 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	3,27 €	3,31 €	3,76 €	3,80 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	3,79 €	3,83 €	4,31 €	4,36 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	4,32 €	4,37 €	4,85 €	4,91 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	4,44 €	4,49 €	5,01 €	5,07 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	4,54 €	4,60 €	5,14 €	5,20 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	4,65 €	4,71 €	5,27 €	5,34 €
≥1400	≥1400	4,76 €	4,82 €	5,41 €	5,48 €

RESTAURATION SCOLAIRE***Extérieurs de Chenôve (1)***

Quotients familiaux		Maternelle		Elémentaire	
2018	2019	2018	2019	2018	2019
≥0 à 194<	≥0 à 194<	1,45 €	1,47 €	1,96 €	1,98 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	2,10 €	2,13 €	2,64 €	2,67 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	2,73 €	2,76 €	3,28 €	3,32 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	3,37 €	3,41 €	3,98 €	4,03 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	4,01 €	4,06 €	4,64 €	4,70 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	4,64 €	4,70 €	5,31 €	5,38 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	5,29 €	5,36 €	5,97 €	6,05 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	5,43 €	5,50 €	6,17 €	6,25 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	5,56 €	5,63 €	6,33 €	6,41 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	5,69 €	5,76 €	6,49 €	6,57 €
≥1400	≥1400	5,82 €	5,89 €	6,66 €	6,75 €

(1) Le tarif des habitants de Chenôve est appliqué aux parents des élèves scolarisés en ULIS ECOLE et à leur fratrie même s'ils résident à l'extérieur.

RESTAURATION SCOLAIRE**SECTEUR SCOLAIRE****Sont soumis à pénalités :**

- Les repas non commandés dans les conditions décrites dans le règlement :
une pénalité d'1 € est appliquée en plus du tarif habituel déterminé par le quotient familial de la famille
- Les repas non décommandés y compris maladie de l'enfant ou de l'enseignant, voyages ou sorties scolaires, grève, convenances personnelles, conférences pédagogiques, etc... :
une pénalité d'1 € est appliquée en plus du tarif habituel déterminé par le quotient familial de la famille
- Les repas décommandés hors délais prévus au règlement jusqu'au matin même 8h45, y compris maladie de l'enfant ou de l'enseignant, voyages ou sorties scolaires, grève, convenances personnelles, conférences pédagogiques, etc... :
une pénalité d'1 € est facturée à la famille

SECTEUR SCOLAIRE

RESTAURATION SCOLAIRE :

Protocole panier-repas

Quotients familiaux		Habitants de Chenôve		Extérieurs	
2018	2019	2018	2019	2018	2019
≥0 à 194<	≥0 à 194<	1,71 €	1,73 €	2,20 €	2,23 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	1,96 €	1,98 €	2,53 €	2,56 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	2,20 €	2,23 €	2,86 €	2,90 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	2,43 €	2,46 €	3,16 €	3,20 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	2,69 €	2,72 €	3,47 €	3,51 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	2,94 €	2,98 €	3,81 €	3,86 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	3,16 €	3,20 €	4,10 €	4,15 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	3,41 €	3,45 €	4,43 €	4,49 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	3,67 €	3,72 €	4,75 €	4,81 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	3,81 €	3,86 €	4,94 €	5,00 €
≥1400	≥1400	4,04 €	4,09 €	5,24 €	5,27 €

CENTRES D'ACCUEIL**SECTEUR SCOLAIRE**

Quotient familial		Habitants de Chenôve Tarif à la présence Matin ou Soir *		Extérieurs (1) Tarif à la présence Matin ou Soir *		Retards après 18h30	
2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
>0 à 194<	>0 à 194<	1,12 €	1,13 €	1,46 €	1,48 €	6,00 €	6,00 €
>194 à 302<	>194 à 302<	1,30 €	1,32 €	1,68 €	1,70 €	6,00 €	6,00 €
>302 à 413<	>302 à 413<	1,47 €	1,49 €	1,91 €	1,93 €	6,00 €	6,00 €
>413 à 522<	>413 à 522<	1,64 €	1,66 €	2,13 €	2,16 €	6,00 €	6,00 €
>522 à 632<	>522 à 632<	1,82 €	1,84 €	2,36 €	2,39 €	6,00 €	6,00 €
>632 à 741<	>632 à 741<	1,99 €	2,01 €	2,58 €	2,61 €	6,00 €	6,00 €
>741 à 875<	>741 à 875<	2,16 €	2,19 €	2,82 €	2,85 €	6,00 €	6,00 €
>875 à 1016<	>875 à 1016<	2,34 €	2,37 €	3,04 €	3,07 €	6,00 €	6,00 €
>1016 à 1182<	>1016 à 1182<	2,51 €	2,54 €	3,26 €	3,30 €	6,00 €	6,00 €
>1182 à 1400<	>1182 à 1400<	2,68 €	2,71 €	3,49 €	3,53 €	6,00 €	6,00 €
>1400	>1400	2,86 €	2,90 €	3,64 €	3,69 €	6,00 €	6,00 €

* L'enfant est considéré comme présent à partir du moment où il est accueilli dans la structure (quel que soit son temps de présence), le matin entre 7h et 8h50 ou le soir entre 16h50 et 18h30. Les unités de présence sont cumulatives, pour un enfant présent matin et soir : facturation de 2 unités selon QF.

(1) Le tarif des habitants de Chenôve est appliqué aux parents des élèves scolarisés en CLIS et à leur fratrie même s'ils résident à l'extérieur

SECTEUR

LOISIRS – A.L.S.H.

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.

ACCUEILS DE LOISIRS PLATEAU ET MAIL

Droits d'inscription et de frais de dossier			
Par famille	Habitants de Chenôve		Extérieurs
	2018	2019	2019
	8,50 €	8,60 €	8,60 €

Tarifs dégressifs

Dégressivité pour les enfants de la même famille fréquentant les accueils de loisirs simultanément en ½ journée et en journée	Tarifs dégressifs	
	Habitants de Chenôve	Extérieurs
1^{er} enfant	Tarif plein	
2^{ème} enfant	- 10 %	
3^{ème} enfant	- 20 %	
	Les bons loisirs de la CAF sont acceptés	

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.

ACCUEILS DE LOISIRS PLATEAU ET MAIL

Habitants de Chenôve

Quotients Familiaux	Journée complète sans repas		Journée complète avec repas		
	2018	2019	Tarif unique Maternelle		Tarif unique Elémentaire
			2018	2019	2019
>0 à 194<	4,24 €	4,29 €	5,42 €	5,49 €	5,90 €
>194 à 302<	4,60 €	4,66 €	6,31 €	6,39 €	6,82 €
>302 à 413<	4,94 €	5,00 €	7,17 €	7,26 €	7,70 €
>413 à 522<	5,28 €	5,34 €	8,03 €	8,13 €	8,61 €
>522 à 632<	5,64 €	5,71 €	8,91 €	9,02 €	9,52 €
>632 à 741<	5,98 €	6,06 €	9,77 €	9,90 €	10,42 €
>741 à 875<	6,32 €	6,40 €	10,64 €	10,78 €	11,31 €
>875 à 1016<	6,68 €	6,77 €	11,12 €	11,26 €	11,84 €
>1016 à 1182<	7,02 €	7,11 €	11,56 €	11,71 €	12,32 €
>1182 à 1400<	7,36 €	7,45 €	12,01 €	12,16 €	12,79 €
>1400	7,72 €	7,82 €	12,48 €	12,64 €	13,30 €

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.

Habitants de Chenôve (SUITE)

Quotients Familiaux	½ Journée sans repas Tarif unique		½ Journée avec repas Tarif unique Maternelle		Tarif unique Elémentaire	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
≥0 à 194<	2,12	2,15	3,30 €	3,34 €	3,71 €	3,76 €
≥194 à 302<	2,30	2,33	4,01 €	4,06 €	4,44 €	4,50 €
≥302 à 413<	2,47	2,50	4,70 €	4,76 €	5,14 €	5,21 €
≥413 à 522<	2,64	2,67	5,39 €	5,46 €	5,86 €	5,94 €
≥522 à 632<	2,82	2,85	6,09 €	6,17 €	6,58 €	6,66 €
≥632 à 741<	2,99	3,03	6,78 €	6,87 €	7,30 €	7,39 €
≥741 à 875<	3,16	3,20	7,48 €	7,58 €	8,01 €	8,11 €
≥875 à 1016<	3,34	3,38	7,78 €	7,88 €	8,35 €	8,46 €
≥1016 à 1182<	3,51	3,55	8,05 €	8,15 €	8,65 €	8,76 €
≥1182 à 1400<	3,68	3,73	8,33 €	8,44 €	8,95 €	9,07 €
≥1400	3,86	3,91	8,62 €	8,73 €	9,27 €	9,39 €

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.

ACCUEILS DE LOISIRS PLATEAU ET MAIL

Extérieurs de Chenôve

Quotients Familiaux	Journée complète sans repas		Journée complète avec repas	
	2018	2019	Tarif unique Maternelle	Tarif unique Elémentaire
	2018	2019	2018	2019
≥0 à 194<	4,92	4,98	6 37 €	6,88 €
≥194 à 302<	5,36	5,43	7,46 €	8,00 €
≥302 à 413<	5,82	5,89	8,55 €	9,10 €
≥413 à 522<	6,26	6,34	9,63 €	10,24 €
≥522 à 632<	6,72	6,81	10,73 €	11,36 €
≥632 à 741<	7,16	7,25	11,80 €	12,47 €
≥741 à 875<	7,64	7,74	12,93 €	13,61 €
≥875 à 1016<	8,08	8,18	13,51 €	14,25 €
≥1016 à 1182<	8,52	8,63	14,08 €	14,85 €
≥1182 à 1400<	8,98	9,09	14,67 €	15,47 €
≥1400	9,42	9,54	15,24 €	16,08 €

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.

Extérieurs de Chenôve (SUITE)

Quotients Familiaux	½ Journée sans repas Tarif unique		½ Journée avec repas Tarif unique Maternelle		Tarif unique Elémentaire	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
≥0 à 194<	2,46 €	2,49€	3,91 €	3,96 €	4,42 €	4,48 €
≥194 à 302<	2,68 €	2,71 €	4,78 €	4,84 €	5,32 €	5,39 €
≥302 à 413<	2,91 €	2,95 €	5,64 €	5,71 €	6,19 €	6,27 €
≥413 à 522<	3,13 €	3,17 €	6,50 €	6,58 €	7,11 €	7,20 €
≥522 à 632<	3,36 €	3,40 €	7,37 €	7,46 €	8,00 €	8,10 €
≥632 à 741<	3,58 €	3,62 €	8,22 €	8,32 €	8,89 €	9,00 €
≥741 à 875<	3,82 €	3,87 €	9,11 €	9,23 €	9,79 €	9,92 €
≥875 à 1016<	4,04 €	4,09 €	9,47 €	9,59 €	10,21 €	10,34 €
≥1016 à 1182<	4,26 €	4,31 €	9,82 €	9,95 €	10,59 €	10,73 €
≥1182 à 1400<	4,49 €	4,55 €	10,18 €	10,31 €	10,98 €	11,12 €
≥1400	4,71 €	4,77 €	10,53 €	10,67 €	11,37 €	11,52 €

SECTEUR LOISIRS - A.L.S.H.**Dispositions en cas de non-respect des règles de réservation/annulation :**

- En cas d'absence, toute journée ou 1/2 journée réservée et non annulée dans les délais définis dans le règlement intérieur, est facturée au tarif à acquitter effectivement par la famille
- En cas de présence, sans réservation préalable dans les délais définis dans le règlement intérieur, la journée ou 1/2 journée est facturée au tarif à acquitter effectivement par la famille majoré de 15%.

Les tarifs à acquitter effectivement par la famille sont définis par le quotient familial, moins les aides au temps libre de la Caisse d'Allocations Familiales

TARIFS MUNICIPAUX – VILLE DE CHENOVE

ANNEE 2019

**SECTEUR
CULTUREL**

CONSERVATOIRE

Droits d'inscription (annuels)

Droits d'inscription et de frais de dossier			
Pour tous les élèves (enfants et adultes)	Habitants de Chenôve		Extérieurs de Chenôve
	2018	2019	2018
	30,00 €	31,00 €	32,00 €
			33,00 €

Tarifs dégressifs

Dégressivité pour les élèves de la même famille fréquentant les cours	Tarifs dégressifs	
	Habitants de Chenôve	Extérieurs
	Tarif plein	Tarif plein
	-30%	-
	-60%	-10%
A partir du 4 ^{ème}	Gratuit	-10%

CONSERVATOIRE

Grille de tarifs pour les enfants :

- **Tarif 1** : Éveil, Formation musicale, Initiation instrumentale, danse, ensemble
- **Tarif 2** : Formation musicale, Découverte musicale, ensemble et formation instrumentale du cycle 1, 1 ère année au cycle 2, 3° année
- **Tarif 3** : Formation musicale, ensemble et formation instrumentale à partir du cycle 2, 4° année

51

Grille de tarifs pour les adultes :

- **Tarif 1** : Formation musicale et ensemble
- **Tarif 2** : Formation musicale, ensemble et formation instrumentale, Danse

CONSERVATOIRE

TARIFICATION ENFANTS

Tarifs enfants									
Quotients familiaux		Tarif 1			Tarif 2			Tarif 3	
		2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
	2018	2019							
	≥0 à 194<		≥0 à 194<	49,70 €	51.20 €	67,60 €	69.63 €	94,00 €	96.82 €
	≥194 à 302<		≥194 à 302<	58,10 €	59.85 €	78,75 €	81.11 €	107,70 €	110.93 €
	≥302 à 413<		≥302 à 413<	62,20 €	64.10 €	84,30 €	86.83 €	114,70 €	118.14 €
	≥413 à 522<		≥413 à 522<	66,25 €	68.24 €	89,95 €	92.65 €	121,50 €	125.15 €
	≥522 à 632<		≥522 à 632<	70,45 €	72.56 €	95,40 €	98.26 €	128,50 €	132.35 €
	≥632 à 741<		≥632 à 741<	74,50 €	76.74 €	100,70 €	103.10 €	135,40 €	139.46 €
	≥741 à 875<		≥741 à 875<	78,65 €	81.10 €	106,40 €	109.60 €	142,30 €	146.57€
	≥875 à 1016<		≥875 à 1016<	82,90 €	85.39 €	111,90 €	115.25 €	149,10 €	153.57€
	≥1016 à 1182<		≥1016 à 1182<	87,00 €	89.61 €	117,45 €	120.97 €	156,20 €	160.89 €
	≥1182 à 1400<		≥1182 à 1400<	91,20 €	93.94 €	122,90 €	126.59 €	163,00 €	167.90 €
	≥1400		≥1400	95,40 €	98.27 €	128,70 €	132.56 €	169,90 €	175,00 €
	Extérieurs (1)			237,15 €	244.27 €	350,10 €	360.60 €	468.20 €	482.25 €

(1) Le quotient familial des habitants de Chenôve est appliqué aux élèves pratiquant au sein de la Musique Municipale

CONSERVATOIRE

TARIFICATION ADULTES

Quotients familiaux		Tarifs adultes			
		Tarif 1		Tarif 2	
2018	2019	2018	2019	2018	2019
≥0 à 194<	≥0 à 194<	110,50 €	113.81 €	119,35 €	122.93 €
≥194 à 302<	≥194 à 302<	118,90 €	122.47 €	133,10 €	137.10 €
≥302 à 413<	≥302 à 413<	123,10 €	126.80 €	140,10 €	144.30 €
≥413 à 522<	≥413 à 522<	127,30 €	131.12 €	146,85 €	151.25 €
≥522 à 632<	≥522 à 632<	131,35 €	135.30 €	153,78 €	158.40 €
≥632 à 741<	≥632 à 741<	135,40 €	139.47 €	160,55 €	165.37 €
≥741 à 875<	≥741 à 875<	139,60 €	143.79 €	167,65 €	172.68 €
≥875 à 1016<	≥875 à 1016<	143,70 €	148.01 €	174,60 €	179.83 €
≥1016 à 1182<	≥1016 à 1182<	147,90 €	152.33 €	181,40 €	186.84 €
≥1182 à 1400<	≥1182 à 1400<	152,00 €	156.56 €	188,30 €	193.95 €
≥1400	≥1400	156,24 €	160.93 €	195,30 €	201.16 €
Extérieurs (1)		281,25 €	289.69 €	358.47 €	369.22 €

(1) Le quotient familial des habitants de Chenôve est appliqué aux élèves pratiquant au sein de la Musique Municipale

CONSERVATOIRE**Associations et Pratiques Collectives**

	2018	2019
Académie d'accordéon et Musique Municipale	67,20 €	69.22 €
Chorale du Conservatoire	43,75 €	45.10 €
Chorale du Conservatoire et cours	82,10 €	84.57 €
Activités musicales sans formation musicale	56,00 €	57.68 €

TARIFS MUNICIPAUX NON SOUMIS AUX CONDITIONS DE RESSOURCES

SECTEUR

SPORTIF

SECTEUR SPORTIF

CENTRE NAUTIQUE

TARIFS INDIVIDUELS		Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Enfants			
Moins de 6 ans (ne s'applique pas aux groupes)		Gratuit	Gratuit
Moins de 18 ans		1,50 €	1,50 €
Tarif réduit (familles nombreuses) (*)		0,75 €	0,75 €
Carte 12 entrées		15,00 €	15,00 €
Adultes			
Plus de 18 ans		3,00 €	3,00 €
Tarif réduit (familles nombreuses, étudiants, chômeurs, bénéficiaires du RSA, de l'allocation adulte handicapé) (*)		1,50 €	1,50 €
Carte 12 entrées		30,00 €	30,00 €
Carte 12 entrées adulte handicapé (*)		15,00 €	15,00 €
Titulaire de la carte Pass'Sport Culture		Gratuit	Gratuit
TARIFS GROUPES		Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Le tarif groupe s'applique aux associations, centres de loisirs, centres sociaux, clubs sportifs et instituts thérapeutiques* souhaitant accéder aux bassins <u>durant les horaires d'ouverture au public</u>			
Groupes et activités organisées par les services municipaux			
Groupes de Chenôve		Gratuit	Gratuit
Carte 12 entrées – moins de 18 ans		9,00 €	9,00 €
Carte 12 entrées – plus de 18 ans		18,00 €	18,00 €
Groupes extérieurs à Chenôve			
Carte 12 entrées – moins de 18 ans		15,00 €	15,00 €
Carte 12 entrées – plus de 18 ans		30,00 €	30,00 €

(*) Sur présentation de justificatifs

SECTEUR SPORTIF

CENTRE NAUTIQUE

TARIFS SAUNA (séance non limitée)	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Plein tarif (1) Tarif réduit : familles nombreuses, étudiants, chômeurs, bénéficiaires du RSA, de l'allocation adulte handicapé, tarif unique semaine promotionnelle sauna (*) et entre 12h et 13h30 (1) Tarif spécial : les titulaires de la carte Pass'Sport Culture, dans le cadre d'une activité ASM et dans le cadre de la semaine promo sauna Carte de 12 séances hors entrée individuelle centre nautique (à prévoir en sus) Gratuité pour 1 séance lors de la semaine promotionnelle pour les adhérents adultes ASM	8,20 € 4,10 € 3,00 € 53,75 €	8,20 € 4,10 € 3,00 € 53,75 €

(*) Sur présentation de justificatifs

(1) Le tarif de la séance inclue une entrée individuelle au centre nautique

SECTEUR SPORTIF

CENTRE NAUTIQUE - ACTIVITES SPORTIVES MUNICIPALES (ASM)

ACTIVITES SPORTIVES MUNICIPALES EN PISCINE			Tarifs au 11/06/2018	Tarifs au 10/06/2019
Le droit d'entrée au Centre Nautique est inclus dans le tarif des activités.				
- Habitants de Chenôve				
Titulaires de la carte Pass'Sport Culture				
Cotisation annuelle ASM – 18 ans			26.65 €	27.45 €
Cotisation annuelle ASM + 18 ans			33.30 €	34.30 €
Non Titulaires de la carte Pass'Sport Culture				
Cotisation annuelle ASM – 18 ans			48.15 €	50.00 €
Cotisation annuelle ASM + 18 ans			76.30 €	78.60 €
- Habitants extérieurs à Chenôve				
Cotisation annuelle ASM – 18 ans			74.80 €	77.05 €
Cotisation annuelle ASM + 18 ans			109.60 €	112.90 €
TARIFS SPECIFIQUES				
Natation Périnatale – future maman de 3 mois de grossesse jusqu'à l'accouchement (*)				
- Habitantes de Chenôve				
Titulaires de la carte Pass'Sport Culture			44.40 €	45.00 €
Non Titulaires de la carte Pass'Sport Culture			73.10 €	74.00 €
- Habitantes extérieures à Chenôve			117.45 €	119.00 €
Bébé Nageur				
- Habitants de Chenôve				
Titulaires de la carte Pass'Sport Culture			51.40 €	52.00 €
Non Titulaires de la carte Pass'Sport Culture			94.40 €	95.60 €
- Habitants extérieurs à Chenôve			145.80 €	147.70 €
Enseignement de la natation pour les écoles élémentaires extérieures à Chenôve				
- Séance de 40 minutes avec surveillance des bassins et mise à disposition d'un MNS par classe			50.00 €	50.65 €
Natation Postnatale : tarif identique à celui de la cotisation annuelle ASM				

(*) Sur présentation de justificatifs

SECTEUR SPORTIF

ACTIVITES SPORTIVES MUNICIPALES (ASM)

DESIGNATION	Tarifs au 11/06/2018		Tarifs au 10/06/2019	
	Habitants Chenôve	Extérieurs	Habitants Chenôve	Extérieurs
Ecoles de SPORT (-18 ans) Cotisation annuelle ASM -18 ans	T1 : 26.65 € T2 : 29.15 € T3 : 31.30 €	T1 : 53.30 € T2 : 58.35 € T3 : 62.65 €	T1 : 27.45 € T2 : 30.00 € T3 : 32.25 €	T1 : 54.90 € T2 : 60.00 € T3 : 64.50 €
Cotisation trimestrielle ASM -18 ans	T1 : 8.90 € T2 : 9.70 € T3 : 10.45 €	T1 : 17.75 € T2 : 19.45 € T3 : 20.90 €	T1 : 9.20 € T2 : 10.00 € T3 : 10.80 €	T1 : 18.30 € T2 : 20.00 € T3 : 21.55 €
SPORT et ENTRETIEN (+18ans) Cotisation annuelle ASM +18 ans	T1 : 33.30 € T2 : 36.30 € T3 : 38.85 €	T1 : 66.60 € T2 : 72.60 € T3 : 77.70 €	T1 : 34.30 € T2 : 37.40 € T3 : 40.00 €	T1 : 69.00 € T2 : 74.80 € T3 : 80.00 €
Cotisation trimestrielle ASM +18 ans	T1 : 11.10 € T2 : 12.10 € T3 : 12.95 €	T1 : 22.20 € T2 : 24.20 € T3 : 25.90 €	T1 : 11.45 € T2 : 12.45 € T3 : 13.40 €	T1 : 24.85 € T2 : 24.90 € T3 : 26.65 €
Tarifs au 10/06/2019				
"MULTISPORTS à la carte" Journée : - 18 ans + 18 ans ½ Journée : -18 ans + 18 ans	6,40 € 8,00 € 3,20 € 4,00 €	8,30 € 10,40 € 4,15 € 5,20 €	6,50 € 8,10 € 3,25 € 4,05 €	8,40 € 10,50 € 4,20 € 5,25 €

<p>"1 SEMAINE, 1 SPORT" Adhésion annuelle (pour les non-inscrits ASM), validité du 01/09 au 30/08 Enfant (-18 ans) Adultes (+ 18 ans) Forfait famille (2 adultes + 1 enfant) Enfant (-18 ans) supplémentaire à un forfait famille Titulaire de la carte Pass'Sport Culture</p>	<p>5,00 € 10,00 € 15,00 € 5,00 € Gratuité</p>	<p>5,00 € 10,00 € 15,00 € 5,00 € -</p>	<p>5,05 € 10,15 € 15,20 € 5,05 € Gratuité</p>	<p>5,05 € 10,15 € 15,20 € 5,05 € -</p>	<p>Envoyé en préfecture le 18/01/2019 Reçu en préfecture le 18/01/2019 Affiché le 18/01/2019 ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_110A-DE</p>
--	---	--	---	--	--

SECTEUR SPORTIF

MANIFESTATIONS SPORTIVES

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018		Tarifs au 01/01/2019	
	Inscription au préalable	Inscription sur place le jour de l'épreuve	Inscription au préalable	Inscription sur place le jour de l'épreuve
Badminton (par équipe de 4)	11,35 €	-	11,50 €	-
Trail Urbain				
- 18	4.75 €	6.75 €	4,80 €	6,80 €
+ 18	5.95 €	7.95 €	6,00 €	8,00 €
Brevet du randonneur				
- 45 KM VTT	9,00 €	11,00 €	9.00 €	11,00 €
- 30 KM VTT	9.00 €	11.00 €	9,00 €	11,00 €
- 30 KM EQUESTRE	9.00 €	11.00 €	9.00 €	11.00 €
- 25 KM PEDESTRE	9.00 €	11,00 €	9.00 €	11.00 €
- 15 KM PEDESTRE	6,00 €	8,00 €	6.00 €	8.00 €
- 12 KM VTT	6,00 €	8,00 €	6.00 €	8.00 €
- 12 MARCHE NORDIQUE			6.00 €	8.00 €
- 8 KM PEDESTRE	5.00 €	7.00 €	5.00 €	7.00 €
- Enfants de moins de 6 ans (tous parcours)	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT
4 heures de nage (par équipe de 12)	97,70 €		97.00 €	-

CARTE PASS'SPORT CULTURE

La carte est individuelle et personnelle

Carte réservée aux personnes résidant à Chenôve depuis plus de 3 mois

	Tarif au 11/06/2018 avec une validité au 03/09/2018	Tarif au 10/06/2019 avec une validité au 02/09/2019
Carte Pass'Sport Culture – 18 ans	21,50 €	22.00 €
Carte Pass'Sport Culture + 18 ans	43,00 €	44.00 €

SECTEUR
SPORT-LOISIRS et
JEUNESSE

PARTICIPATIONS SUPPLEMENTAIRES

ACCUEILS DE LOISIRS DU PLATEAU ET DU MAIL
ACCUEIL JEUNES ET ACCUEIL LIBERTE (en sus Adhésion annuelle, applicable au 01/01/2019 = 5 €*)
ACTIVITES SPORTIVES MUNICIPALES "1 SEMAINE 1 SPORT" ET "MULTI SPORTS A LA CARTE"
(*Validité des adhésions : du 01/09 au 30/08)

Montant des participations supplémentaires

Coût de la prestation ou Montant de l'ensemble des coûts (Prestation, Economat, Hébergement)		Habitants de Chenove adhérents		Extérieurs adhérents (tarifs majorés de 30%)
2018	2019	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019	
Jusqu'à 5 €	Jusqu'à 5 €	2 €	2 €	3 €
De 5,01 à 7 €	De 5,01 à 7 €	3 €	3 €	4 €
De 7,01 à 10 €	De 7,01 à 10 €	4 €	4 €	5 €
De 10,01 à 12 €	De 10,01 à 12 €	5 €	5 €	6,50 €
De 12,01 à 15 €	De 12,01 à 15 €	7 €	7 €	9 €
De 15,01 à 20 €	De 15,01 à 20 €	8 €	8 €	10 €
De 20,01 à 25 €	De 20,01 à 25 €	11 €	11 €	14 €
De 25,01 à 30 €	De 25,01 à 30 €	13 €	13 €	17 €
De 30,01 € à 35 €	De 30,01 € à 35 €	16 €	16 €	21 €
De 35,01 € à 40 €	De 35,01 € à 40 €	19 €	19 €	25 €
De 40,01 € à 45 €	De 40,01 € à 45 €	21 €	21 €	27 €
De 45,01 € à 50 €	De 45,01 € à 50 €	24 €	24 €	31 €
De 50,01 € à 55 €	De 50,01 € à 55 €	26 €	26 €	34 €
De 55,01 € à 60 €	De 55,01 € à 60 €	29 €	29 €	38 €
De 60,01 € à 65 €	De 60,01 € à 65 €	31 €	31 €	40 €
De 65,01 € à 70 €	De 65,01 € à 70 €	34 €	34 €	44 €
De 70,01 € à 75 €	De 70,01 € à 75 €	36 €	36 €	47 €
De 75,01 € à 80 €	De 75,01 € à 80 €	39 €	39 €	50 €
Les activités et séjours courts (de une à trois nuits) dont le montant global est supérieur à 80 € n'entrent pas dans la grille tarifaire ci-dessus. Ainsi, il est proposé une participation forfaitaire égale à 50% du prix coûtant hors encadrement pour les Cheneveillers, majorée de 30% pour les extérieurs de Chenôve.				

SECTEUR JEUNESSE**POINT INFORMATION JEUNESSE – ESPACE PUBLIC NUMERIQUE**

Envoyé en préfecture le 18/01/2019

Reçu en préfecture le 18/01/2019

Affiché le 18/01/2019

ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_110A-DE

Photocopies et impressions de documents	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Pour le public fréquentant LA BOUSSOLE Gratuité pour tout document concernant l'Information Jeunesse En noir et blanc : <ul style="list-style-type: none"> - Copie A4 (2 pages gratuites, puis dès la 3^{ème} page, à l'unité) - Copie A3 (dès la 1^{ère} page, à l'unité) En couleur (dès la 1 ^{ère} page, à l'unité): <ul style="list-style-type: none"> - Copie A4 - Copie A3 	0,18 € 0,36 € 0,40 € 0,80 €	0,18 € 0,36 € 0,40 € 0,80 €

TARIFS MUNICIPAUX – VILLE DE CHENOVE

Envoyé en préfecture le 18/01/2019
Reçu en préfecture le 18/01/2019
Affiché le 18/01/2019
ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_110A-DE

**SECTEUR
CULTUREL**

SECTEUR CULTUREL

BIBLIOTHEQUE

Envoyé en préfecture le 18/01/2019

Reçu en préfecture le 18/01/2019

Affiché le 18/01/2019

ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_110A-DE

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Photocopies et impressions de documents		
En noir et blanc : - Copie A4 (2 pages gratuites, puis dès la 3 ^{ème} page, à l'unité) - Copie A3 (dès la 1 ^{ère} page, à l'unité) En couleur : - Copie A4	0,18 € 0,36 €	0,18 € 0,36 € 0,40€
Amendes pour retard de restitution		
15 jours de retard Au-delà	1,70 € 3,40 €	1,70 € 3,40 €
Renouvellement carte perdue	1,00 €	1,00 €
Facturation des documents perdus ou détériorés		
DVD, CDROMs, jeux vidéo pour console	Remboursement au prix coûtant	Remboursement au prix coûtant
Perte ou détérioration d'une liseuse Perte ou détérioration des matériels joints (câble USB, chargeur, housse de protection)	80,00 € 10,00 €/accessoire	80,00 € 10,00 €/accessoire
Livres et disques	Remplacement du document, ou en cas d'impossibilité, remboursement au prix coûtant	
Sac Bibliothèque		1 gratuit par famille à l'adhésion 2,50€ à la vente

Envoyé en préfecture le 18/01/2019

Reçu en préfecture le 18/01/2019

Affiché le 18/01/2019



ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_110A-DE

TARIFS MUNICIPAUX – VILLE DE CHENOVE

ANNEE 2019

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

FUNERAIRE / CIMETIERE

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Taxes funéraires		
Taxe d'inhumation	65,00 €	65,00 €
Taxe de dépôt d'urne	65,00 €	65,00 €
Taxe d'exhumation	Gratuit	Gratuit
Jardin de la Mémoire		
Dispersion des cendres	Gratuit	Gratuit
Redevance pour plaque d'identification	110 ,00 €	173 ,00 €
Concessions normales (ventes et renouvellements)		
Durée 15 ans	215,00 €	215,00 €
Durée 30 ans	528,00 €	528,00 €
Majorations applicables aux tarifs des concessions pour équipements existants suite à reprise		
Caveau 1 place	550,00 €	550,00 €
Caveau 2 places	826,00 €	826,00 €
Caveau 3 places	1101,00 €	1101,00 €
Caveau 4 places	1377,00 €	1377,00 €
Columbarium pour urnes funéraires (ventes et renouvellements)		
Durée 15 ans	173,00 €	173,00 €
Durée 30 ans	396,00 €	396,00 €
Structure octogonale pour urnes funéraires (ventes et renouvellements)		
Durée 15 ans	255,00 €	255,00 €
Durée 30 ans	552,00 €	552,00 €
Mini concession (ventes et renouvellements)		
Durée 15 ans	255,00 €	255,00 €
Durée 30 ans	552,00 €	552,00 €
Mise en caveau provisoire	36,00 €	36,00 €
Occupation du caveau (par jour)	5,00 €	5,00 €

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

PRESTATIONS SON ET ECLAIRAGE

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019	OBSERVATIONS
- Salle des Fêtes Matériel son (équipement de base), forfait par journée Option à l'équipement de base : 1 micro HF Matériel son + lumière (équipement de base), forfait par journée	85 € 30 € 130 €	86 € 30,40 € 132 €	Matériel de base comprenant 4 enceintes, table de mixage + ampli, 2 micros filaires, 2 pieds pour micro, câblerie adaptée Matériel de base son + matériel éclairage comprenant rampe 16 par + 12 pc, graduateur, table de mixage, câblerie adaptée
- Hôtel des Sociétés – salle RDC Sono pour réunion	30 €	30,40 €	Matériel de base, ampli + micro filaire
- Sono extérieure Mobile (NEXO), forfait par journée Mobile (DAS), forfait par journée	210 € 60 €	213 € 61 €	Matériel de base comprenant 1 table de mixage, 1 MD, 1 CD K7, 1 micro HF (en rack) + ampli et 4 enceintes NEXO PS 10 (en rack). Nécessite la présence d'un technicien pour le montage. Ne nécessite pas la présence d'un technicien son de la Ville
Matériel complémentaire facturable à l'unité suivant tarif ARTDAM - Technicien son Tarif horaire pour montage, démontage Forfait par journée pour assistance technique (journée correspondant au tarif de location de la salle des Fêtes)	40 € 290 €	40,50 € 294 €	

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

FACTURATION DE TRAVAUX (Pour l'estimation des travaux en régie)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Prix d'une heure de balayage mécanique	85 €	86 €
Prix d'une journée de balayage mécanique (8h)	570 €	577 €
Mise à disposition de véhicules, le chauffeur non compris, pour 8 heures :		
- Camion bi-benne 6X4 (26 t)	375 €	379 €
- Camion tri-benne (13t)	270 €	273 €
- Camion avec grue hydraulique (19t)	355 €	360 €
- Camion (3,5 t)	135 €	137 €
- Tractopelle	530 €	537 €
- mini pelle	330 €	334 €
Travaux de main-d'œuvre du personnel municipal en régie :		
- heure d'ouvrier : plombier, maçon, peintre, ...	25,00 €	26,00 €
- heure de conducteur : véhicules, engins, ...	25,00 €	26,00 €

Facturation des repas dans le cadres péri et extra-scolaire

	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Animateurs CLSH et RS prenant leur repas avec les enfants dont ils ont la charge éducative	Néant	Néant
Personnel RS, accueils de loisirs, CAE appelé à travailler durant le repas et qui désirent prendre leur repas en fin de service*	2.85 €	2.90 €
Personnels de la Ville appelés à intervenir dans le cadre de leur mission dans les RS et CLSH et qui désirent prendre leur repas sur place	2.85 €	2.90 €
Educateurs ou autres personnels spécialisés extérieurs qui désirent prendre leur repas avec les élèves qu'ils accompagnent en RS	2.85 €	2.90 €

*En application de la délibération n°30 du CM de Juillet 2003

Commentaire : 2,85 € = prix coûtant TTC au 1^{er}/09/15 du repas chez DESIE (revalorisation annuelle)

TARIFS MUNICIPAUX

ANNEE 2019 – ANNEXE 2

Relevant de la compétence du Maire
Article L.2122-22 du CGCT

Conseil Municipal du 17 décembre 2018

SOMMAIRE

TARIFS RELEVANT DE L'ARTICLE L.2122-22 2° CGCT	
SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE <ul style="list-style-type: none"> ▪ Droits de place ▪ Redevances d'occupation du domaine public 	Page 4 Page 5
TARIFS RELEVANT DE L'ARTICLE L.2122-22 5° CGCT	
SECTEUR SPORTIF <ul style="list-style-type: none"> ▪ Centre nautique – Location de lignes d'eau et de bassins ▪ Installations sportives 	Page 7 Page 8
SECTEUR CULTUREL <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conservatoire – Location d'instruments ▪ Le Cèdre – Location de salles 	Page 9 Pages 10 à 13
SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE <ul style="list-style-type: none"> ▪ Redevance d'occupation des logements du domaine public ▪ Location de matériel ▪ Location de salles 	Page 14 Page 15 Pages 16 à 27
TARIFS RELEVANT DE L'ARTICLE L.2122-22 10° CGCT	
SECTEUR CULTUREL <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vente d'ouvrages et de documents ▪ Bibliothèque - Vente des ouvrages désherbés dans le cadre d'une braderie et divers 	Page 29 Page 30

TARIFS MUNICIPAUX
RELEVANT DE LA COMPETENCE DU MAIRE SELON L'ARTICLE
L.2122-22 2° DU CGCT
CONFORMEMENT A LA DELIBERATION DU 28 SEPTEMBRE
2015 ET SES DELIBERATIONS SUBSEQUENTES

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

DROITS DE PLACE - CIRQUES et STRUCTURES ASSIMILEES (L.2122-22 2° CGCT)

Superficie chapiteau (m ²) (*)	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
< 1 400 De 1 401 à 2 000 De 2 001 à 3 000 > 3 000	Forfait 350 € par jour de représentation Forfait 460 € par jour de représentation Forfait 620 € par jour de représentation Forfait 860 € par jour de représentation	Forfait 355 € par jour de représentation Forfait 465 € par jour de représentation Forfait 630 € par jour de représentation Forfait 870 € par jour de représentation

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

DROITS DE PLACE - REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (L.2122-22 2° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Droit de place au marché du mercredi (m²)	0,50 €	0,50 €
Droit de place au marché du dimanche (m²)	1,00 €	1,00 €
Droit de stationnement ponctuel (ml) — Par jour	3,10 €	3,10 €
Droit de stationnement permanent (ml) — Par jour	1,30 €	1,30 €
Redevance des terrasses de plein air (m²) — Par mois	4,00 €	4,00 €

TARIFS MUNICIPAUX

RELEVANT DE LA COMPETENCE DU MAIRE SELON L'ARTICLE L.2122-22 5° DU CGCT

“Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.”

CENTRE NAUTIQUE

SECTEUR SPORTIF

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
<p>TARIFS LOCATIONS LIGNE D'EAU (L.2122-22 5° CGCT)</p> <p>Ces tarifs s'appliquent aux associations, centres de loisirs, centres sociaux, clubs sportifs et autres organismes ou établissements souhaitant accéder aux bassins en dehors des horaires d'ouverture au public. La gratuité est appliquée aux activités organisées dans le cadre des Accueils de loisirs municipaux, de l'Accueil jeunes, de l'Accueil Liberté ainsi que pour celles organisées par la Maison des Sports</p> <p>Etablissements scolaires (*)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tarif à l'heure par ligne d'eau (°) - Tarif de ¾ d'heure par ligne d'eau - Tarif de ½ heure par ligne d'eau <p>Autres organismes ou établissements (*)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tarif à l'heure par ligne d'eau (°) - Tarif de ¾ d'heure par ligne d'eau - Tarif de ½ heure par ligne d'eau <p>(*) L'accès au bassin d'apprentissage sera facturé sur la base de deux lignes d'eau pour une utilisation exclusive et d'une ligne d'eau pour une utilisation partagée. (°) Au-delà d'une heure d'occupation, il sera facturé un complément par fraction d'une ½ heure</p>	<p>12,20 €</p> <p>9,15 €</p> <p>6,10 €</p> <p>14,00 €</p> <p>10,50 €</p> <p>7,00 €</p>	<p>12.35 €</p> <p>9.25 €</p> <p>6.20 €</p> <p>14.20 €</p> <p>10.60 €</p> <p>7.10 €</p>
<p>TARIFS LOCATIONS BASSINS (L.2122-22 5° CGCT)</p> <p>Bassin de compétition (6 lignes d'eau) – tarif par ½ journée (4h d'utilisation) Nouveau bassin (5 lignes d'eau) – tarif par ½ journée (4 h d'utilisation)</p>	<p>300,00 €</p> <p>235,00 €</p>	<p>304.00 €</p> <p>238.00 €</p>

SECTEUR SPORTIF

INSTALLATIONS SPORTIVES (L.2122-22 5° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Courts de tennis en béton poreux dans l'enceinte du stade Léo Lagrange - Titulaire de la carte Pass' Sport Culture - Tarif horaire - Carte abonnement 10 heures Courts de tennis en terre battue - Tarif horaire - Carte abonnement 10 heures Terrain d'honneur (par match) - Associations domiciliées à Chenôve - Associations extérieures Terrain d'entraînement (par match) - Associations domiciliées à Chenôve - Associations extérieures Terrain synthétique - Associations domiciliées à Chenôve - Associations extérieures Gymnases, salles de sports et piste d'athlétisme synthétique Utilisation par match de plus d'une heure - Associations domiciliées à Chenôve - Associations extérieures - 10 séances associations domiciliées à Chenôve - 10 séances associations extérieures Terrains, gymnases et salles de sports (pour toutes utilisations) Associations locales membres de l'O.M.S.	Gratuit Gratuit Gratuit 5,00 € 40,00 € 150,00 € 195,00 € 70,00 € 91,00 € 150,00 € 195,00 € 70,00 € 91,00 € 400,00 € 520,00 € Gratuit	Gratuit Gratuit Gratuit 5,10 € 40,50 € 152,00 € 197,50 € 71,00 € 92,00 € 152,00 € 197,50 € 71,00 € 91,20 € 405,00 € 527,00 € Gratuit

CONSERVATOIRE (L.2122-22 5° CGCT)

SECTEUR CULTUREL

LOCATION D'INSTRUMENTS				
Par mois	Habitants de Chenôve		Extérieurs de Chenôve	
	2018	2019	2018	2019
	15,00 €	15,20 €	15,00 €	15,20 €

à compter du 1^{er} janvier 2019


VILLE DE CHENOVE

TARIFS MUNICIPAUX

SECTEUR CULTUREL

CENTRE CULTUREL ET DE RENCONTRES - LE CEDRE - LOCATION DE SALLES (L.2122-22 5° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018			Tarifs au 01/01/2019		
	Durée de la location	Entreprises - Sociétés commerciales Associations extérieures à Chenôve	Associations de Chenôve	Durée de la location	Entreprises - Sociétés commerciales Associations extérieures à Chenôve	Associations de Chenôve
	en jours	Forfait (fluides et nettoyage compris)		en jours	Forfait (fluides et nettoyage compris)	
Salle de spectacle Grande Jauge : 1 100 places "debout et assises" ou 692 places assises Inclus : <ul style="list-style-type: none"> . accès aux loges, à la scène, à l’office, au vestiaire du hall, à la salle modulable . présence d'agents de sécurité incendie et/ou aux personnes selon la réglementation en vigueur, d’un régisseur d'accueil et d’un cadre de référence . matériels mis à disposition : pupitre sonorisé, micros HF, câbles, rallonges, multiprises, petit mobilier de scène 	1 jour	2 900 €	1 800 €	1 jour	2 940 €	1 825 €
	1/2 journée	1 900 €	1 200 €	1/2 journée	1 925 €	1 215 €
	1 jour	2 200 €	1 400 €	1 jour	2 230 €	1 420 €
Salle de spectacle Jauge Réduite : 367 places assises (parterre 299 places + ailes 68 places) Inclus : <ul style="list-style-type: none"> . accès aux loges, à la scène, à l’office, au vestiaire du hall, à la salle modulable . présence d'agents de sécurité incendie et/ou aux personnes selon la réglementation en vigueur d’un régisseur d'accueil et d’un cadre de référence . matériels mis à disposition : pupitre sonorisé, micros, câbles, rallonges, multiprises, petit mobilier de scène 	1/2 journée	1 500 €	1 400 €	1/2 journée	1 520 €	1 420 €

Salle modulable Inclus : 150 chaises + 40 tables, l'accès à l'office et au vestiaire du hall	1 jour	1 500 €	750 €	1 jour	1 320 €	Envoyé en préfecture le 18/01/2019	760 €
	1/2 journée	800 €	550 €	1/2 journée	550 €	Reçu en préfecture le 18/01/2019	
	1 jour	750 €	500 €	1 jour	500 €	Affiché le 18/01/2019	
	1/2 journée	500 €	350 €	1/2 journée	350 €	ID : 021-212101661-20181217-DEL-2018-110A-DE	505 €
Salle d'orchestre	1 jour	500 €	350 €	1/2 journée	350 €		505 €
Salle de danse (avec vestiaire attenant)	1 jour	750 €	500 €	1 jour	500 €		505 €
Hall d'accueil (dont espace bar)	1/2 journée	400 €	250 €	1/2 journée	250 €		255 €
Vaisselle-nettoyage 100 couverts	Forfait	150 €		Forfait	150 €		
Heure supplémentaire	Dépassement horaire	300 €		Dépassement horaire	305 €		
Forfait vestiaire (2 agents+ ticket)	10 heures maxi	400 €		10 heures maxi	405 €		
Forfait Tourbus (1 ADS + fluide énergétique)	12 heures	500 €		12 heures	505 €		

La location dite d'un jour s'entend de 08 h00 à 00h00 montage des installations scéniques compris

La location dite ½ journée s'entend de 08 h00 à 14h00 ou 14h00 à 20 h00 montage des installations scéniques compris

SECTEUR CULTUREL

LOCATION DE SALLES AU BENEFICE DE DETENEURS DE LA LICENCE D'ENTREPRENEURS DE SPECTACLE DE 2^{ème} et 3^{ème} CATEGORIE

La location est ouverte en cas d'accord sur un spectacle intégrant la programmation culturelle de la ville de Chenôve.

Les tarifs ci – dessous s'appliquent à la date de signature du devis durant l'exercice 2018

Le nombre de spectacle proposé ouvre droit à une réduction.

DESIGNATION	SPECTACLE	
	2018	2019
Salle de spectacle Grande Jauge : 1 200 places "debout et assises" ou 692 places assises Inclus : <ul style="list-style-type: none"> . accès aux loges, à la scène, au dégagement scénique, à l'office, à l'office, à la salle modulable . présence d'agents de sécurité incendie et/ou aux personnes dont 6 ADS en configuration debout ou 4 en configuration assise . un régisseur d'accueil + 6 agents de placements dont un agent de la direction des affaires culturelles 	1er spectacle : 2 900€ 2ème spectacle : 2 300€ 3ème spectacle : 2 000€ 4ème spectacle : 1 800€ 5ème spectacle et plus : 1 500€	1er spectacle : 2 930€ 2ème spectacle : 2 330€ 3ème spectacle : 2 025€ 4ème spectacle : 1 825€ 5ème spectacle et plus : 1 520€
Salle de spectacle Jauge Réduite : 367 places assises (parterre 299 places + ailes 68 places) Inclus : <ul style="list-style-type: none"> . accès aux loges, à la scène, au dégagement scénique, à l'office, au vestiaire du hall, à la salle modulable . présence d'agents de sécurité incendie et/ou aux personnes, selon la réglementation en vigueur . un régisseur d'accueil + 2 agents de placements dont un agent de la direction des affaires culturelles 	1er spectacle : 2 200€ 2ème spectacle : 1 800€ 3ème spectacle : 1 400 € 4ème spectacle : 1 000€ 5ème spectacle et plus : 800€	1er spectacle : 2 230€ 2ème spectacle : 1 825€ 3ème spectacle : 1 420 € 4ème spectacle : 1 015€ 5ème spectacle et plus : 810€

SECTEUR CULTUREL

LOCATION DE SALLES – MATERIEL (L.2122-22 5° CGCT)

DESIGNATION	Durée	Tarifs au 01/06/2018	Tarifs au 01/01/2019
Vidéo-projecteur 8 000 Lumens	1 journée	500 €	505 €
Vidéo-projecteur 15 000 Lumens	1 journée	800 €	810 €

LOCATION DE SALLES – PERSONNEL (L.2122-22 5° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/06/2018	Tarifs au 01/01/2019
1 technicien	40 €/heure	40,50 €/heure
1 chef d'équipe sécurité	45 €/heure	45,60 €/heure
1 agent de sécurité	30 €/heure	30,40 €/heure
1 agent de sécurité incendie SSIAP 2	38 €/heure	38,00 €/heure
1 agent de sécurité incendie SSIAP 1	32 €/heure	32,00 €/heure
1 agent d'accueil (placeur, vestiaire, contrôle billet)	20 €/heure	20,25 €/heure
1 agent d'entretien	20 €/heure	20,25 €/heure

REGLEMENT

- ✓ Le locataire doit être en règle avec les autorisations réglementaires, les déclarations préalables (SACEM, CNV) et les contrôles légaux
- ✓ Un acompte de 30 % à la signature du devis non remboursable est exigé
- ✓ La sécurité, (guide file et serre file) l'accueil et la technique doivent être assurés par le locataire : le personnel nécessaire est à la charge du locataire en fonction de la configuration de la jauge du public
- ✓ La norme de sécurité d'occupation est d'1 personne au m²
- ✓ Pénalités et majoration pour dépassement du volume sonore : **5 000,00 €**

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

DROITS DE PLACE - REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC (L.2122-22 5° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Redevance d'occupation des logements du domaine public (par mois) (L.2122-22 5° CGCT) - Logement T4 - Logement T5	288 € 335 €	292 € 340 €

Envoyé en préfecture le 18/01/2019

Reçu en préfecture le 18/01/2019

Affiché le 18/01/2019

ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_110A-DE

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATION DE MATERIEL (L.2122-22 5° CGCT) - Tarifs 2019 identiques à ceux de 2018

LOCATION MATERIEL	ASSOCIATIONS CHENOVE		ASSOCIATIONS EXTERIEURES / SOCIETES		FACTURATION Matériel endommagé	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Sièges coques	0 €	0 €	1 €	1 €	31 €	32 €
Sièges pliants	0 €	0 €	1 €	1 €	31 €	32 €
Tables	0 €	0 €	3 €	3 €	103 €	104 €
barrières métalliques	0 €	0 €	3 €	3 €	66 €	67 €
Barrières plastiques (utilisation en intérieur)	0 €	0 €	-	-	84 €	85 €
panneaux / grilles d'exposition	0 €	0 €	3 €	3 €	75 €	76 €
bancs	0 €	0 €	3 €	3 €	41 €	42 €
Stands non bâchés	0 €	0 €	19 €	19 €	417 €	422 €

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES (L.2122-22 5° CGCT)LOCATIONS DE SALLES - AUX ASSOCIATIONS DE CHENOVE (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2018

ASSOCIATIONS CHENOVE	SALLE DES FETES		HOTEL DES SOCIETES							CHARCOT		PLATEAU	
	8h/02h du matin		08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end										
	1ère location* salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	à partir de la 2ème location salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	1ère location* RDC ou caveau + cuisine + vaisselle	RDC uniquement	à partir de la 2ème location RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	salle réunion 1er étage	à partir de la 2ème location caveau	vaisselle caveau (40 couverts)	1ère location* salle	à partir de la 2ème location salle	1ère location* maison	à partir de la 2ème location maison	
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (HDS)	0 €	150 €	0 €	50 €	85 €	45 €	45 €	25 €	0 €	50 €	0 €	30 €	
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche			0 €		166 €	88 €	88 €	25 €	0 €	100 €	0 €	59 €	

*1ère location : les associations de Chenôve œuvrant dans l'intérêt des habitants bénéficient d'une gratuité par année civile à la date et pour la salle de leur choix (salle des fêtes, hôtel des sociétés RDC ou caveau, escale Charcot, maison du Plateau)

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES - AUX ASSOCIATIONS DE CHENOVE (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2019

	SALLE DES FETES		HOTEL DES SOCIETES								CHARCOT		PLATEAU	
	8h/02h du matin		08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end											
	1ère location* salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	à partir de la 2ème location salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	1ère location* RDC ou caveau + cuisine + vaisselle	RDC uniquement	à partir de la 2ème location RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	salle réunion 1er étage	à partir de la 2ème location caveau	vaisselle caveau (40 couverts)	1ère location* salle	à partir de la 2ème location salle	1ère location* maison	à partir de la 2ème location maison		
ASSOCIATIONS CHENOVE														
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (HDS)	0 €	152 €	0 €	51 €	86 €	46 €	46 €	25 €	0 €	51 €	0 €	30 €		
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche			0 €		168 €	89 €	89 €	25 €	0 €	101 €	0 €	59 €		

*1ère location : les associations de Chenôve œuvrant dans l'intérêt des habitants bénéficient d'une gratuité par année civile à la date et pour la salle de leur choix (salle des fêtes, hôtel des sociétés RDC ou caveau, escale Charcot, maison du Plateau)

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

VILLE DE CHENOVE

TARIFS MUNICIPAUX

Date d'application :
 à compter du 1^{er} janvier 2019

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES - AUX ASSOCIATIONS EXTERIEURES (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2018

ASSOCIATIONS EXTERIEURES	SALLE DES FETES	HOTEL DES SOCIETES						CHARCOT	PLATEAU
	8h/02h du matin	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end							
	salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	RDC uniquement	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	salle réunion 1er étage	caveau	vaisselle caveau (40 couverts)		salle	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (HDS)	450 €	150 €	255 €	135 €	135 €	75 €		150 €	90 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche			498 €	264 €	264 €	75 €		300 €	177 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

TARIFS MUNICIPAUX

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES - AUX ASSOCIATIONS EXTERIEURES (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2019

ASSOCIATIONS EXTERIEURES	SALLE DES FETES	HOTEL DES SOCIETES							CHARCOT	PLATEAU	
	8h/02h du matin	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end									
	salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)		RDC uniquement	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	salle réunion 1er étage	caveau	vaisselle caveau (40 couverts)		salle		maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (HDS)	456 €		152 €	258 €	137 €	137 €	137 €		152 €		91 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche				504 €	264 €	264 €	75 €		304 €		179 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX PARTICULIERS DE CHENOVE (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2018

PARTICULIERS CHENOVE	HOTEL DES SOCIETES					PLATEAU
	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end					
	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	1er étage si RDC + cuisine	vaisselle 1er (90 couverts)	caveau	vaisselle (40 couverts)	
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi	200 €	55 €	65 €	105 €	35 €	70 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche	390 €	107 €	65 €	205 €	35 €	137 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX PARTICULIERS DE CHENOVE (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2019

PARTICULIERS CHENOVE	HOTEL DES SOCIETES					PLATEAU
	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end					
	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	1er étage si RDC + cuisine	vaisselle 1er (90 couverts)	caveau	vaisselle (40 couverts)	
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi	203 €	56 €	66 €	106 €	35 €	71 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche	395 €	109 €	66 €	208 €	35 €	139 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

à compter du 1^{er} janvier 2019

VILLE DE CHENOVE

TARIFS MUNICIPAUX

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX PARTICULIERS EXTERIEURS (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2018

PARTICULIERS EXTERIEURS	HOTEL DES SOCIETES					PLATEAU
	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end					
	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	1er étage si RDC + cuisine	vaisselle 1er (90 couverts)	caveau	vaisselle (40 couverts)	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi	272 €	75 €	90 €	142 €	50 €	95 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche	531 €	146 €	90 €	277 €	50 €	185 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX PARTICULIERS EXTERIEURS (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2019

PARTICULIERS EXTERIEURS	HOTEL DES SOCIETES					PLATEAU
	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end					
	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	1er étage si RDC + cuisine	vaisselle 1er (90 couverts)	caveau	vaisselle (40 couverts)	
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi	276 €	76 €	91 €	144 €	51 €	96 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche	538 €	148 €	91 €	281 €	51 €	188 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX ENTREPRISES DE CHENOVE (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2018

ENTREPRISES CHENOVE	SALLE DES FÊTES	HOTEL DES SOCIETES					MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU
	8h/02h du matin	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end							
	salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	RDC uniquement	salle réunion 1er étage	caveau	vaisselle (40 couverts)	salle	salle	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (sauf SDF)	530 €	300 €	110 €	85 €	158 €	50 €	110 €	200 €	85 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche		585 €			308 €	50 €		390 €	166 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX ENTREPRISES DE CHENOVE (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2019

ENTREPRISES CHENOVE	SALLE DES FÊTES	HOTEL DES SOCIETES					MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU
	8h/02h du matin	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end							
	salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	RDC uniquement	salle réunion 1er étage	caveau	vaisselle (40 couverts)	salle	salle	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (sauf SDF)	537 €	304 €	111 €	86 €	160 €	51 €	111 €	203 €	86 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche		593 €			312 €	51 €		395 €	168 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX ENTREPRISES EXTERIEURES (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2018

ENTREPRISES EXTERIEURES	SALLE DES FÊTES	HOTEL DES SOCIETES					MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU
	8h/02h du matin	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end							
	salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	RDC uniquement	salle réunion 1er étage	caveau	vaisselle (40 couverts)	salle	salle	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (sauf SDF)	720 €	408 €	150 €	115 €	215 €	68 €	150 €	270 €	115 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche		796 €			420 €	68 €		530 €	224 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

SECTEUR ADMINISTRATION GENERALE

LOCATIONS DE SALLES – AUX ENTREPRISES EXTERIEURES (L.2122-22 5° CGCT)

Tarifs 2019

ENTREPRISES EXTERIEURES	SALLE DES FÊTES	HOTEL DES SOCIETES					MESGUIS	CHARCOT	PLATEAU
	8h/02h du matin	08h/23h du dimanche au jeudi (fériés compris) - 08h/02h le week-end							
	salle + cuisine + vaisselle (400 couverts maxi)	RDC + cuisine + vaisselle (100 couverts)	RDC uniquement	salle réunion 1er étage	caveau	vaisselle (40 couverts)	salle	salle	maison
Tarif journée lundi mardi mercredi ou jeudi (sauf SDF)	729 €	413 €	152 €	116 €	218 €	69 €	152 €	274 €	116 €
WEEK - END vendredi et samedi ou samedi et dimanche		806 €			425 €	69 €		537 €	227 €

NB: VAISSELLE (assiettes, verres, couverts, plats, brocs...), toute vaisselle endommagée, cassée ou perdue fera l'objet d'une facturation à l'unité selon prix catalogue en vigueur

TARIFS MUNICIPAUX

RELEVANT DE LA COMPETENCE DU MAIRE SELON L'ARTICLE L.2122-22 10° DU CGCT

“Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.”

SECTEUR CULTUREL

VENTE D'OUVRAGES ET DE DOCUMENTS (L.2122-22 10° CGCT)

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
OUVRAGES, DOCUMENTS, ...		
<ul style="list-style-type: none"> - DVD réalisés par l'UP Vidéo <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tarif à l'unité ▪ Tarif de gros : à partir de 5 DVD achetés (tarif à l'unité) - Enveloppes prêtes à poster <ul style="list-style-type: none"> ▪ à l'unité ▪ par lot de 1 	15 € 8 € 1 € 9 €	15 € 8 € 1 € 9 €

SECTEUR CULTUREL

BIBLIOTHEQUE

DESIGNATION	Tarifs au 01/01/2018	Tarifs au 01/01/2019
Vente des ouvrages désherbés dans le cadre d'une braderie (à l'unité) (L.2122-22 10° CGCT)		
Livres (sauf de poche)	1,00 €	1,00 €
Livres de poche	0,20 €	0,20 €
Beaux livres	2,00 €	2,00 €
Disques	1,00 €	1,00 €
Vente de sac de bibliothèque en sus de celui offert lors de l'inscription	2,50 €	2,50 €

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_111

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

AUTORISATION DE SIGNATURE – CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'ASSOCIATION FIGURE2STYLE DU 1ER JANVIER 2019 AU 31 DÉCEMBRE 2021

Fondée en 1996, puis constituée en association en 2001, Figure2Style est devenue au fil des années un acteur incontournable de la vie culturelle de Chenôve. L'association mène au quotidien un important travail de médiation, de formation, de promotion des pratiques amateurs et de création artistique autour des esthétiques du hip hop et des danses urbaines. Elle porte l'école Résid'dance qui fédère plus de 500 usagers issus des quartiers de la politique de la ville mais aussi de toute la Métropole dijonnaise et constitue un espace de mixité sociale animé par les valeurs de partage et de fraternité.

Au cœur du projet associatif de Figure2Style, la lutte contre les stéréotypes, le racisme et les exclusions de toutes sortes grâce à l'art et la danse. Artistiquement, c'est un espace riche et intense en pleine synergie de créativité, riches de passerelles, en pleine effervescence car en phase avec son temps et s'alimentant de la rue et de ses problématiques.

L'association est également soucieuse de veiller à la promotion de la ville de Chenôve tant auprès de ses habitants que de contribuer à son rayonnement au sein de la Métropole et nationalement via les nombreuses manifestations et festivals les conviant. Figure2Style a contribué à l'échelle régionale de promouvoir le hip-hop et de contribuer à la structuration d'un réseau régional tant par des festivals (Chalon sur Saône, Autun, Besançon, Belfort, Auxerre, Mâcon notamment) que par la création de spectacles en production directe ou en co-réalisation.

Nationalement, des liens réguliers sont alimentés avec des partenaires de haut niveau de l'univers hip-hop dont le Festival International de Suresnes, le Festival de La Villette, le Festival de Marseille et le Centre Chorégraphique National de La Rochelle.

Internationalement, l'association fut honorée du titre de Championne du Monde 2007. Cette association de Chenôve fut invitée à se produire notamment à Séoul, au Danemark, en Autriche à Salzbourg, à participer au Red Bull BC One à Sao Paulo, au Proam à Miami, mais aussi à New York, Londres, au Canada, au Maroc et prochainement au Japon. Chaque tournée est l'occasion de valoriser des jeunes de Chenôve et de les associer à ces projets, permettant de fait de cultiver leur regard sur le monde et sa diversité magnifiée.

Sur une année, l'association s'exporte sur près d'une centaine de dates par saison et plusieurs élèves de Résid'dance ont une reconnaissance internationale.

La commune de Chenôve mène au quotidien une politique culturelle d'ambition au bénéfice de ses habitants. Le domaine chorégraphique fait ainsi l'objet d'un soutien important de la part de la commune à travers une politique ambitieuse d'enseignement artistique portée par son CRC et par la programmation du Cèdre. L'objectif principal étant la formation des danseurs amateurs à travers des enseignements individuels ou des pratiques collectives favorisant l'ouverture au monde, la créativité mais également l'épanouissement personnel. De plus, la commune de Chenôve accorde une attention toute particulière au soutien de la vie associative, en pratiquant une véritable politique volontariste de soutien aux associations.

Fiers des valeurs partagées et dans le respect des principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité et suite au terme de la précédente convention, il convient de fixer un nouveau cadre partenarial rappelant les actions et responsabilités des partenaires et présentant les engagements réciproques entre la commune de Chenôve et Figure2Style.

La ville de Chenôve et Figure2Style sont mobilisées au quotidien pour que la vie artistique et chorégraphique soit la plus stimulante et épanouissante possible au bénéfice des habitants de Chenôve. La ville de Chenôve et l'association Figure2Style considèrent que le hip-hop et ses esthétiques associées sont intimement liés à Chenôve. Ces champs artistiques sont un espace d'émancipation et de construction positive et fraternelle des personnes. Le Festival Bonb'Hip hop se veut l'incarnation de cette conviction partagée.

Par ailleurs, l'association bénéficiera également d'un soutien conséquent de la Métropole au titre de la politique de la ville qui fera l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyen sur trois ans au titre de la politique de la Ville.

Fiers des liens importants entre Figure2Style et la ville de Chenôve et des nombreuses réalisations portées au bénéfice des habitants de Chenôve, il est important de fixer de nouvelles dynamiques pour les trois prochaines années

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer une C.P.O.M avec l'association Figure2Style qui serait valide du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021.

Figure2Style s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les programmes d'actions suivant :

1. Promouvoir les danses urbaines via les pratiques amateurs en veillant à l'accessibilité des activités de l'école Résid'dance aux habitants de Chenôve et notamment du quartier politique de la Ville ;

2. Porter des projets de médiation culturelle et de valorisation de l'offre culturelle développée à Chenôve en faveur notamment des habitants du Q.P.V ;

3. Proposer plusieurs temps de valorisation de la culture hip-hop sur le territoire dont le Festival Bonb'hip hop en veillant à créer des passerelles avec d'autres esthétiques et dans le souci de promouvoir la diversité culturelle, la réflexion citoyenne et la fraternité;

Dans ce cadre, la commune de Chenôve s'engage à soutenir financièrement Figure2Style dans la réalisation de ces trois objectifs. Le coût total estimé éligible de l'ensemble des programmes d'actions sur la durée de la convention est évalué à 163 230 € par an soit 489 690 € pour les 3 années, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe I.

Cette contribution s'élèverait à 49 000 € annuellement soit l'équivalent à 30 % du montant total estimé des coûts retenus sur l'année sous réserve de disponibilité des crédits.

Vu le projet de C.P.O.M. joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du mercredi 5 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du jeudi 6 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la C.P.O.M avec l'association Figure2Style valable du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021 conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

BUDGET PRÉVISIONNEL 2018: ASSOCIATION FIGURE 2 STYLE			CHARGES	
N° de compte	Intitulé			
SOUJ-CLASSE 60 : Achats				
60431	Restauration			90,00 €
60441	Hébergement			1 350,00 €
6064	Fournitures administratives			970,00 €
60661	Carburant			3 650,00 €
60681	Pharmacie			200,00 €
607	Autres achats (fournitures, matériel spectacle et sportif)			6 370,00 €
	Total sous-classe Achats			12 590,00 €
SOUJ-CLASSE 61 : Services extérieurs				
6116	Formations des personnels			0,00 €
61351	Location véhicule			2 000,00 €
61352	Location salle de Danse			11 400,00 €
61353	Location de matériel			1 000,00 €
61650	Assurances			1 600,00 €
618	Divers services extérieurs/restaurant			1 710,00 €
	Total sous-classe Services extérieurs			17 710,00 €
SOUJ-CLASSE 62 : Autres services extérieurs				
6226	Honoraires (Intervention extérieur)			850,00 €
6256	Frais de mission(péage,train)			3 050,00 €
6236	Publicité, imprimés, site internet			480,00 €
6237	Frais portaux			150,00 €
6262	Frais de télécommunication			300,00 €
627	Services bancaires			260,00 €
628	Divers autres services extérieurs			6 750,00 €
	Total sous-classe Autres services extérieurs			11 900,00 €
SOUJ-CLASSE 64 : Charges de personnel				
64111	Salaires			62 300,00 €
645	Cotisations Patronales			33 600,00 €
	Total sous-classe Charges de personnel			95 900,00 €
SOUJ-CLASSE 65 : Autres charges de gestion courante				
6516	Droits d'auteurs et reproduction (SACEM)			2 900,00 €
	Total sous-classe Autres charges de gestion courante			2 900,00 €
SOUJ-CLASSE 68 : Dotations et Amortissements				
686	Provisions charges financières			0,00 €
	Total sous-classe Dotations et Amortissements			0,00 €
TOTAUX des CHARGES				141 000,00 €

BUDGET PRÉVISIONNEL 2018: ASSOCIATION FIGURE 2 STYLE			PRODUITS	
N° de compte	Intitulé			
SOUJ-CLASSE 70 : Prestation de services				
7084	Mise à disposition de personnel facturée			13 850,00 €
70881	Manifestations diverses			6 850,00 €
	Total sous-classe prestations de services			20 700,00 €
SOUJ-CLASSE 74 : Subventions d'exploitation				
741	CUCS			24 500,00 €
7411	FONJEP			0,00 €
7413	Conseil Général			0,00 €
744	Communes: Chenôve			0,00 €
7441	Chenôve-Convention			27 000,00 €
7442	Valorisation salle de danse			10 800,00 €
74121	Emploi avenir			13 200,00 €
7481	Mécénat			1 000,00 €
	Total sous-classe Subventions d'exploitation			76 500,00 €
SOUJ-CLASSE 75 : Autres produits de gestion courante				
7561	Adhésions			0,00 €
758	Abonnement Résid'danse			43 000,00 €
7585	Autres produits			800,00 €
	Total sous-classe Autres produits de gestion courante			43 800,00 €
SOUJ-CLASSE 79 : Transfert de charges				
791	Remboursement formation			0,00 €
79143	Etat CNAIEA CR - CG			0,00 €
796	Transfert de charges financières			0,00 €
	Total sous-classe Transfert de charges			0,00 €
TOTAUX des PRODUITS				141 000,00 €

BUDGET PRÉVISIONNEL 2019: ASSOCIATION FIGURE 2 STYLE

PRODUITS		
N° de compte	Intitulé	
SOUS-CLASSE 70 : Prestation de services		
7084	Mise à disposition de personnel facturée	17 955,00 €
70881	Manifestations diverses	9 225,00 €
	Total sous-classe prestations de services	27 180,00 €
SOUS-CLASSE 74 : Subventions d'exploitation		
741	CUCS	27 000,00 €
7411	FONJEP	5 000,00 €
7413	Conseil Général	0,00 €
744	Communes: Chenôve	0,00 €
7441	Chenôve-Convention	49 000,00 €
7442	Valorisation salle de danse	11 800,00 €
74121	Emploi avenir	0,00 €
7481	Mécénat	1 000,00 €
	Total sous-classe subventions d'exploitation	93 800,00 €
SOUS-CLASSE 75 : Autres produits de gestion courante		
7561	Adhésions	0,00 €
758	Abonnement Résid'danse	42 000,00 €
7585	Autres produits	250,00 €
	Total sous-classe Autres produits de gestion courante	42 250,00 €
SOUS-CLASSE 79 : Transfert de charges		
791	Remboursement formation	0,00 €
79143	Etat CNASEA CR - CG	0,00 €
796	Transfert de charges financières	0,00 €
	Total sous-classe Transfert de charges	0,00 €
TOTAUX des PRODUITS		163 230,00 €

BUDGET PRÉVISIONNEL 2019: **ASSOCIATION FIGURE 2 STYLE**

CHARGES

N° de compte	Intitulé	
SOUS-CLASSE 60 : Achats		
60431	Restauration	0,00 €
60441	Hébergement	0,00 €
6064	Fournitures administratives	1 870,00 €
60661	Carburant	5 600,00 €
60681	Pharmacie	200,00 €
607	Autres achats (fournitures, matériel spectacle et sportif)	8 590,00 €
	Total sous-classe Achats	16 260,00 €
SOUS-CLASSE 61 : Services extérieurs		
6116	Formations des personnels	0,00 €
61351	Location véhicule	4 800,00 €
61352	Location Salle de Danse	11 300,00 €
61353	Location de matériel	1 500,00 €
61680	Assurances	3 920,00 €
618	Divers services extérieure/ticket restaurant	1 840,00 €
	Total sous-classe Services extérieurs	23 360,00 €
SOUS-CLASSE 62 : Autres services extérieurs		
6226	Honoraires (intervenant extérieur)	1 500,00 €
6256	Frais de mission(péage,train)	3 790,00 €
6236	Publicité, imprimés, site internet	1 430,00 €
6237	Frais postaux	100,00 €
6262	Frais de télécommunication	430,00 €
627	Services bancaires	260,00 €
628	Divers autres services extérieure	1 100,00 €
	Total sous-classe Autres services extérieurs	8 610,00 €
SOUS-CLASSE 64 : Charges de personnel		
64111	Salaires	66 800,00 €
645	Cotisations Patronals + autres	44 800,00 €
	Total sous-classe Charges de personnel	111 600,00 €
SOUS-CLASSE 65 : Autres charges de gestion courante		
6516	Droits d'auteurs et reproduction (SACEM)	3 400,00 €
	Total sous-classe Autres charges de gestion courante	3 400,00 €
SOUS-CLASSE 68 : Dotations et Amortissements		
686	Provisions charges financières	0,00 €
	Total sous-classe Dotation et Amortissements	0,00 €
TOTAUX des CHARGES		163 230,00 €

Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens

Entre la commune de Chenôve

2 place Pierre Meunier – 21300 Chenôve

Tél. : 03.80.51.55.00

Code APE : 751A – N° SIRET : 212 101 661 000 16

Représentée par son maire Monsieur Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 5 février 2018,

Et

L'association Figures 2 Style (F.2.S)

9 esplanade de la République

21300 Chenôve

Code APE : 8559B N°de SIRET : 441 283 488 00043

Représentée par son président Monsieur Mounir EZ-ZOUBI, mandaté à cet effet par décision du Conseil d'Administration en date du 15/03/2018 et désignée sous le terme **F.2.S**

Préambule

Fondé en 1996, puis constitué en association en 2001, Figures 2 Style est devenue au fil des années un acteur incontournable de la vie culturelle de Chenôve. L'association mène au quotidien un important travail de médiation, de formation, de promotion des pratiques amateurs et de création artistique autour des esthétiques du hip hop et des danses urbaines. Elle porte l'école Résid'dance qui fédère plus de 500 usagers issues des quartiers de la politique de la ville mais aussi de toute la Métropole dijonnaise et constitue un espace de mixité sociale animé par les valeurs de partage et de fraternité.

Au cœur du projet associatif de Figures de Style, la lutte contre les stéréotypes, le racisme et les exclusions de toutes sortes grâce à l'art et la danse. Artistiquement, c'est un espace riche et intense en pleine synergie de créativité, riches de passerelles, en pleine effervescence car en phase avec son temps et s'alimentant de la rue et de ses problématiques.

L'association est également soucieuse de veiller à la promotion de la ville de Chenôve tant auprès de ses habitants que de contribuer à son rayonnement au sein de la Métropole et nationalement via les nombreuses manifestations et festivals les conviant. Figures 2 style a contribué à l'échelle régionale de promouvoir le hip hop et de contribuer à la structuration d'un réseau régional tant par des festivals (Chalon sur Saône, Autun, Besançon, Belfort, Auxerre, Mâcon notamment) que par la création de spectacles en production directe ou en co-réalisation.

Nationalement, des liens réguliers sont alimentés avec des partenaires de haut niveau de l'univers hip hop dont le Festival International de Suresnes, le Festival de La Villette, le Festival de Marseille et le Centre Chorégraphique National de La Rochelle.

Internationalement, l'association fut honorée du titre de Championne du Monde 2007. Cette association de Chenôve fut invitée à se produire notamment à Séoul, au Danemark, en Autriche à Salzbourg, à participer au Red Bull BC One à Sao Paulo, au Proam à Miami, mais aussi à New York, Londres, au Canada, au Maroc et prochainement au Japon. Chaque tournée est l'occasion de valoriser des jeunes de Chenôve et de les associer à ces projets, permettant de fait de cultiver leur regard sur le monde et sa diversité magnifiée.

Sur une année, l'association s'exporte sur près d'une centaine de dates par saison et plusieurs élèves de Résid'dance ont une reconnaissance internationale

La commune de Chenôve

La commune de Chenôve mène au quotidien une politique culturelle d'ambition au bénéfice de ses habitants. Le domaine chorégraphique fait ainsi l'objet d'un soutien important de la part de la commune à travers une politique ambitieuse d'enseignement artistique portée par son CRC et par la programmation du Cèdre. L'objectif principal étant la formation des danseurs amateurs à travers des enseignements individuels ou des pratiques collectives favorisant l'ouverture au monde, la créativité mais également l'épanouissement personnel. De plus, la commune de Chenôve accorde une attention toute particulière au soutien de la vie associative, en pratiquant une véritable politique volontariste de soutien aux associations.

Fière des valeurs partagées et dans le respect des principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité et suite au terme de la précédente convention, il convient de fixer un nouveau cadre partenarial rappelant les actions et responsabilités des partenaires et présentant les engagements réciproques entre la commune de Chenôve et Figures 2 Style.

La Ville de Chenôve et F.2.S sont mobilisées au quotidien pour que la vie artistique et chorégraphique soit la plus stimulante et épanouissante possible au bénéfice des habitants de Chenôve. La ville de Chenôve et l'association figures de Styles considèrent que le Hip hop et ses esthétiques associées sont intimement liés à Chenôve. Ces champs artistiques sont un espace d'émancipation et de construction positive et fraternelle des personnes. Le Festival Bonb'Hip hop se veut l'incarnation de cette conviction partagée.

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, F.2.S s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les programmes d'actions suivant :

1. Promouvoir les danses urbaines via les pratiques amateurs en veillant à l'accessibilité des activités de l'école Résid'dance aux habitants de Chenôve et notamment du quartier politique de la Ville ;
2. Porter des projets de médiation culturelle et de valorisation de l'offre culturelle développée à Chenôve en faveur notamment des habitants du Q.P.V ;
3. Proposer plusieurs temps de valorisation de la culture hip hop sur le territoire dont le Festival Bonb'hip hop en veillant à créer des passerelles avec d'autres esthétiques et dans le souci de promouvoir la diversité culturelle, la réflexion citoyenne et la fraternité;

Dans ce cadre, la commune de Chenôve s'engage à soutenir financièrement F.2.S dans la réalisation de ces trois objectifs. La commune de Chenôve n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de 3 années. Elle prend effet à compter de sa signature. A son terme et à partir des propositions présentées à l'issue d'une évaluation globale établie dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention, une nouvelle convention pourra être signée.

Article 3 - Conditions de détermination du coût de l'action

3.1 Le coût total estimé éligible de l'ensemble des programmes d'actions sur la durée de la convention est évalué à 163 230 € par an soit 489 690 € pour les 3 années, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe I.

3.2. Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action. Le budget prévisionnel des programmes d'actions indique le détail des coûts éligibles à la contribution

financière de la commune de Chenôve, établis en conformité avec les règles définies à l'article 3.3, et l'ensemble des produits affectés.

3.3. Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme, à savoir notamment :

- Tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action et dépensés par Figures 2 Styles,
- Et le cas échéant, les coûts indirects éligibles comprenant les coûts variables, communs à l'ensemble des activités de l'association et les coûts liés aux investissements ou aux infrastructures, nécessaires au fonctionnement du service.

3.4. Lors de la mise en œuvre de chaque programme d'actions, Figures 2 Style peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges retenues à l'intérieur d'un même programme. Cette adaptation des dépenses doit l'être dans le respect du montant total des coûts retenus mentionné au point ci-dessus et ne doit pas être substantielles.

Figures 2 Style notifie ces modifications à la commune de Chenôve par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la commune de Chenôve de ces modifications.

Article 4 - Conditions de détermination de la contribution financière

Dans le cadre de la présente convention et pour la durée de 3 ans, la commune de Chenôve contribue financièrement pour un montant annuel aux coûts des actions de l'association retenus sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

Cette contribution s'élèverait par année à 49 000 € équivalent à 30 % du montant total estimé des coûts retenus sur l'année. Figures 2 Style pourra annuellement proposer des actions nouvelles ou des modifications d'actions qui donneront lieu à des avenants à la présente convention.

La contribution financière de la commune de Chenôve n'est applicable que sous réserve des conditions suivantes :

- Le vote des crédits par le conseil municipal,
- Le respect par l'association des obligations mentionnées à la présente convention, sans préjudice de l'application des articles 11 et 12,
- La vérification par la commune que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 11.

Article 5 - Modalité de versement de la contribution financière

Pour des facilités de gestion, la subvention de fonctionnement sera versée selon trois acomptes de chacun un tiers de la somme globale selon le calendrier suivant :

- 1^{er} acompte versé le 1^{er} mars,
- 2^{ème} acompte versé le 1^{er} juin,
- 3^{ème} acompte versé le 1^{er} octobre,

Article 6 - Aides en nature

Figures de Style bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux de la Maison de la Vie Associative et du Cèdre comprenant :

- un bureau au Cèdre : 16.8m²
- un accès priorisé mais non exclusif à une salle de danse : 137.8m²
- un accès pour les activités de médiation aux gymnases :
 - Lundi : Gymnase Gambetta (02h00/semaine)
 - Mardi : Louis Curel (02h00/semaine)
 - Mercredi Louis Curel (1h15/semaine)
 - L'Escale Charcot (2h00/jour) pendant les vacances scolaire sauf samedi et dimanche

L'association bénéficiera également de la mise à disposition gracieuse du Cèdre pour deux représentations dont répétition générale, soit 4 jours hors coûts techniques et de sécurité qui resteront à la charge de Figures de Styles pour une valeur de 11 600 €.

Article 7 – Mise en œuvre des objectifs de Figures de Style

La commune de Chenôve s'engage à faciliter la mise en œuvre des objectifs de Figures de Style grâce à la mobilisation et à l'écoute attentive des équipes du Cèdre et des enseignants du conservatoire autour des projets.

Article 8 - Justificatifs

Figure 2 Style s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe III (A COMPETER par Figures 2 Styles).et définis d'un commun accord entre la commune de Chenôve et la MMC. Il est en outre accompagné d'une comptabilité analytique par programme d'actions. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 9 - Instance de concertation

Une commission mixte composée :

- de membres du Conseil d'Administration de Figures de Style
 - o du Président ou de son représentant,
 - o autres membres,
- de la commune de Chenôve :
 - o du Maire ou de son représentant,
 - o du Directeur des Affaires Culturelles, du Directeur du CRC.

Cette instance a pour objectif le suivi de l'application et du respect de la convention et de garantir un dialogue régulier et constructif entre Figures de Style et la commune de Chenôve. La commission mixte se réunit au minimum une fois par an et chaque fois que l'une ou l'autre des parties le demande.

Article 10 - Evaluation

Figures 2 Style s'engage à fournir, au moins trois mois avant l'échéance annuelle de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des programmes d'actions dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

La commune de Chenôve procède, conjointement avec Figures 2 Style, à l'évaluation des conditions de réalisation des programmes d'actions à laquelle elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. A cet effet, Figures de Style présente notamment à la commune de Chenôve les taux de consommation de la subvention par programme d'actions.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact des programmes d'actions ou de l'action au regard de l'intérêt général local.

Article 11 – Contrôle de la commune de Chenôve

La commune de Chenôve contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre des objectifs. La commune de Chenôve peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la commune de Chenôve, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 10 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. Figures de Style s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 12 – Autres engagements

Figures 2 Styles, soit communique sans délai à la commune de Chenôve la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Figures 2 Styles s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de la commune de Chenôve dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association Figures de Styles, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la commune de Chenôve sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par Figures de Styles sans l'accord écrit de la commune de Chenôve, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association Figures de Styles et avoir préalablement entendu ses représentants. La commune de Chenôve en informe l'association Figures de Styles par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 14 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 15 - Règlement des litiges

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Dijon.

Fait en deux exemplaires originaux

A Chenôve le

Le Maire de Chenôve

Monsieur Thierry FALCONNET

Le Président de l'association

Figures de Styles

Monsieur Mounir EZ-ZOUBI

ANNEXE I : Budget prévisionnel global du programme d'actions

ANNEXE II : Convention de mise à disposition de locaux et de matériel entre la commune de Chenôve et la Figures de Style



Convention de mise à disposition de locaux

Entre

La Commune de Chenôve

2 place Pierre Meunier - 21300 Chenôve

Tél. : 03 80 51 55 00

Code APE : 8411 Z- N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET, en qualité de Maire, en vertu de la délibération en date du 28 septembre 2015,

Ci-après dénommée Le propriétaire,

Et

L'association Figure2Style

Association régie par la loi du 1er juillet 1901,

9 Esplanade de la République- 21300 Chenôve

Tél : 06 48 12 17 47

Représentée par Monsieur Mounir EZ-ZOUBI, en qualité de Président,

Ci-après dénommée Le preneur,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 : Résidence au Cèdre

Article 1-1 : Mise à dispositions des locaux

Le propriétaire met à disposition du preneur des locaux situés au sein du Cèdre, centre culturel et de rencontres, sis 9 Esplanade de la République 21 300 Chenôve, qui sont les suivants (cf plans annexés à la présente convention) :

- la salle de danse n° 242,
- le vestiaire réservé aux professeurs de danse n° 243,
- le bureau n° 232,
- la salle des professeurs du Conservatoire à Rayonnement Communal de Musique et de Danse (CRCMD) de Chenôve n° 231,
- accès au local de rangements n° 237 en partage avec le C.R.C,
- le local à archives n° 145 en partage avec la D.A.C.
- accès au parking du Cèdre (5 places)

Etant précisé que le preneur a accès aux locaux suivants (cf plans annexés à la présente convention) :

- les vestiaires et sanitaires n° 238, 239, 243, 244, 245 et 246,
- les sanitaires n° 233 et 234,
- le local ménage n° 212.

En outre, il est convenu que le preneur bénéficiera, deux fois par an et pour une période de deux jours consécutifs, de la mise à disposition gratuite de la salle de spectacle du Cèdre. Il en fera la demande par courriel (cedre.administration@ville-chenove.fr) au plus tard un mois avant la date souhaitée. Les coûts incompressibles de sécurité et de technique liés au spectacle seront à la charge de l'association.

Les locaux sont mis à disposition dans leur état actuel que le preneur déclare bien connaître.

Article 1-2 : Destinations des locaux

Les locaux désignés à l'article 1-1 de la présente convention sont utilisés par le preneur conformément à leur destination.

Concernant les locaux suivants :

- la salle des professeurs du Conservatoire à Rayonnement Communal de Musique et de Danse (CRCMD) de Chenôve n° 231,
- le local de rangements n° 237,
- le local à archives n° 145,
- les vestiaires et sanitaires n° 238, 239, 243, 244, 245 et 246,
- les sanitaires n° 233 et 234,
- le local ménage n° 212.

Il est précisé que leur utilisation est partagée avec le propriétaire. Le preneur ne doit donc pas entraver le bon fonctionnement de la structure.

Article 1-3 : Horaires

Hors vacances scolaires, le preneur a accès aux locaux désignés à l'article 1-1 de la présente convention, aux horaires suivants :

- du lundi au jeudi de 9h à 21h15,
- le vendredi de 9h à 23h,
- le samedi de 9h à 13h.

Pendant les vacances scolaires de la zone de référence et sous réserve d'ouverture du Cèdre, le preneur :

- a accès aux locaux désignés à l'article 1-1 de la présente convention, aux horaires suivants du lundi au vendredi de 9h à 18h30,
- n'a pas accès aux locaux mis à disposition pendant les périodes de fermeture exceptionnelle du bâtiment décidées par le propriétaire.

Il est précisé que le preneur doit avoir quitté le bâtiment aux horaires de fin précisés ci-dessus.

En cas d'amplitude horaire inférieure à celles définies ci-dessus, le preneur est tenu d'en informer la Direction des affaires culturelles par courriel (cedre.administration@ville-chenove.fr), dès qu'il en a connaissance.

Il est précisé que le preneur peut solliciter par courriel (cedre.administration@ville-chenove.fr), au plus tard un mois avant la date souhaitée, la mise à disposition exceptionnelle des locaux dans la limite de trois samedis par an pour l'organisation de stages gratuits à destination des élèves de l'école de danse. Dans cette hypothèse, le propriétaire prend en charge les dépenses de sécurité relative à l'ouverture du Cèdre.

Article 1-4 : Remise de clés

Le preneur dispose de 4 clés électroniques et de deux clés mécaniques permettant l'accès aux locaux mis à sa disposition tel que défini à l'article 1-1 de la présente convention. Etant précisé que les clés électroniques permettent l'ouverture de la porte d'entrée principale du Cèdre aux horaires définis à l'article 1-3.

Les 4 clés électroniques sont remises nominativement aux membres de l'association.

Les clés mécaniques donnent accès :

- au local de rangements n° 237,
- au vestiaire réservé aux professeurs de danse n° 243.

Article 2 : Cours et événements extérieurs au Cèdre

Article 2-1 : Mise à dispositions des locaux

Le propriétaire met à disposition du preneur les locaux suivants pour les cours de danse :

- Le gymnase Léon Gambetta, le lundi de 19h30 à 21h30,
- Le gymnase Louis Curel, le mardi de 20h à 22h.

En outre, il est convenu que le preneur bénéficiera, de la mise à disposition gratuite de :

- La salle des fêtes située dans l'hôtel de ville, une fois par an, pour une durée d'un jour,
- Le gymnase Jules Ferry, deux fois par an, pour une durée d'un jour.

Le preneur devra à cet effet, en faire la demande par courriel (cedre.administration@ville-chenove.fr) au plus tard un mois avant la date souhaitée.

L'accord du propriétaire sera donné selon la disponibilité des locaux susvisés.

Les locaux sont mis à disposition dans leur état actuel que le preneur déclare bien connaître.

Article 2-2 : Destinations des locaux

Les locaux désignés à l'article 2-1 de la présente convention sont utilisés par le preneur conformément à leur destination.

Article 2-3 : Remise de clés

S'agissant du gymnase Jules Ferry, le preneur dispose de deux clés mécaniques donnant accès :

- A l'entrée du gymnase,
- Au matériel entreposé.

S'agissant du gymnase Louis Curel, la présence d'un gardien permet l'accès aux locaux.

Article 3 : Conditions d'utilisation des locaux mis à disposition

Le preneur utilise le bien conformément à sa destination.

Le preneur répond de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit du fait d'un tiers. Le preneur supporte toutes les réparations qui deviendraient nécessaires par suite des dégradations résultant de son fait ou de celui d'un tiers.

Le preneur s'engage à respecter la tranquillité et la sécurité du voisinage.

Le propriétaire est tenu de délivrer le local en bon état d'usage et de réparation de toute sorte. Il s'engage à effectuer les grosses réparations du bien conformément aux dispositions prévues par le code civil. Le preneur est tenu de signaler par courriel (cedre.administration@ville-chenove.fr) toute dégradation et tout dysfonctionnement dont il aurait connaissance.

Le propriétaire assure le nettoyage et l'entretien des locaux.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée allant de sa date de signature au 30 juin 2018.

Article 5 : Conditions financières

Les locaux susvisés sont mis à disposition du preneur à titre gracieux.

Article 6 : Frais de structure

Le propriétaire prend à sa charge les frais de consommation d'eau, d'électricité, de chauffage, les assurances du propriétaire et contributions, taxes et impôts de toutes natures, afférents aux lieux loués, les dépenses de protection contre l'incendie.

Article 7 : Cession, sous-location

Il est interdit au preneur :

- De concéder la jouissance du bien à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement, à titre gratuit ou onéreux, notamment par sous-location ou mise à disposition,
- De céder le bénéfice de la présente convention, en tout ou partie.

Article 8 : Assurances- Conditions d'occupation

Le preneur s'engage à tenir les locaux en bon état, à souscrire toutes assurances utiles liées à l'occupation du bien. Il produira dès la signature de la présente convention ainsi que, le cas échéant, tous les ans, au propriétaire les attestations correspondantes, sans que ce dernier ait besoin d'en faire la demande. Le contrat d'assurance souscrit par le preneur est global et porte notamment sur les risques locatifs (incendie, explosions, dégâts des eaux), le risque « recours des voisins » et la responsabilité civile suite à dommages corporels et matériels et les dommages aux biens.

Le propriétaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les responsabilités pouvant lui incomber en sa qualité de propriétaire non occupant.

Article 9 : Etat des lieux

Les parties conviennent de se dispenser d'un état des lieux, le preneur déclarant bien connaître les lieux pour les avoir visités.

Article 10 : Résiliation-Fin anticipée de la convention

Si l'une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée pourra mettre fin de plein droit à la présente convention passé un délai d'un mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure restée sans effet.

La résiliation de la convention par l'une ou l'autre des parties est possible quel qu'en soit le motif dans le respect d'un préavis de deux mois.

En cas d'accord amiable, les parties peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Toute résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le preneur doit rendre les clés au plus tard le dernier jour de l'expiration de la convention.

Article 11 : Règlement des litiges

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention relèveront du tribunal compétent de Dijon.

Fait à Chenôve, le

En deux exemplaires originaux

Pour la Commune de Chenôve
Le Maire,

Pour Figure2Style
Le Président,

Monsieur Thierry FALCONNET

Monsieur Mounir EZ-ZOUBI

ANNEXE III : PROGRAMME D'ACTIONS

1. Promouvoir les danses urbaines via les pratiques amateurs en veillant à l'accessibilité des activités de l'école Résid'dance aux habitants de Chenôve et notamment du quartier politique de la Ville ;

COÛT de l'action	SUBVENTION DE CHENÔVE	Montant	Taux de cofinancement de Chenôve	% de la subvention globale
114 230€	49 000 €	34 000€	30 %	70%
Charges les plus importantes				
		Montant	% de l'action Total	
Charges salariale		77000 €	66%	
déplacement		14000€	12%	

2. Porter des projets de médiation culturelle et de valorisation de l'offre culturelle développée à Chenôve en faveur notamment des habitants du Q.P.V ;

COÛT de l'action	SUBVENTION DE CHENÔVE	Montant	Taux de cofinancement de Chenôve	% de la subvention globale
24 000€	49 000 €	7 000€	30 %	15%
Charges les plus importantes				
		Montant	% de l'action Total	
Charges salariale		16 800 €	70%	

3.Proposer plusieurs temps de valorisation de la culture hip hop sur le territoire dont le Festival Bonb'hip hop en veillant à créer des passerelles avec d'autres esthétiques et dans le souci de promouvoir la diversité culturelle, la réflexion citoyenne et la fraternité;

COÛT de l'action	SUBVENTION DE CHENÔVE	Montant	Taux de cofinancement de Chenôve	% de la subvention globale
25 000€	49 000 €	8 000€	32 %	15%
Charges les plus importantes				
		Montant	% de l'action Total	
	Charges salariale	16 500 €	66%	

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_112

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE AVEC LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC) DE CHENÔVE : AVENANT N° 2 – AUTORISATION DE SIGNATURE

La ville de Chenôve a autorisé par délibération en date du 29 juin 2015, la signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle avec la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Chenôve.

Il est rappelé que la ville a alors renouvelé son engagement et son soutien financier auprès de la M.J.C. à travers le versement d'une subvention annuelle permettant à l'association de mettre en œuvre un programme d'actions organisé autour des cinq axes suivants :

- Scène culturelle de proximité et activités socioculturelles,
- Espace Public Numérique,
- Développement social territorial,
- Maison du citoyen,
- Accueil et accompagnement des publics jeunes.

D'une durée de 3 ans, la convention, qui devait arriver à terme le 31 décembre 2017, a été prolongée d'un an par avenant n° 1, votée par délibération lors du Conseil municipal du 18 décembre 2017.

L'éventualité du transfert de l'agrément « Centre social » du CCAS de Chenôve à la MJC de Chenôve et la réflexion qui en découle au regard de l'intérêt général local nécessitent une nouvelle période supplémentaire de six mois afin de finaliser la prochaine convention

triennale.

En conséquence, il est proposé de conclure un avenant n° 2 prorogeant la durée de la convention au 30 juin 2019, étant précisé que le reste des dispositions de la convention reste inchangé.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Education, Jeunesse et Sports en date du 6 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant n° 2 à la convention d'objectifs susvisée conformément aux conditions exposées afin de prolonger la durée de la convention jusqu'au 30 juin 2019,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

1 ABSTENTION :

M. MICHEL



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_113A

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

ADOPTION D'UN RÈGLEMENT DE FORMATION

Annule et remplace la délibération DEL_2018_113 suite à une erreur matérielle.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la Fonction Publique Territoriale,
Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret n°2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,

Vu le décret n°2014-1717 du 30 décembre 2014 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation » relatif à la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation,

Vu la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique,

Vu le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

Le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie est un droit reconnu par le statut de la fonction publique territoriale. Il est garanti à tous les agents de la collectivité, quel que soit leur statut (titulaire, stagiaire, contractuel...). Le décret du 26 décembre 2007 précise que la formation professionnelle tout au long de la vie a pour objet de permettre aux agents publics « d'exercer avec la meilleure efficacité les fonctions qui leur sont confiées en vue de la satisfaction des besoins des usagers et du plein accomplissement des missions du service. Elle doit favoriser le développement de leurs compétences, faciliter leur accès aux différents niveaux de qualification professionnelle existants, permettre leur adaptation au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial et contribuer à leur intégration et à leur promotion sociale. Elle doit également favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles et créer les conditions d'une égalité effective, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois. ».

Afin d'encadrer le droit à la formation professionnelle, chaque collectivité se doit d'adopter un règlement de formation qui lui est propre. Il s'agit d'un guide présentant les dispositifs de formation ainsi que les modalités d'exercice de ce droit. Il constitue un outil de sensibilisation et de communication sur la politique de formation de la structure publique territoriale. Il peut venir compléter les textes de lois concernant les choix et la mise en œuvre de la politique formation. Il a également une mission d'information des agents sur leurs droits et obligations en la matière.

À ce jour, il n'existe aucun règlement de formation au sein de la collectivité. Les différentes problématiques engendrées par les départs en formation étaient solutionnées par des notes ou des délibérations éparées traitant chacune d'un sujet particulier. Récemment, avec l'instauration du Compte Personnel d'Activité (CPA) et au vu des éléments précités, il est apparu nécessaire de prendre un document clair et précis rappelant le cadre légal et statutaire de la formation et d'y intégrer toutes les procédures existantes au sein de la collectivité.

Ainsi, ce règlement détaille pour l'ensemble des dispositifs de formation, les objectifs, les bénéficiaires, la durée, le contenu...Deux parties sont exclusivement consacrées aux modalités de départ en formation et au nouveau dispositif qu'est le CPA.

Vu le projet de règlement de formation annexé à la présente délibération,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 26 novembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5

décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter le règlement de formation annexé au présent rapport,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : Thierry FALGONNET
Date : 18/03/2019
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Règlement de formation

SOMMAIRE

LA FORMATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE.....	4
1.1 CADRE JURIDIQUE.....	4
1.2 LE DROIT A LA FORMATION PROFESSIONNELLE	5
1.3 LE LIVRET INDIVIDUEL DE FORMATION	5
LES DIFFERENTS DISPOSITIFS DE FORMATION	6
2.1 LES FORMATIONS STATUTAIRES OBLIGATOIRES (<i>PERIODE DE PROFESSIONNALISATION</i>)	7
2.2 LES ACTIONS DE PREPARATION AUX CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS	13
2.3 LES FORMATIONS DE PERFECTIONNEMENT	15
2.4 LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME	15
2.5 LE CONGE DE FORMATION PROFESSIONNEL (CFP)	16
2.6 LA VALIDATION DES ACQUIS DE L'EXPERIENCE (VAE)	17
2.7 LE BILAN DE COMPETENCES (BC).....	19
☞ TABLEAU RECAPITULATIF POUR LE CFP, LA VAE ET LE BC.....	21
2.8 LA MISE EN DISPONIBILITE POUR EFFECTUER DES ETUDES OU RECHERCHES PRESENTANT UN CARACTERE D'INTERET GENERAL.....	22
LE COMPTE PERSONNEL D'ACTIVITE (CPA)	23
3.1 LE COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)	23
3.2 LE COMPTE D'ENGAGEMENT CITOYEN (CEC).....	29
LES MODALITES DE DEPART EN FORMATION	31
4.1 LES REGLES DE PRIORITE DE DEPART EN FORMATION	31
4.2 LE DEPART EN FORMATION.....	32
LA PARTICIPATION AUX CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS.....	35
5.1 L'INSCRIPTION AUX CONCOURS	35
5.2 LES DISPOSITIONS ACCORDEES AUX AGENTS.....	35

LA FORMATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

1.1 Cadre juridique

La formation professionnelle des agents territoriaux est régie par les textes suivants :

- La **loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée** portant droits et obligations des fonctionnaires,
- La **loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée** portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- La **loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée** relative à la formation des agents de la Fonction Publique Territoriale,
- Le **décret n° 85-552 modifié du 22 mai 1985** relatif à l'attribution aux agents de la Fonction Publique Territoriale du congé pour formation syndicale,
- Le **décret n° 85-603 modifié du 10 juin 1985** relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail dans la Fonction Publique Territoriale,
- La **loi n° 2007-209 du 19 février 2007** relative à la Fonction Publique Territoriale,
- La **loi n° 2007-657 du 2 février 2007** relative à la modernisation de la Fonction Publique,
- Le **décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007** relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la Fonction Publique Territoriale,
- Les **décrets n° 2008-512 et n° 2008-513** relatifs à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,
- Le **décret n° 2008-830 du 22 août 2008** relatif au livret individuel de formation.
- Le **décret n° 2017-928 du 6 mai 2017** relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la Fonction Publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

1.2 Le droit à la formation professionnelle

Le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie est un **droit reconnu par les statuts** de la Fonction Publique Territoriale. Il est **garanti à tous les agents de la collectivité**, quel que soit leur statut (titulaires, stagiaires et non-titulaires de droit public) ainsi qu'aux personnes concourant à une mission de service public au sein de la collectivité.

Enoncé à l'article 1er du décret 2007-1845 du 26 décembre 2007, il pose le principe de «**formation professionnelle tout au long de la vie**» qui a pour objectif de :

- favoriser l'insertion ou la réinsertion professionnelle des agents,
- permettre l'adaptation des agents au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial,
- favoriser le développement de leurs compétences pour exercer dans les meilleures conditions d'efficacité les fonctions qui leur sont confiées, en vue de la satisfaction des usagers et du plein accomplissement des missions du service,
- favoriser leur accès aux différents niveaux de qualification professionnelle existants et leur maintien dans l'emploi et contribuer à la promotion sociale.

Elle doit également **favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles** et **créer les conditions d'une égalité effective**, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois.

1.3 Le Livret Individuel de Formation

Chaque agent qui occupe un emploi permanent bénéficie d'un livret individuel de formation (LIF) qui retrace l'ensemble des formations dont il a bénéficié tout au long de sa carrière ainsi que le récapitulatif de son parcours professionnel. Ce livret est la propriété de l'agent qui en garde la responsabilité d'utilisation tout au long de sa carrière.



LES DIFFERENTS DISPOSITIFS DE FORMATION

2.1 Les formations statutaires obligatoires *(période de professionnalisation)*

Le législateur a donné aux collectivités territoriales les moyens de former leurs agents **dès leur recrutement**. Les **formations d'intégration** et **de professionnalisation** leur permettent de comprendre le fonctionnement et l'évolution du monde territorial et d'acquérir, dès leur prise de poste, les compétences directement liées à l'emploi qu'ils occupent.

Les formations d'**intégration** et de **professionnalisation** se définissent comme des **formations obligatoires**, destinées aux **fonctionnaires territoriaux**, sous réserve des dispenses prévues, afin qu'ils disposent des **compétences essentielles** leur **permettant d'exercer les fonctions qui leur sont confiées** en vue de la satisfaction des besoins des usagers.

Ces formations permettent également d'échanger sur des pratiques professionnelles et d'enrichir son réseau professionnel.

L'ensemble des cadres d'emplois de catégorie A, B et C est concerné, **à l'exception** de ceux relevant de l'art.45 de la loi du 26 janvier 1984 (**catégorie A+**) et **des agents relevant de la filière Police Municipale et Sécurité**, qui possèdent des dispositifs spécifiques.

Suite à la nomination de l'agent dans son grade, les temps de formation se déroulent en deux parties : **la formation d'intégration (FI)** et **les formations de professionnalisation (FP)**.

Les contenus et durées de la formation de professionnalisation sont fonction à la fois du cadre d'emplois auquel appartient chaque agent mais aussi des missions qu'il va assumer et des responsabilités qu'il est susceptible de prendre.

2.1.1 La formation d'intégration

Objectifs

Doter le fonctionnaire nouvellement nommé dans un cadre d'emplois **des connaissances relatives à l'environnement territorial**. La formation porte notamment sur l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales et sur le statut de la fonction publique.

Bénéficiaires

- Les fonctionnaires nommés stagiaires suite à un concours
- Les fonctionnaires de catégorie C recrutés sans concours

Durée

- **10 jours**, pour les agents de **catégorie A et B**.
- **5 jours**, pour les agents de **catégorie C**.

La formation d'intégration est accomplie, durant le temps de travail, **au cours de l'année qui suit la nomination ou le recrutement** dans le cadre d'emplois.

Modalités

Pour les catégories A : la formation se déroule dans les INSET.

Pour les catégories B et C : la formation se déroule dans les délégations régionales du CNFPT.

Le CNFPT est chargé de l'organisation et de la mise en œuvre de ces formations d'intégration. **Les dates** de formation ainsi que **le contenu** de ces dernières sont **prédéfinis par le CNFPT**.

A l'issue de chaque formation, le CNFPT délivre une **attestation de stage**, qui sera versée au dossier individuel de l'agent et prise en considération dans le cadre de la procédure de titularisation.

La titularisation du fonctionnaire est subordonnée à l'accomplissement de la formation d'intégration.

2.1.2 Les formations de professionnalisation

La formation de professionnalisation au 1er emploi

Objectifs

Faciliter l'intégration des agents en permettant leur **adaptation à l'emploi**.

Bénéficiaires

Tous les fonctionnaires nouvellement nommés stagiaires, y compris ceux en détachement et ceux nommés au titre de la promotion interne.

Durée

- **entre 5 et 10 jours**, pour les agents de **catégorie A et B**
- **entre 3 et 10 jours**, pour les agents de **catégorie C**

La formation doit intervenir **dans les 2 ans qui suivent la nomination ou le recrutement** de l'agent pour toutes les catégories.

Sa durée peut être majorée au maximum du nombre de jours de formation d'intégration non suivis compte tenu de la mise en œuvre d'un mécanisme de réduction de sa durée (dispense totale ou partielle – cf 2.1.3)

Modalités

Les dates et le contenu de la formation **sont choisis** par l'agent en concertation avec l'employeur. **A défaut d'accord entre les 2 parties, l'agent suit une formation d'une durée minimale** fixée par les statuts particuliers et dont le contenu est défini par l'autorité territoriale.

La formation de professionnalisation tout au long de la carrière

Objectifs

Permet à l'agent de se **maintenir à un niveau de compétences tout au long de sa carrière**.

Bénéficiaires

Tous les fonctionnaires.

Durée

entre 2 et 10 jours.

La formation doit intervenir **par période de 5 ans** à la suite des formations de professionnalisation au 1^{er} emploi.

Modalités

Les dates et le contenu de la formation **sont choisis** par l'agent en concertation avec l'employeur. **A défaut d'accord entre les 2 parties, l'agent suit une formation d'une durée minimale** fixée par les statuts particuliers et dont le contenu est défini par l'autorité territoriale.

La formation de professionnalisation suite à l'affectation sur un poste à responsabilité

Objectifs

Accompagner l'agent dans sa **prise de poste à responsabilités**.

Bénéficiaires

Tous les fonctionnaires nommés sur un poste à responsabilité. Sont considérés comme des postes à responsabilité les **postes éligibles à la NBI** mentionnés à l'annexe 1 du décret du 3 juillet 2006 ainsi que **les emplois fonctionnels** figurant à l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 et ceux déclarés comme tels par l'autorité territoriale après avis du Comité Technique.

Durée

entre 3 et 10 jours quelle que soit la catégorie de l'agent.

La formation doit intervenir **dans les 6 mois suivant l'affectation de l'agent** sur le poste à responsabilité.

Modalités

Le fonctionnaire qui suit une telle formation **est exonéré**, pendant ces 6 mois, **de la formation de professionnalisation tout au long de la carrière**. **Les dates et le contenu** de la formation sont **choisis par l'agent** en concertation avec l'employeur. **A défaut d'accord entre les 2 parties, l'agent suit une formation d'une durée minimale** fixée par les statuts particuliers et dont le contenu est défini par l'autorité territoriale.

2.1.3 Les dispenses de formation

Une **dispense de formation totale ou partielle**, de la formation d'intégration ou de professionnalisation, peut être obtenue par l'agent dans plusieurs cas :

- compte tenu des formations professionnelles dont l'agent a bénéficié,
- lorsqu'il a suivi antérieurement une formation sanctionnée par un diplôme d'Etat en adéquation avec les responsabilités qui incombent à l'agent ou encore à raison de la reconnaissance de son expérience professionnelle (REP) d'une durée minimum de 3 ans.

La demande de dispense est **présentée au CNFPT par l'autorité territoriale**, après concertation avec l'agent par le biais d'un **dossier à remplir**.

Les dispenses sont **décidées par le CNFPT**.

La collectivité est tenue informée de la décision. En cas d'accord, une **attestation précisant le nombre de jours et la nature de la formation** pour laquelle la dispense est accordée est adressée à la collectivité et à l'agent.

2.1.4 Les dispositifs spécifiques de la filière Police

La Formation Initiale d'Application (FIA) des agents de Police Municipale répond aux trois objectifs politiques suivants :

- professionnaliser les polices municipales,
- affirmer leurs missions de police de proximité,
- valoriser la place des polices municipales dans le maillage des forces de sécurité.

Pour répondre à ces objectifs, le principe d'une formation en alternance a été choisi ; **le dispositif de la Formation Initiale d'Application des agents de Police Municipale (cat C)** prévoit des enseignements théoriques de 76 jours et des stages pratiques de 44 jours, soit une durée totale de **120 jours**.

Le dispositif de la FIA des chefs de service de Police Municipale (cat B) prévoit des enseignements théoriques et pratiques d'une **durée totale de 183 jours** pour les candidats **n'ayant pas suivi de formation initiale d'agents de police municipale OU d'une durée totale de 120 jours** (60 jours de stage pratique et 60 jours de stage théorique) **pour les autres candidats**.

Pour les fonctionnaires nommés par voie de promotion interne, les stages pratiques peuvent être réduits de 20 jours, soit une **durée totale de 80 jours**.

Le dispositif de la FIA des directeurs de Police Municipale (cat A) prévoit une période de formation de **9 mois**. Cette durée peut être **réduite à 6 mois** pour :

- les candidats ayant suivis antérieurement la FIA des agents de Police Municipale ;
- les candidats justifiant de 4 ans de services effectifs dans le cadre d'emploi des chefs de service de Police Municipale

L'entrée en formation se fait dès réception par le CNFPT, de l'arrêté de nomination de l'agent de police municipale en qualité de stagiaire ; la formation doit être effectuée **pendant l'année de stage statutaire**.

La formation continue obligatoire s'effectue **tout au long de la carrière** et permet « le maintien ou le perfectionnement de la qualification professionnelle des agents et leur adaptation à l'exercice de leurs fonctions en tenant compte de l'évolution de l'environnement juridique, social, culturel et technique des missions qui leurs sont dévolues. »

- Pour les **agents de catégorie C** : **10 jours** de formation minimum par **période de 5 ans**.
- Pour les **agents de catégorie B et A** : **10 jours** de formation minimum par **période de 3 ans**.

👉 Tableau récapitulatif des formations statutaires obligatoires (**hors filière police**)

	Situation 1		Situation 2	Situation 3
	Nomination stagiaire		Nomination sur un poste à responsabilité	Agent titulaire en poste
Formation d'intégration	Catégorie A et B	Catégorie C		
	10 jours à réaliser dans l'année qui suit la nomination	5 jours à réaliser dans l'année qui suit la nomination		
Formation de professionnalisation au 1 ^{er} emploi	Catégorie A et B	Catégorie C		
	5 à 10 jours à réaliser dans les 2 ans qui suivent la nomination	3 à 10 jours à réaliser dans les 2 ans qui suivent la nomination		
Formation de professionnalisation suite prise de poste à responsabilité			Catégorie A, B et C	
			3 à 10 jours à réaliser dans les 6 mois qui suivent la nomination	
Formation de professionnalisation tout au long de la carrière	Catégories A, B et C			
	2 à 10 jours à réaliser dans les 5 ans qui suivent la nomination sur un poste puis par cycle de 5 ans			

👉 Tableau récapitulatif des formations statutaires obligatoires de la **filière police**

	Catégorie C	Catégorie B	Catégorie A
Formation initiale d'application	120 jours	183 ou 120 ou 80 jours	9 mois ou 6 mois
Formation continue obligatoire	10 jours tous les 5 ans	10 jours tous les 3 ans	

2.2 Les actions de préparation aux concours et examens professionnels

Objectifs

Les actions de préparation aux concours et examens professionnels de la Fonction Publique ont pour objet de **permettre aux agents de se préparer à un nouveau grade ou changement de cadre d'emploi** par la voie du concours ou de l'examen.

Bénéficiaires

Les fonctionnaires, agents non titulaires occupant un emploi permanent et assistants maternels et familiaux.

Modalités

☞ La validation de l'inscription à la préparation

L'accès aux préparations à concours ou examen **au sein de la même filière que celle de l'agent sera privilégié.**

L'inscription à une telle préparation **pourra être refusée par la collectivité** pour les motifs suivants :

- Nécessités de service
- La préparation a déjà été octroyée à l'agent
- L'agent ne s'est pas inscrit au concours suite à la préparation dont il a bénéficié
- L'agent a abandonné une précédente préparation sans motif valable

L'inscription à la préparation au concours ou à l'examen professionnel **n'inscrit pas l'agent aux épreuves** : L'agent doit lui-même faire la démarche auprès de l'organisme organisateur du concours ou de l'examen professionnel. Le service formation peut, à la demande de l'agent, accompagner ce dernier.

La formation de préparation aux concours ou examens professionnels **ne donne pas droit à récupération.**

☞ Acceptation en préparation

Avant le démarrage d'une préparation, le CNFPT peut demander aux candidats de passer des tests de positionnement permettant d'évaluer leur niveau et de s'assurer qu'ils auront les capacités à suivre les cours proposés.

Si la difficulté est trop grande pour un agent, le CNFPT en informe le service formation et peut, dans certains cas, lui proposer une solution alternative lui permettant d'atteindre le niveau requis pour entrer dans cette préparation.

🔗 Le suivi des cours

Lorsqu'un agent s'inscrit à une préparation à un concours ou examen, **il s'engage à être assidu, à s'inscrire et à se présenter aux épreuves du concours préparé.**

En cas de non inscription au concours ou examen visé, **la préparation sera annulée.**

Toute absence aux cours doit être signalée au service formation et être motivée.

Si l'agent est absent à plusieurs reprises sans motif valable (maladie, situation exceptionnelle...), la collectivité se réserve le droit de mettre fin à sa participation.

En cas de difficulté à suivre la préparation, l'agent est invité à prendre contact avec le service formation.

L'agent qui abandonne la préparation pour des **raisons de service** ou pour des **raisons personnelles justifiées** (difficulté à suivre la préparation, maladie, ...) **pourra être autorisé à s'inscrire ultérieurement.** Le CNFPT sera alors en droit d'accepter ou non la nouvelle demande.

En cas d'**abandon sans motif valable**, l'agent **ne sera pas autorisé** à faire une demande concernant cette même préparation la session suivante.

🔗 Le renouvellement de la demande

Un agent ayant bénéficié d'une formation de ce type dispensée pendant les heures de service et d'une **durée supérieure à 8 jours**, ne peut prétendre à une **formation ayant le même objet**, que **12 mois après le terme de la première formation.**

Si la durée de la formation est **inférieure à 8 jours**, l'agent devra attendre **6 mois.**

Le renouvellement de la demande **ne revêt ni un caractère automatique ni un caractère prioritaire**, le but étant d'assurer un renouvellement des agents bénéficiaires de ces préparations chaque année.

Cependant, lorsque l'action de formation a été **interrompue pour des nécessités de service**, l'agent **peut prétendre à une même formation sans délai.**

2.3 Les formations de perfectionnement

Objectifs

Développer les compétences de l'agent ou lui **permettre d'en acquérir de nouvelles** tout au long de sa carrière. Ce sont des formations complémentaires aux formations statutaires. Elles sont dispensées en cours de carrière, à la demande de l'employeur ou de l'agent.

Bénéficiaires

L'ensemble des agents occupant un emploi permanent peuvent bénéficier de ces formations de perfectionnement. Elles sont également ouvertes aux **agents en congé parental**.

Modalités pratiques

L'employeur ou l'agent peuvent être à l'initiative de ces formations.

2.4 Les actions de lutte contre l'illettrisme

Elles ne figurent pas dans les missions obligatoires du CNFPT mais celui-ci a choisi de s'y investir et de les développer.

Objectifs

Permettre aux agents qui ne les maîtrisent pas, **d'acquérir les compétences et connaissances de base** (lire, écrire, calculer...). La maîtrise des compétences de base est nécessaire pour suivre les évolutions technologiques ou organisationnelles, accéder aux examens et concours et évoluer dans son emploi et sa carrière.

L'agent qui en bénéficie peut ainsi **se remettre à niveau, exercer ses activités** et progresser personnellement et professionnellement.

Bénéficiaires

Seuls **les fonctionnaires en activité** et **les agents non titulaires** peuvent en bénéficier. **Les fonctionnaires en congé parental et les assistants maternels et familiaux sont exclus** du dispositif.

Modalités

Ces formations peuvent être suivies **à l'initiative de l'agent ou de l'employeur**.

La formation est en principe **effectuée pendant le temps de travail**.

2.5 Le congé de formation professionnel (CFP)

Objectifs

Permettre à l'agent, au cours de sa vie professionnelle, à titre individuel, de **suivre une action de formation de longue durée d'ordre professionnel ou personnel**.

Bénéficiaires et conditions

Le congé de formation professionnel est accordé aux **fonctionnaires** ayant accompli **au moins 3 années de services publics effectifs** et aux **non-titulaires** justifiant de **36 mois de services effectifs, dont 12 mois dans la collectivité**, dans les conditions prévues par le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007.

L'agent qui a bénéficié d'une préparation aux examens et concours de la fonction publique ou d'un précédent congé de formation professionnelle **ne peut pas obtenir un congé de formation professionnelle dans les 12 mois qui suivent la fin de cette action de formation** (sauf s'il a dû l'écourter pour nécessités de service).

La durée du congé

3 ans maximum pour l'ensemble de la carrière. Le congé peut être :

- utilisé en une seule fois
- réparti au long de la carrière en stages qui peuvent être fractionnés en semaines, journées ou demi-journées.

Modalités

La demande de congé doit être **formulée au plus tard 90 jours avant la date de début de la formation** et adressée à l'employeur.

Elle doit préciser :

- les dates de début et de fin du congé,
- la formation envisagée
- les coordonnées de l'organisme de formation.

L'autorité territoriale dispose de **30 jours à partir de la réception de la demande** pour **prendre une décision**. Elle peut accepter, refuser ou reporter la date du congé de l'agent. Dans ces deux derniers cas, l'employeur doit motiver son choix.

Le congé de formation professionnelle est accordé **sous réserve des nécessités de service**.

L'agent en congé de formation reçoit **une indemnité mensuelle forfaitaire pendant les 12 premiers mois de congé**.

Cette indemnité est égale à **85 % du traitement brut et de l'indemnité de résidence perçus au moment de la mise en congé dans la limite de 2 620,85 € brut par mois**. Elle est augmentée du supplément familial de traitement (SFT).

2.6 La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

Objectifs

Ce dispositif permet la **reconnaissance officielle de l'expérience professionnelle, associative ou bénévole** en vue **d'obtenir un diplôme, un titre à finalité professionnelle ou un certificat de qualification professionnelle (CQP)** inscrits au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).

La VAE consiste, après obtention d'une **attestation de recevabilité délivrée par le certificateur**, en la **rédaction d'un dossier** de description des acquis de l'expérience qui sera soumis pour validation à un jury. La **validation** peut être **totale** (obtention du diplôme) ou **partielle**. Dans ce dernier cas, le candidat dispose de **5 ans pour compléter**, soit par une formation, soit par l'acquisition des expériences correspondantes, la certification qu'il vise.

Bénéficiaires et conditions

Tous les agents, titulaires ou contractuels.

L'agent doit justifier d'une **expérience professionnelle de 1 an en rapport avec le contenu du diplôme visé**.

La durée du congé

Pour **présenter un dossier de VAE**, l'agent peut bénéficier d'un congé de **24 heures maximum**, éventuellement fractionnable et pouvant **être complété** par l'utilisation du CPF ou **pris entièrement** dès le départ sur le CPF (cf. 3.1).

Modalités

La **demande de congé** doit être **formulée au plus tard 60 jours avant le début des actions de validation**.

Elle doit préciser :

- le diplôme, le titre ou le certificat de qualification souhaité,
- les dates,
- la nature et la durée des actions permettant la VAE
- la dénomination du ou des organismes prestataires.
- la demande éventuelle de prise en charge financière

L'autorité territoriale dispose de **30 jours à partir de la réception de la demande** pour **prendre une décision**. Elle peut accepter, refuser ou reporter la date du congé de l'agent. Dans ces deux derniers cas, l'employeur doit motiver son choix.

Pendant la durée du congé, **l'agent conserve le bénéfice de sa rémunération**.

Si la VAE **présente un intérêt partagé pour la collectivité et l'agent**, et selon l'importance et le contenu du parcours de validation de l'agent, **la collectivité prendra en charge** les frais d'accompagnement.

Si la VAE **ne présente pas d'intérêt pour la collectivité**, les frais seront à la charge de l'agent.

Lorsque les actions de validation sont **financées par la collectivité**, elles sont **réalisées en application d'une convention** conclue entre la Collectivité, l'agent et l'organisme ou chacun des organismes qui intervient en vue de la VAE de cet agent.

La convention précise le diplôme, le titre ou le certificat de qualification visé, la période de réalisation et les conditions de prise en charge des frais afférents aux actions permettant à l'agent de faire valider les acquis de son expérience.

Au terme du congé pour VAE, l'agent doit présenter **une attestation de présence effective** délivrée par l'organisme qui délivre la certification. L'agent, qui **sans motif valable, ne suit pas l'ensemble des actions de VAE, perd le bénéfice dudit congé**. En outre, il est tenu de **rembourser l'intégralité des dépenses effectuées à ce titre par la collectivité**.

2.7 Le bilan de compétences (BC)

Objectifs

Le bilan de compétences sert à **définir un projet professionnel ou un projet de formation**. Il permet à l'agent **d'analyser ses compétences professionnelles et personnelles**, ainsi que **ses aptitudes et motivations**.

Bénéficiaires et conditions

Tous **les fonctionnaires, agents non titulaires et assistants maternels et familiaux**, ayant au moins **10 ans de service effectifs**.

La durée du congé

Pour la **réalisation d'un bilan de compétences**, un agent peut demander à **bénéficier d'un congé**, qui ne peut dépasser **24 heures fractionnables** mais pouvant être complété par l'utilisation du CPF ou pris entièrement dès le départ sur le compte CPF (cf. 3.1).

Modalités

Un bilan de compétences peut être **demandé par l'agent** ou **proposé par l'employeur**. Une demande en ce sens peut notamment être formulée à l'occasion de l'évaluation annuelle ou encore au titre d'un bilan de carrière.

Pendant la durée du congé, **l'agent conserve le bénéfice de sa rémunération**.

La demande de congé pour bilan de compétences doit être **formulée au plus tard 60 jours avant le début du bilan de compétences**.

Elle doit indiquer :

- les dates
- la durée
- le prestataire choisi par l'agent
- la demande éventuelle de prise en charge financière.

La collectivité dispose de **30 jours pour faire part à l'agent de sa décision**. Elle peut accepter, refuser ou reporter l'octroi du congé. Dans ces deux derniers cas, elle doit motiver son choix.

L'agent ne peut **prétendre à plus de 2 congés pour bilan de compétences** et le **second congé ne peut être accordé que 5 ans après le premier**.

En cas de **prise en charge financière par la collectivité**, une **convention tripartite** doit être signée entre la collectivité, l'agent et l'organisme prestataire. Elle précise les obligations des parties.

Au terme du congé, l'agent doit présenter **une attestation de fréquentation effective** délivrée par l'organisme chargé de réaliser le bilan.

L'agent qui, **sans motif valable, n'aurait pas suivi l'ensemble des actions perd le bénéfice du congé** et est tenu de **rembourser l'intégralité des dépenses effectuées à ce titre par la collectivité**

Les résultats du bilan de compétences peuvent être communiqués à l'autorité territoriale, **avec l'accord de l'agent.**

👉 Tableau récapitulatif pour le CFP, la VAE et le BC

	CFP	VAE	BC
Conditions	Fonctionnaires : 3 ans de services effectifs Non-titulaires : 36 mois de services effectifs dont 12 mois dans la collectivité	Tous les agents : 1 an d'expérience professionnelle	Tous les agents : 10 ans de services effectifs
Durée du congé	3 ans maximum	24 heures (+CPF)	24 heures (+CPF)
Délai de demande de l'agent	Au plus tard 90 jours avant la date de début de la formation	Au plus tard 60 jours avant le début des actions de validation	Au plus tard 60 jours avant le début du bilan
Contenu de la demande	<ul style="list-style-type: none"> ➤ les dates de début et de fin du congé ➤ le descriptif de la formation envisagée ➤ les coordonnées de l'organisme de formation. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ le diplôme, le titre ou le certificat de qualification souhaité ➤ les dates ➤ la nature et la durée des actions permettant la VAE ➤ la dénomination du ou des organismes prestataires ➤ la demande (éventuelle) de prise en charge financière 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ les dates ➤ la durée ➤ le prestataire choisi par l'agent ➤ la demande (éventuelle) de prise en charge financière
Délai de réponse de la collectivité	30 jours dès réception de la demande		

2.8 La mise en disponibilité pour effectuer des études ou recherches présentant un caractère d'intérêt général

Bénéficiaires et conditions

La disponibilité ne concerne que **les fonctionnaires et ne peut excéder 3 ans**. Elle est **renouvelable une fois** pour la même durée.

Modalités

L'**intérêt général** des études ou des recherches **est apprécié par la collectivité**. L'intérêt général peut être reconnu aux études et recherches présentant le double critère :

- d'être susceptible de faire avancer les connaissances dans un domaine précis,
- de présenter un intérêt général pour la collectivité en matière scientifique, historique ou culturelle.

Le fonctionnaire doit en **faire la demande à l'autorité territoriale**. Celle-ci peut la **refuser pour nécessité de service**. En cas de pluralité des demandes, priorité sera donnée :

- aux demandes formulées lors des entretiens annuels
- à l'agent ayant le plus d'ancienneté dans la collectivité

Dans le cadre d'une mise en disponibilité pour effectuer des études ou recherches présentant un caractère d'intérêt général, **le fonctionnaire peut passer un contrat d'étude avec le CNFPT**.

Sauf dans le cas où la période de mise en disponibilité n'excède pas trois mois, le fonctionnaire mis en disponibilité sur sa demande doit **solliciter sa réintégration deux mois avant l'expiration de la période de disponibilité en cours**.

Durant sa disponibilité, le fonctionnaire **cesse de bénéficier de sa rémunération et de ses droits à l'avancement et à la retraite**.

Le Compte Personnel d'Activité (CPA)

Le compte personnel d'activité (CPA) s'applique aux fonctionnaires et agents contractuels de la fonction publique depuis le 1er janvier 2017.

Il comprend d'une part le **Compte Personnel de Formation (CPF)** et le **Compte d'Engagement Citoyen (CEC)**

Le compte personnel d'activité a pour objectifs de **renforcer l'autonomie de son titulaire dans la mobilisation de son droit à la formation (CPF)** et de **faciliter son évolution professionnelle**.

3.1 Le Compte Personnel de Formation (CPF)

Le CPF est **ouvert à tout agent public titulaire ou contractuel**.

Les **droits acquis en vertu du CPF** sont formalisés par un **crédit d'heures** variable selon le temps de travail et le niveau de qualification de l'agent.

Le CPF est toujours **utilisé à l'initiative de l'agent** et les **droits acquis** en vertu du CPF sont **attachés à la personne** et donc **portables** entre les fonctions publiques mais aussi entre le secteur public et le secteur privé et vice versa.

Ces droits peuvent être utilisés tout au long de la carrière pour suivre **tout type de formation**, *sauf les formations statutaires obligatoires*, ayant pour objet l'acquisition d'un **diplôme**, d'un **titre**, d'un **certificat de qualification professionnelle** ou le **développement des compétences nécessaires** à la mise en œuvre du **projet d'évolution professionnelle**.

3.1.1 L'alimentation du compte

Chaque année, les droits à formation sont **abondés de 24 heures** jusqu'à un **premier plafond de 120 heures**, puis **12 heures par an** jusqu'au **plafond de 150 heures** et ce sans condition d'ancienneté de service. Le CPF est **alimenté** en heures de formation **au 31 décembre de chaque année**.

Les heures d'alimentation du CPF sont calculées **au prorata du temps travaillé** pour les agents nommés dans des emplois à **temps non complet**. En revanche, **les périodes de travail à temps partiel** sont **assimilées à des périodes à temps complet**.

En principe, le titulaire du compte ne peut mobiliser que les heures qu'il a acquises en vertu des règles précitées. Cependant, le décret prévoit une **possibilité d'utilisation anticipée des heures**, lorsque la durée de la formation est supérieure aux droits acquis. Concrètement, cette mesure est possible **dans la limite des droits que l'agent est susceptible d'acquérir au cours des 2 années civiles qui suivent celle au cours de laquelle il présente sa demande**.

Situations particulières, prévues par les textes :

- **Un crédit d'heures majoré** ⇒ **48 heures par an** dans la limite d'un **plafond porté à 400 heures** pour **les agents les moins qualifiés*** afin de faciliter l'accès à des formations diplômantes ou certifiantes.
- **Un crédit d'heures supplémentaires** ⇒ dans la **limite de 150 heures** pour les actions de formation tendant à **prévenir une situation d'inaptitude physique aux fonctions exercées par l'agent au regard de son état de santé**. L'avis favorable doit être formulé par le médecin de prévention.
- **Pour les agents les moins qualifiés*** ⇒ **l'accès aux formations relevant du socle de connaissances et de compétences professionnelles** (notamment les formations ayant pour objet d'obtenir le certificat Cléa) **est de droit**. L'employeur peut reporter le bénéfice de cette formation dans la limite d'une année, pour des raisons de continuité de service public.

Pour bénéficier de ces crédits d'heures majorés ou supplémentaires, l'agent doit se rendre sur le site <https://www.moncompteactivite.gouv.fr/cpa-public> afin d'y renseigner son niveau de diplôme. En cas de changement de situation (l'obtention d'un diplôme) au cours de sa carrière, l'agent est tenu de modifier ses informations sur le site.

3.1.2 La procédure de demande d'utilisation du CPF

L'agent évoque **son projet professionnel** :

- **auprès de son supérieur hiérarchique**, dans l'idéal, au cours de l'entretien professionnel, ou bien à n'importe quel moment
- directement **auprès du référent RH**

L'agent est toujours **redirigé vers le référent RH** pour formuler sa demande. Au cours de cet **entretien** :

- l'agent se voit remettre un formulaire de demande d'utilisation du CPF
- il évoque ses motivations et présente son projet professionnel
- il pourra alors bénéficier d'un accompagnement pour finaliser sa demande

La demande doit préciser le projet d'évolution professionnelle, les motivations et objectifs, la nature de la formation, le programme et le calendrier, le nombre d'heures requises, ainsi que les coûts.

Les **formations éligibles** au CPF sont **toutes les actions de formation sauf les formations en lien avec les missions exercées** et les **formations obligatoires**.

(*) sont concernés les agents disposant du seul brevet des collègues, ainsi que ceux qui n'ont pas achevé la formation conduisant au niveau V (CAP, BEP)

3.1.3 La procédure d'instruction de la demande

Les demandes sont **instruites par campagnes** :

- Campagne n°1 : **date limite de dépôt** des demandes le **28 février**.
- Campagne n°2 : **date limite de dépôt** des demandes le **30 septembre**.

La collectivité devra communiquer à l'agent une réponse explicite **dans un délai de deux mois à compter de la date limite de dépôt des demandes** telle que fixée par la collectivité dans le cadre de la procédure par campagne.

☞ La **composition de la commission d'instruction** :

- Un représentant de la Direction Générale
- Un représentant de la Direction des Ressources Humaines et Sociales
- Le ou la responsable formation
- Un représentant du CNFPT en tant que conseil expert sur la formation professionnelle

L'avis du médecin du travail, du psychologue du travail ou d'un ergonome pourra être demandé en amont selon l'objet de la demande.

☞ Conformément à [l'article 8 du décret n°2017-928 du 6 mai 2017](#) relatif à la mise en œuvre du CPF dans la fonction publique, les **demandes d'utilisation du CPF** sont analysées par la collectivité dans **l'ordre de priorité suivant** :

- **Priorité n°1 :**
 - Formations relevant du socle de connaissances de base
 - Formations tendant à la prévention de l'inaptitude à l'exercice des missions
 - Formations diplômantes ou certifiantes inscrites au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP), bilan de compétences et VAE pour les agents peu qualifiés*
- **Priorité n°2 :**
 - Formations diplômantes et certifiantes inscrites au RNCP, bilan de compétences et VAE pour les autres agents
 - Prépa concours et examens professionnels hors CNFPT
- **Priorité n°3 :**
 - Formations de perfectionnement

☞ Les demandes seront instruites selon **les critères d'appréciation** suivants :

- La maturité du projet (antériorité, pertinence,...)
- L'historique des demandes préalables
- Le crédit d'heures doit être suffisant (y compris par anticipation). Si ce n'est pas le cas, l'utilisation du CPF se fera seulement pour le crédit d'heure disponible
- L'adéquation entre le calendrier de formation et les nécessités du service
- L'ancienneté de l'agent au sein de la collectivité / du service

- La manière de servir
- Le départ imminent en retraite
- L'absence de prérequis
- La situation de l'agent (cadre d'emploi, niveau de diplôme,...)
- ...

Remarque : Cette liste n'est pas exhaustive et sert de guide à la commission d'instruction pour accepter ou non une demande d'utilisation du CPF.

La collectivité peut **refuser toute demande** par une **réponse motivée** selon les critères d'appréciation définis.

Dès lors, l'agent a un **délai de 2 mois pour contester** cette décision **devant la Commission Administrative Paritaire (CAP)**.

Dans le cas où la collectivité aurait refusé 2 demandes d'utilisation du CPF consécutives, elle devra **saisir la CAP pour avis avant de prononcer un 3^{ème} refus**.

3.1.4 Le financement de l'action de formation

Un **jour de formation** correspond à **7 heures CPF** et une demi-journée de formation correspond à 3 heures 30 minutes CPF.

La prise en charge des frais ne s'effectue qu'à hauteur des heures CPF disponibles.

↳ Les frais pédagogiques

Concernant les **formations relevant du socle de connaissances et de compétences professionnelles**, les **formations diplômantes et certifiantes** inscrites au RNCP, le **bilan de compétences et la VAE pour les agents peu qualifiés*** disposant d'un **plafond de 400 heures** : la collectivité prend en charge les frais pédagogiques jusqu'à un **plafond de 3500€ par action de formation et par agent** dans la limite d'un **plafond horaire de 20€ (plafonds cumulatifs)**.

Exemple : Une action de formation qui coûterait 3400€ mais qui ne durerait que 55 heures (62€/h) ne pourrait être prise en charge par la collectivité qu'à hauteur de 1100€ (20€/h x 55h => 1100€).

(*) sont concernés les agents disposant du seul brevet des collèves, ainsi que ceux qui n'ont pas achevé la formation conduisant au niveau V (CAP, BEP)

Concernant les actions de formation tendant à la **prévention de l'inaptitude à l'exercice des fonctions** offrant un **plafond de 300 heures** : la collectivité prend en charge les frais pédagogiques jusqu'à un **plafond de 3000€ par action de formation et par agent** dans la limite d'un **plafond horaire de 25€ (plafonds cumulatifs)**.

Exemple : Une action de formation qui coûterait 2700€ mais qui ne durerait que 71 heures (38€/h) pourrait être prise en charge par la collectivité qu'à hauteur de 1775€ (25€/h x 71h => 1775€).

Concernant les **formations diplômantes et certifiantes** inscrites au RNCP, **bilan de compétences**, **VAE** et **formations de perfectionnement pour l'ensemble des autres agents** disposant d'un **plafond de 150 heures** : la collectivité prend en charge les frais pédagogiques jusqu'à un **plafond de 1500€ par action de formation et par agent** dans la limite d'un **plafond horaire de 25€ (plafonds cumulatifs)**.

Exemple : Une action de formation qui coûterait 1000€ mais qui ne durerait que 25 heures (40€/h) ne pourrait être prise en charge par la collectivité qu'à hauteur de 625€ (25€/h x 25h => 625€).

↳ Les frais annexes

La collectivité pourra prendre en charge une partie des frais de déplacement **selon le niveau de rémunération brute de l'agent**. 3 niveaux de prise en charge sont alors déterminés :

- Prise en charge jusqu'à un **plafond de 150€** pour les agents ayant un **niveau de rémunération brute inférieur à 1900 €**
- Prise en charge jusqu'à un **plafond de 75€** pour les agents ayant un **niveau de rémunération brute compris entre 1901 € et 2700 €**
- **Pas de prise en charge** des frais de déplacement pour les agents ayant un **niveau de rémunération brute supérieur à 2701 €**.

Conformément à [l'article 9 du décret n°2017-928 du 6 mai 2017](#), en cas **d'absence de suivi** de tout ou partie de la formation, **sans motif valable**, l'agent doit **rembourser la totalité des frais engagés par la collectivité**.

3.1.5 Les situations particulières

Ces demandes feront l'objet d'un examen, par la commission, avec les autres demandes, dans le cadre des critères établis par la collectivité.

↳ L'agent involontairement privé d'emploi

La collectivité assurant la charge de l'allocation d'assurance en cas de perte d'emploi ([article L.5424-1 du Code du travail](#)), elle prend en charge les frais de formation de l'agent involontairement privé d'emploi à condition que :

- la **demande d'utilisation** du CPF ait été **présentée pendant la période d'indemnisation**
- **l'agent soit sans emploi au moment où il présente sa demande**

↳ L'agent en détachement

L'alimentation, l'instruction et le financement des droits relevant du CPF **incombent à l'organisme d'accueil**, selon les règles qui lui sont applicables.

↳ L'agent mis à disposition

Sauf disposition contraire prévue par la convention de mise à disposition ou, le cas échéant, de gestion, lorsque l'agent est mis à disposition ou affecté auprès d'une autre administration ou d'un autre établissement que le sien, l'alimentation, l'instruction et le financement de ces droits **relèvent de l'organisme d'origine**.

3.1.6 L'articulation du CPF avec les autres dispositifs de la formation professionnelle tout au long de la vie

↳ Le temps de préparation personnel pour un concours ou un examen professionnel

L'agent peut utiliser son CPF, pour **dégager du temps de préparation personnelle** dans une limite de **5 jours au total par année civile**.

Le calendrier de ces jours est validé par le responsable de service. Une demande présentée dans ce sens peut essentiellement se voir opposer un refus pour des motifs liés aux nécessités de service.

Les 5 jours sont découpés en :

- 2 jours pour préparer l'épreuve d'admissibilité (écrit)
- 3 jours pour préparer l'épreuve d'admission (oral)

Les demandes dans ce cadre sont formulées par écrit, sous couvert du responsable hiérarchique, adressées à Monsieur le Maire.

Lorsque l'agent utilise des droits CPF pour du temps de préparation personnelle, il doit **justifier de sa présence aux épreuves du concours ou examen professionnel**. A défaut, les heures seront **décomptées des congés annuels**.

↳ Le bilan de compétences et la validation des acquis de l'expérience

Le CPF peut être mobilisé pour bénéficier d'un **temps supplémentaire de préparation ou d'accompagnement** dans le cadre du **congé pour bilan de compétences** ou du **congé pour validation des acquis de l'expérience** dont la durée initiale, pour chaque dispositif, est de **24 heures**.

↳ Congé de formation professionnelle

Le **congé de formation professionnelle** peut être mobilisé pour **compléter le nombre de droits acquis au titre du CPF**.

Dans ce cas, les deux dispositifs feront l'objet d'une demande conjointe, dans le cadre des demandes effectuées au titre du CPF. La réponse sera donnée sur la globalité. Il sera possible de prendre en charge l'intégralité du financement de la formation, **à titre exceptionnel**, lorsqu'il y a un besoin de ces compétences au sein de la collectivité.

3.2 Le Compte d'Engagement Citoyen (CEC)

Le CEC permet de **reconnaître** et **d'encourager l'engagement citoyen**.

L'agent ayant exercé certaines actions citoyennes (services civiques, réserve civique, bénévolat associatif, maître d'apprentissage) peut **acquérir des droits à formation** et compléter ainsi ses droits acquis au titre du CPF.

Les activités ouvrant des droits sont les activités de **volontariat**, de **bénévolat associatif** et de **maître d'apprentissage** :

- **Service civique** : engagement de service civique, volontariat associatif, service volontaire européen (SVE), volontariat international en entreprise (VIE), volontariat international en administration (VIA) et volontariat de solidarité internationale (VSI)
- **Réserve militaire opérationnelle**
- **Réserve civile de la police nationale**
- **Réserve sanitaire**
- **Sapeur-pompier volontaire**
- **Réserve civique** : réserve citoyenne de défense et de sécurité, réserve communale de sécurité civile, réserve citoyenne de la police nationale et réserve citoyenne de l'éducation nationale
- **Maître d'apprentissage** → La **durée de l'activité de maître d'apprentissage** ouvrant droit à un CEC est de **6 mois** quel que soit le nombre d'apprentis accompagnés. La durée est appréciée sur l'année civile écoulée et sur l'année précédente
- **Bénévolat associatif**. → Les activités de bénévolat associatif sont concernées si :
 - ✗ l'association est **déclarée depuis au moins 3 ans** et l'objet social est soit éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial, culturel, la défense de l'environnement naturel ou la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises ;
 - ✗ et **l'agent siège dans l'organe d'administration ou de direction de l'association ou participe à l'encadrement d'autres bénévoles**.

Le bénévolat peut être réalisé dans une ou plusieurs associations.

La **durée du bénévolat associatif** ouvrant droit à un CEC est de **200 heures, dont au moins 100 heures dans la même association**. La durée est appréciée sur l'année civile écoulée.

Le CEC est abondé de **20 heures par an et par activité jusqu'à un plafond de 60 heures**.

Compte d'Engagement Citoyen

Durée minimale nécessaire à l'acquisition de 20 heures inscrites sur le CPF

Activités	Durée à réaliser	Appréciation de la durée
Service civique	6 mois	Année civile écoulée et année précédente
Réserve citoyenne de l'éducation nationale	1 an (25 interventions)	Année civile écoulée et année précédente
Réserve citoyenne de défense et de sécurité	5 ans	À la fin de l'engagement
Réserve communale de sécurité civile	5 ans	D'après le contrat d'engagement
Réserve citoyenne de la police nationale	3 ans (350 heures par an)	À la fin de l'engagement
Sapeur-pompier volontaire	5 ans	D'après l'engagement
Réserve sanitaire	30 jours	Année civile écoulée
Réserve militaire opérationnelle	90 jours	Année civile écoulée
Réserve civile de la police nationale	3 ans (75 vacations par an)	À la fin de l'engagement
Maître d'apprentissage	6 mois	Année civile écoulée et année précédente
Bénévolat associatif	200h (dont 100h dans la même association)	Année civile écoulée

Les modalités de départ en formation

La participation aux actions de formation représente un effort particulier pour l'agent mais également une contrainte pour le service.

La formation est donc subordonnée aux nécessités de services, aux orientations du plan de formation ainsi qu'aux disponibilités budgétaires.

Pour mieux organiser l'alternance des temps de formation et de travail, le présent règlement entend fixer les principes et modalités d'organisation de la formation au sein de la collectivité.

4.1 Les règles de priorité de départ en formation

Les règles de priorité énoncées ci-dessous **ne s'imposent pas aux services**, elles sont simplement un **indicateur, non-exhaustif**, des critères qui peuvent être pris en compte pour donner la priorité à certains dispositifs de formation ou à certains agents au sein d'un même service pour le départ en formation.

4.1.1 Les règles de priorité par type de formation

Priorité n°1 :

- Les formations statutaires obligatoires qui conditionnent le déroulement de carrière de l'agent
- Les formations obligatoires liées à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail
- Les formations de perfectionnement demandées par la collectivité et qui conditionnent la réussite des projets engagés par celle-ci.
- Les formations liées à la maîtrise de la langue française

Priorité n°2 :

- Les formations de perfectionnement à l'initiative de l'agent
- Les formations conditionnant l'évolution professionnelle de l'agent (préparation aux concours et examens professionnels)

Priorité n°3 :

- Les formations personnelles

4.1.2 Les règles de priorité entre les agents d'un même service

Lorsque plusieurs agents d'un même service demandent à partir en formation sur la même période, il convient de définir des priorités afin que le service soit assuré. Les demandes pourront donc être arbitrées selon les critères suivants :

- Formation rendue nécessaire par la spécialité des missions confiées à l'agent
- Nombre de formations déjà suivies par l'agent
- Avis du directeur de service (N+2)
- Ancienneté dans le poste

4.2 Le départ en formation

Rappel : L'ensemble du **territoire de la commune de Chenôve** constitue la **résidence administrative** des agents de la Ville et du CCAS de Chenôve.

4.2.1 Modalités pratiques

Le départ en formation est subordonné à l'accord de l'autorité territoriale au regard :

- de l'avis du chef de service
- du budget alloué à la formation

Pour une formation dans le cadre du travail, **aucune inscription directe** (sans passer par le service formation) **n'est autorisée**.

Pour l'ensemble des **formations organisées par le CNFPT**, il revient à l'agent de s'informer et de prendre connaissance du calendrier de formations (consultable sur leur site www.cnfpt.fr) L'agent souhaitant effectuer une formation doit remplir le bulletin d'inscription correspondant à la formation souhaitée avant de le transmettre, signé de son responsable de service, au service formation. En cas d'incertitude ou de difficultés, l'agent peut solliciter ce même service pour être accompagné dans sa démarche.

Pour **les autres formations**, l'agent remplit un formulaire de demande de formation (accessible via les dossiers publics). Le formulaire dûment signé doit être transmis au service formation accompagné, le cas échéant, du bulletin d'inscription de l'organisme formateur.

Toute décision de refus opposée par la collectivité à une demande de formation d'un agent **doit être motivée**.

4.2.2 Temps d'absence

Les actions de formation ont lieu, par principe, **sur le temps de travail**, la formation étant considérée comme du temps de travail effectif.

Une journée de formation équivaut à une journée de travail (7 heures). Au-delà de ces 7 heures, le temps passé en formation ne donne lieu à aucune récupération. Il en est de même si la formation a lieu sur une journée non travaillée pendant la semaine de travail.

Le service **libère ses agents pour le temps de la formation**. Le chef de service ne pourra demander à l'agent de venir à son travail avant et après la formation qu'en cas de **nécessités de service qui devront être justifiées**. Enfin l'agent peut se voir opposer, **exceptionnellement**, un **refus de départ en formation, même en dernière minute**, en cas de **nécessités de service justifiées**.

Par contre, si l'action de formation se déroule sur une demi-journée, l'agent est tenu d'assurer son service de la demi-journée restante.

Lorsque les **formations se déroulent sur le temps libre** dégagé par le temps partiel, non complet ou RTT, **l'agent récupère le temps passé en formation, sauf pour les formations à titre personnel et les préparations aux concours ou examens professionnels** pour lesquelles **aucune récupération** n'est possible.

4.2.3 Temps de trajet

Aucune autorisation d'absence exceptionnelle n'est accordée pour se rendre en **formation** ou **préparation** à concours ou examens professionnels **se déroulant à moins de 150 km de la résidence administrative** de l'agent.

Pour les **formations se déroulant sur un site nécessitant un trajet supérieur ou égal à 150 km**, une **autorisation exceptionnelle d'absence** peut être accordée sur présentation de la convocation si le **temps de trajet correspond à une période travaillée**, et dans la **limite du temps nécessaire pour se rendre sur le lieu de formation**.

4.2.4 Les frais de déplacement, d'hébergement et de repas

Aucun remboursement n'est prévu pour les agents se déplaçant dans le cadre de **formations personnelles suivies à leur initiative** (congé de formation, bilan de compétences, VAE, ...).

Pour prétendre au remboursement des sommes engagées, **les dates du déplacement doivent jouxter** celles de la formation. Néanmoins, **une tolérance est appliquée lorsque le déplacement est attenant à un weekend ou un jour férié**. Dans ce cas, les frais de transport (aller-retour jusqu'au lieu de formation) seront pris en charge selon les modalités énoncées ci-dessous. Par contre, tous les autres frais annexes engendrés par le dépassement du séjour resteront à la charge de l'agent (repas, hébergement, stationnement,...).

Après la formation, l'agent doit impérativement transmettre à la DRH l'ordre de mission signé accompagné de tous les justificatifs nécessaires pour procéder au remboursement des frais prévus.

↳ Les frais de déplacement

L'utilisation des **véhicules de service** n'est **pas autorisée** pour les départs en formation **hormis dans le cadre d'un covoiturage** (plusieurs agents participant à une même formation).

La collectivité **encourage et privilégie l'utilisation des transports en commun**. L'agent peut **en cas d'absence de transports en commun** ou pour raison personnelle, **utiliser son véhicule**. Il sera alors **indemnisé sur la base du tarif SNCF seconde classe en vigueur** lorsque le **lieu de formation est desservi par une gare**. Dans le cas contraire, le remboursement se fera **sur la base d'indemnités kilométriques**.

↳ Les frais d'hébergement

La collectivité **prend en charge les frais d'hébergement selon le forfait en vigueur** lorsque :

- ▲ la formation **se déroule à plus de 150 km de la résidence administrative** de l'agent **et débute avant 9h30 ou se termine après 19h**.
- ▲ la formation **se déroule à plus de 50 km de la résidence administrative** de l'agent **et sur plusieurs jours consécutifs**.

Dans ce cas, l'agent devra présenter la convocation, le programme de la formation ainsi que les justificatifs de paiement de l'hébergement.

↳ Les frais de repas

La **collectivité prend en charge les frais de repas** selon le **tarif forfaitaire en vigueur** lorsque les formations **se déroulent en dehors de la résidence administrative de l'agent** et **sur une journée complète** et sur les créneaux horaires suivants :

- 11h30-14h30
 - 18h30-21h30
-

Pour la **majorité des formations organisées par le CNFPT**, ce dernier assure la **prise en charge** sur la base de leur forfait en vigueur. **A défaut**, la collectivité assurera le remboursement selon les conditions énoncées ci-dessus.

Particularités des préparations concours et examens professionnels se déroulant en dehors de l'agglomération.

Le CNFPT n'assurant pas la prise en charge des frais liés au déplacement de ses stagiaires lors des préparations concours et examen professionnel qu'il organise, **le financement incombe aux employeurs.**

La collectivité prendra en charge les déplacements de ses agents selon les barèmes suivants (par préparation):

- ↗ Frais d'hébergement : dans la limite de 300 euros
- ↗ Frais de transport : dans la limite de 500 euros
- ↗ Frais de repas : dans la limite de 200 euros

La participation aux concours et examens professionnels

5.1 L'inscription aux concours

L'inscription à la **préparation** au concours ou à l'examen professionnel **n'inscrit pas l'agent aux épreuves**. Chaque agent doit veiller à **s'inscrire personnellement** au concours ou examen dans les délais impartis auprès du centre de gestion compétent. Le service formation peut, à la demande de l'agent, accompagner ce dernier dans ses démarches d'inscription.

L'inscription à certains concours externes requiert un niveau de diplôme déterminé. L'agent qui ne dispose pas du diplôme nécessaire pourra mettre en œuvre le dispositif de **reconnaissance de l'expérience professionnelle** (REP) qui lui permettra de faire valoir son expérience pour se présenter au concours sans le diplôme.

La démarche à suivre est la suivante :

Etape 1 = préinscription sur internet par l'agent (saisie directe des informations personnelles : état civil, adresse...sur le site du CDG organisateur)

Etape 2 = édition des documents (papiers générés suite à la saisie des informations)

Etape 3 = en cas d'inscription à un concours interne ou examen professionnel, transmission à la DRH de l'imprimé intitulé « **état des services** » **au moins 15 jours avant la date limite** d'envoi du dossier. Le document complété sera retourné à l'agent dans les meilleurs délais.

Etape 4 = l'agent transmet par courrier postal le dossier papier complet au CDG organisateur en veillant à respecter les délais impartis.

5.2 Les dispositions accordées aux agents

Les Centres de Gestion (CDG) et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) sont chargés d'organiser les concours et examens professionnels de la Fonction Publique Territoriale.

Le CNFPT organise uniquement les concours d'Administrateur, Conservateur du Patrimoine, Conservateur des Bibliothèques et Ingénieur en chef.

Les CDG sont chargés de l'organisation des autres concours et examens.

Chaque CDG peut :

- organiser lui-même le concours ou l'examen
- solliciter un autre centre de gestion pour qu'il l'organise à sa place : on parle dans ce cas d'un concours ou examen **conventionné**.

L'utilisation des **véhicules de service** n'est **pas autorisée** pour se rendre à un concours ou examen.

5.2.1 Concours ou examen organisé par le CDG 21 ou par un autre CDG conventionné avec le CDG 21,

Concours ou examen organisé par le CNFPT (centre d'examen le plus proche de Chenôve)

La collectivité accorde les dispositions suivantes dans **la limite d'un concours ou examen professionnel par an et par agent** :

- **Autorisation d'absence** sur temps de travail **couvrant la durée des épreuves** et le **temps de trajet nécessaire**. Les critères de validation sont identiques à ceux émis pour se rendre à une formation (cf 4.2.3)
- Octroi d'un **temps de préparation** pour révision (cf 5.2.5)
- Remboursement des **frais de déplacements** (cf 4.2.4)
- **Les frais d'hébergement** sont pris en charge seulement lorsque les épreuves se déroulent sur **plusieurs jours consécutifs** à plus de 200 kms de la résidence administrative de l'agent.

La démarche à effectuer est la suivante :

Etape 1 : L'agent adresse au service RH une copie de sa convocation accompagnée d'un courrier précisant le jour d'absence et, le cas échéant, la journée ou la demi-journée de révision demandée.

Etape 2 : Il fournit ensuite l'attestation de présence aux épreuves et les justificatifs de frais accompagnés de l'ordre de mission établi préalablement.

Etape 3 : Le **service RH validera l'absence de l'agent** (temps de révision + temps de trajet + durée des épreuves) sur **présentation de l'attestation de présence aux épreuves**. Dans le cas contraire, **l'absence sera décomptée de la dotation des congés annuels de l'agent**.

5.2.2 Concours ou examen professionnel organisé par un CDG non conventionné avec le CDG21 **Concours ou examen professionnel organisé par le CNFPT (centre d'examen éloigné de Chenôve)**

- Participation sur temps personnel (congés ou RTT) = **pas d'autorisation d'absence** pour participation aux épreuves
- Temps de préparation pour révision sur **temps personnel**
- **Pas de prise en charge** des frais de déplacements, d'hébergement et de repas

5.2.3 Concours ou examen d'entrée dans la Fonction Publique d'Etat et dans la Fonction Publique Hospitalière

- **Autorisation d'absence** sur temps de travail **couvrant la durée des épreuves** et le **temps de trajet nécessaire**
- Octroi d'un **temps de préparation** pour révision (cf 5.2.5)
- **Pas de prise en charge** des frais de déplacements, d'hébergement et de repas

5.2.4 Toute épreuve de concours ou examen autre que pour la Fonction Publique ou épreuves pour l'obtention d'un diplôme (CNAM, MASTER...)

- Participation sur temps personnel (congés ou RTT) = **pas d'autorisation d'absence** pour participation aux épreuves
- Temps de préparation pour révision sur **temps personnel**
- **Pas de prise en charge** des frais de déplacements, d'hébergement et de repas

5.2.5 Le temps de révisions pour les agents convoqués à un concours ou examen professionnel

L'agent peut bénéficier d'une autorisation d'absence exceptionnelle pour se préparer à **un concours ou un examen professionnel**. Ces jours sont accordés **une fois par année civile**.

Le quota est fixé en fonction du nombre d'épreuves à hauteur de :

- **0,5 jour par épreuve d'admissibilité et d'admission.**

Ces jours d'absence sont **octroyés en fonction des nécessités de service**. L'agent pourra toutefois **augmenter ce temps de révision jusqu'à 5 jours en complétant avec ses droits CPF (cf 3.1.6)**.

5.2.6 La réussite à un concours ou examen professionnel

En cas de réussite, **l'agent doit informer par écrit la collectivité** en y joignant la copie de l'attestation de réussite ou de la liste d'aptitude établie par le centre organisateur des épreuves.

La réussite à un concours ou examen professionnel n'engage en aucune manière l'autorité territoriale à nommer l'agent au nouveau grade.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_114

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

PLAFONDS DE PRISE EN CHARGE AU TITRE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

Vu le décret n°2014-1717 du 30 décembre 2014 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Système d'information du compte personnel de formation » relatif à la gestion des droits inscrits ou mentionnés au compte personnel de formation ;

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au

compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

En application de l'article 44 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 a introduit de nouvelles dispositions dans la loi n°83-634 du 13 juillet 1983.

L'article 22 ter de la loi précitée crée, à l'instar du dispositif existant pour les salariés de droit privé, un compte personnel d'activité (CPA) au bénéfice des agents publics.

Le CPA a pour objectifs, par l'utilisation des droits qui y sont inscrits, de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle.

Ce dispositif bénéficie à l'ensemble des agents publics, c'est à dire aux fonctionnaires et aux agents contractuels, qu'ils soient recrutés sur des emplois permanents ou non, à temps complet ou non complet.

Le compte personnel d'activité se compose de deux comptes distincts :

- le compte personnel de formation (CPF) ;
- le compte d'engagement citoyen (CEC).

Le compte personnel de formation se substitue au droit individuel à la formation (DIF). Il permet aux agents publics d'acquérir des droits à la formation, au prorata du travail accompli, dans la limite de 150 heures, portées à 400 heures pour les agents disposant du seul brevet des collèges, ainsi que ceux qui n'ont pas achevé la formation conduisant au niveau V (CAP, BEP). Un crédit d'heures supplémentaires est en outre attribué, dans la limite de 150 heures, à l'agent dont le projet d'évolution professionnelle vise à prévenir une situation d'incapacité à l'exercice de ses fonctions.

Les agents publics peuvent accéder à toute action de formation, hors celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées, ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre, d'un certificat de qualification professionnelle ou le développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet d'évolution professionnelle.

Certaines formations sont considérées par les textes réglementaires comme prioritaires dans l'utilisation du CPF :

- la prévention d'une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions ;
- la validation des acquis de l'expérience ;
- la préparation aux concours et examens.

Le Compte Personnel de Formation peut également être mobilisé en articulation avec le congé de formation professionnelle et en complément des congés pour Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) et pour bilan de compétences.

Le décret du 6 mai 2017 précise les conditions et modalités d'utilisation du CPF et prévoit notamment que la prise en charge des frais pédagogiques et des frais occasionnés par le déplacement des agents à cette occasion peut faire l'objet de plafonds déterminés par l'assemblée délibérante.

Vu l'avis du comité technique en date du 26 novembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement, et Ressources Humaines en date du 5

décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De prendre en charge les frais pédagogiques se rattachant à la formation suivie au titre du compte personnel de formation, plafonnés de la façon suivante :

- Formations diplômantes et certifiantes inscrites au Registre National des Certifications Professionnelles (RNCP), le bilan de compétences et la VAE pour les agents peu qualifiés disposant d'un plafond de 400 heures :

- Plafond horaire : 20 euros
- Plafond par action de formation : 3 500 euros

- Action de formation tendant à la prévention de l'inaptitude à l'exercice des fonctions offrant un plafond de 300 heures:

- Plafond horaire : 25 euros
- Plafond par action de formation : 3 000 euros

- Formations diplômantes et certifiantes inscrites au RNCP, le bilan de compétences, la VAE et les formations de perfectionnement pour l'ensemble des autres agents disposant d'un plafond de 150 heures :

- Plafond horaire : 25 euros
- Plafond par action de formation : 1 500 euros

ARTICLE 2 : De prendre en charge les frais occasionnés par le déplacement des agents lors de ces formations selon le forfait suivant basé sur la rémunération brute des agents :

- Prise en charge jusqu'à 150 euros pour les agents ayant un niveau de rémunération brute inférieur à 1 900 euros ;
- Prise en charge jusqu'à 75 euros pour les agents ayant un niveau de rémunération brute compris entre 1 901 euros et 2 700 euros ;
- Pas de prise en charge des frais de déplacement pour les agents ayant un niveau de rémunération brute supérieur à 2 701 euros.

ARTICLE 3 : D'accorder prioritairement les actions de formation suivantes au titre du CPF :

- Priorité n°1 :

- Formations relevant du socle de connaissances de base
- Formations tendant à la prévention de l'inaptitude à l'exercice des missions
- Formations diplômantes ou certifiantes inscrites au RNCP, bilan de compétences et VAE pour les agents peu qualifiés

- Priorité n°2 :

- Formations diplômantes et certifiantes inscrites au RNCP, bilan de compétences et VAE pour les autres agents
- Préparations aux concours et examens professionnels hors Centre National de la Fonction Publique Territoriale

- Priorité n°3 :

- Formations de perfectionnement

ARTICLE 4 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_115

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

ADHÉSION AU COMITÉ D'ACTION SOCIALE DES COLLECTIVITÉS DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE ET DES ORGANISMES AFFILIÉS

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

La loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale a posé le principe de la mise en œuvre d'une action sociale pour les collectivités territoriales et leurs établissements au bénéfice de leurs agents. Il doit s'agir d'une action sociale, collective ou individuelle, qui vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et qui doit les aider à faire face à des situations difficiles dans leur vie personnelle ou familiale. Depuis cette date, l'action sociale est devenue une dépense obligatoire pour les collectivités territoriales employeurs. La loi confie à chaque collectivité le soin de décider du montant des dépenses, des prestations à mettre en œuvre et du mode de gestion.

Jusqu'à présent, la collectivité confiait la gestion de son action sociale au Comité des Œuvres Sociales (C.O.S.). Entre 2013 et 2014, une première étude avait été menée en vue d'une adhésion au Comité National d'Action Sociale (C.N.A.S.) au 1^{er} janvier 2015. Il a finalement été décidé et ce, quelques mois avant la mise en œuvre, de reporter cette

adhésion. Depuis cette date, ce dossier est resté en suspens.

Au début de cette année 2018, la Municipalité a été décidé de lancer une étude visant à renforcer l'action sociale au sein de la Ville et du C.C.A.S. Dans ce contexte, la Direction générale des services et la Direction des relations humaines et sociales ont rencontré le Comité National d'Action Sociale (C.N.A.S.) et le Comité d'Action Sociale (C.A.S.) des collectivités territoriales de l'agglomération dijonnaise et des organismes affiliés qui proposent tous deux, des prestations intéressantes en matière d'action sociale. Parallèlement, la Direction des relations humaines et sociales a envoyé cet été, un questionnaire à l'ensemble des agents de la Ville et du C.C.A.S pour identifier leurs besoins et attentes.

Sur la base des retours des agents qui ont répondu au questionnaire et d'une estimation comparative des prestations proposées, il s'avère que l'adhésion au C.A.S. des collectivités territoriales de l'agglomération dijonnaise et des organismes affiliés apparaît comme être la solution la plus avantageuse pour les agents de la collectivité. Il s'agit, en effet, d'un organisme local, contrairement au C.N.A.S., qui propose des primes et gratifications dans diverses circonstances (mariages, naissances, retraites, médailles du travail...), des prix réduits en billetterie (spectacles, cinémas, parcs...), des chèques-vacances tenant compte du quotient familial, une importante centrale d'achat permettant d'obtenir divers produits à des tarifs préférentiels (fournitures scolaires, produits frais, produits du quotidien...).

L'offre de prestations proposées bénéficierait aux agents titulaires et aux contractuels ayant 6 mois d'ancienneté. Les agents retraités pourraient également bénéficier de ce dispositif moyennant une cotisation annuelle.

Si la Ville fait le choix de ce prestataire, la participation financière au C.A.S. prendrait en compte :

- une contribution au financement des prestations dont auront été effectivement bénéficiaires les agents municipaux : cette contribution serait calculée selon des modalités définies prestation par prestation. Elle est estimée à 80 500 euros.
- une quote-part des frais généraux du C.A.S., calculée proportionnellement à son effectif par rapport au total des effectifs des collectivités et organismes affiliés au C.A.S. Elle s'élèverait à 59 500 euros.

Le versement de cette participation financière sera effectué sous forme de deux acomptes prévisionnels (en février 2019, puis en septembre 2019), et d'une régularisation a posteriori du solde qui interviendrait en 2020.

La présente adhésion est valable pour l'année 2019, elle est renouvelée chaque année par tacite reconduction sauf dénonciation 6 mois avant de la fin de la période contractuelle.

Vu le projet de convention joint à la présente délibération,

Vu l'avis du comité technique en date du 26 novembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement, Ressources Humaines du 5 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter pour l'année 2019, l'offre de prestations proposée par le C.A.S. des collectivités territoriales de l'agglomération dijonnaise et des organismes affiliés à destination des agents titulaires, des contractuels ayant 6 mois d'ancienneté et des agents retraités aux conditions, notamment financière, exposées,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer avec le C.A.S. des collectivités territoriales de l'agglomération dijonnaise et des organismes affiliés la convention correspondante renouvelable sauf dénonciation,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Envoyé en préfecture le 19/12/2018
Reçu en préfecture le 19/12/2018
Affiché le 19/12/2018 
ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_115-DE

8, Avenue de Dallas – 21000 DIJON
Tel : 03.80.48.88.88
Fax : 03.80.48.88.89

MAIRIE de CHENOVE
2 Place Pierre Meunier
BP 130
21303 CHENOVE Cedex

**CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT
DU COMITE D'ACTION SOCIALE**
Des collectivités territoriales de l'agglomération dijonnaise
Et des organismes affiliés

oooooooo

Entre d'une part,

- **La Mairie de CHENOVE**, représentée par son Maire en exercice, **M. Thierry FALCONNET**

Et d'autre part,

- **Le Comité d'Action Sociale des Collectivités Territoriales de l'Agglomération Dijonnaise et des Organismes Affiliés**, représenté par Monsieur Joël REY, Président, agissant au nom et pour le compte dudit organisme en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 16 juin 2009.

ATTENDU

Qu'aux termes de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001 portant « dispositions relatives à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques » disposent « que l'attribution d'une subvention à un organisme de droit privé doit être organisé conventionnellement dès lors que le montant annuel dépasse le somme de 23.000 euros ».

Que, depuis la loi du 19 février 2007, modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la Fonction Publique Territoriale, il appartient à l'assemblée délibérante de chaque collectivité ou organisme de déterminer le type des actions et le montant des dépenses qu'elle entend engager pour la réalisation des prestations d'action sociale.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET :

La subvention octroyée par la **Mairie de CHENOVE** au Comité d'Action Sociale des Collectivités Territoriales de l'Agglomération Dijonnaise et des Organismes Affiliés est destinée, conformément à l'article 2 de ses statuts, à assurer le fonctionnement des diverses activités et aides proposées par le Comité d'Action Sociale, en faveur des personnels tant actifs que retraités et de leurs ayants droits.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION ET CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT :

La présente convention est passée pour un an à compter de sa notification.

Elle est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, six mois avant la fin de la période contractuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception

ARTICLE 3 – CADRE GENERAL DU PROGRAMME :

La Mairie de CHENOVE et le Comité d'Action Sociale des Collectivités Territoriales de l'Agglomération Dijonnaise et des Organismes Affiliés s'accordent sur les objectifs définis ci-dessous :

- Promouvoir et coordonner toutes formes d'activités sociales, culturelles et de loisirs en faveur des personnels actifs et retraités des collectivités territoriales et des organismes affiliés.
- Améliorer sous les formes les plus diverses les conditions de vie et de bien être, par l'organisation de loisirs, d'activités sportives et culturelles, de commandes groupées, de services sous toutes ses formes, d'accueil dans des structures d'hébergement et de loisirs.

Dans un souci d'aide aux plus démunis, les participations demandées aux agents pour diverses prestations, seront fonction de leurs conditions de ressources.

L'accès aux équipements sportifs et culturels sera désormais pris en charge par le Comité d'Action Sociale.

Le Comité d'Action Sociale s'engage à être particulièrement attentif aux demandes émanant des personnels tant actifs que retraités de **la Mairie de CHENOVE** et aux réflexions menées sur la politique d'Action Sociale à mettre en place.

ARTICLE 4 – ACTIONS MISES EN ŒUVRE AU TITRE DE LA PRESENTE CONVENTION :

La présente convention s'appuie sur les actions d'ores et déjà mises en œuvre par le Comité d'Action Sociale des Collectivités Territoriales et des Organismes Affiliés et sur la vie associative qui est la sienne. Elles pourront évoluer dans le temps et être modifiées d'un commun accord entre **la Mairie de CHENOVE** et le Comité d'Action Sociale.

ARTICLE 5 – MOYENS :

La Mairie de CHENOVE financera les activités mises en œuvre par le C.A.S. de même que les gratifications, primes, etc...., dont bénéficieront les personnels tant actifs que retraités et ainsi que leurs ayants droits, y compris la différence entre le prix de revient de l'activité et le prix payé par l'agent, compte tenu de ses conditions de ressources.

S'agissant des frais généraux, **la Mairie de CHENOVE** prendra en charge une quote part correspondant au poids de son effectif dans le total des effectifs des collectivités territoriales et des organismes affiliés du Comité d'Action Sociale.

Compte tenu des objectifs définis à l'article 3 de la présente convention, l'adhésion de **la Mairie de CHENOVE** au Comité d'Action Sociale des Collectivités Territoriales de l'Agglomération Dijonnaise et des Organismes Affiliés est fixée pour l'année 2019, à l'article 7. Il est entendu que cette subvention sera révisée en fonction des fréquentations réelles des adhérents. Cette régularisation éventuelle sera effectuée sur l'exercice N+1.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS COMPTABLES :

L'association s'engage à :

- Communiquer, sur demande, les documents comptables et de gestion relatifs aux actions couvertes par la présente convention.
- Fournir chaque année, le bilan et le compte de résultat, le rapport d'activités ainsi que les procès verbaux des Assemblées Générales et des Conseils d'Administration, ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts et le Règlement intérieur du Comité d'Action Sociale.

ARTICLE 7 – MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE :

Pour l'année 2019, le montant de la subvention pour l'adhésion au CAS s'élève à la somme de : **140 000 €**.

Elle devra être versée sous la forme de deux acomptes de 70 000 €. Le 1^{er} versement interviendra en février 2019 et le 2^{ème} en septembre 2019.

Cette somme sera actualisée chaque année compte tenu des modalités fixées à l'article 5, à savoir, à la fois en fonction du poids de votre représentativité au sein du C.A.S. pour les frais généraux et de la consommation d'activités et prestations par vos agents.

ARTICLE 8 – RESILIATION :

En cas de non respect des engagements pris par la présente convention, par l'une ou l'autre des parties, l'autre partie se réserve le droit de résilier à tout moment la convention avant son terme, à l'expiration d'un délai de 30 jours, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

La résiliation, dans les conditions précitées implique la régularisation de la subvention versée sur l'exercice en cours, la date de dénonciation de la convention étant alors considérée comme date de clôture des comptes.

En cas de litige, dans l'application des termes de la présente convention, les parties s'en remettent au jugement du Tribunal Administratif compétent.

Fait à DIJON, le

Pour la Mairie de CHENOVE

Le Maire
Thierry FALCONNET

Pour le Comité d'Action Sociale des Collectivités
Territoriales de l'Agglomération Dijonnaise
Et des Organismes Affiliés

Le Président
Joël REY

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_116

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

ADHÉSION AU CONTRAT D'ASSURANCE GROUPE GARANTISSANT LES RISQUES STATUTAIRES

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu le Code des assurances,

Vu l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et ses décrets d'application, notamment le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Au titre de l'assurance des risques statutaires, une délibération du 5 décembre 2016 avait autorisé la signature d'un marché avec le groupement d'entreprises conjoint composé de la société Assurances Pilliot, courtier mandataire, et de la société AMTRUST International Underwriters Limited (Irlande), compagnie d'assurance.

Dans un courrier du 1^{er} mai 2018, conformément à la possibilité prévue à l'article L.113-12 du Code des Assurances et aux dispositions du marché, la société AMTRUST a notifié la résiliation de ce marché qui ne sera donc pas renouvelé à échéance du 31 décembre 2018.

L'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 permet aux Centres de Gestion de souscrire pour le compte des collectivités du département, des contrats d'assurance garantissant ces dernières contre les risques statutaires, notamment les risques décès, accident du travail et maladies professionnelles.

Ainsi, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Côte-d'Or a procédé pour le compte de la Ville de Chenôve à une mise en concurrence conforme aux règles de la commande publique, en vue d'une couverture des risques suivants, à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- Agents affiliés à la Caisse Nationale des Retraites des Agents des Collectivités Locales (C.N.R.A.C.L.) : décès, accident du travail / maladie professionnelle, maladie ordinaire, longue maladie / maladie longue durée, maternité / paternité / adoption, disponibilité d'office, invalidité ;
- Agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. : accident du travail / maladie professionnelle, maladie grave, maternité / paternité / adoption, maladie ordinaire.

Ce contrat d'assurance devra également présenter les caractéristiques suivantes :

Durée du contrat : 4 ans, à effet du 1^{er} janvier 2019 ;

Régime du contrat : capitalisation.

Vu la délibération n° DEL_2016_129A du 5 décembre 2016 autorisant la signature du marché public d'assurance « risques statutaires »,

Vu la délibération n° DEL_2018_076 du 25 juin 2018 autorisant le lancement de la procédure de marché public d'assurance « risques statutaires » pour le compte de la ville de Chenôve,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accepter la proposition suivante :

Assureur : CNP Assurances

Courtier : Gras Savoye

Durée du contrat : 4 ans, à compter du 1er janvier 2019.

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

- **Agents permanents immatriculés à la C.N.R.A.C.L. :**
 - **Risques garantis : Accident du travail / Maladie professionnelles**
 - **Conditions : taux : 0,77 % du Traitement Indiciaire Brut / franchise 30 jours ferme par arrêt.**

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet de signer tout acte afférent à cette proposition et accomplir toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente décision.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_117

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil Municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil Municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Envoyé en préfecture le 19/12/2018

Reçu en préfecture le 19/12/2018

Affiché le 19/12/2018

ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_117-DE

SLO

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL

(y compris subdélégations aux adjoints)

Conseil Municipal du 17 décembre 2018

FIXATION DE TARIFS (AVEC ALIENATION DE GRE A GRE) DELIBERATION N° 62/2015 2° (ET 10°)

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	
12/11/2018	DEC_2018_29	Organisation d'une "biblio-braderie" de livres et disques avec détail des tarifs fixés pour la vente	

MARCHES PUBLICS - DELIBERATIONS N°62/2015 4° ET N°24-2016

MARCHES PUBLICS NEGOCIES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE PREALABLES

DATE DE SIGNATURE	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS (dépense)
04/06/2018	BENOIT PEETERS	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE FRANCOIS MITTERRAND - Convention de prestation artistique avec l'écrivain Benoît PEETERS : rencontre littéraire publique suivie d'un débat 16/06/2018 à 15 h - Entrée gratuite	300,00 (montant net)
18/07/2018	ASSOCIATION PIEDS PLUMES	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE FRANCOIS MITTERRAND - Convention de prêt d'exposition et présentation et projection du film "CAP NUIT" suivi d'un débat avec public le 12/10/2018 par Sylvie MASSARD et Florence ARCHIMBAUD "Exposition de 15 photographies" du 09 au 23/10/2018	550,00 (montant net)
05/10/2018	L'ARTSAUT	CONSERVATOIRE - Avenant n°1 à la convention de prestations artistiques relative au concert TROMBONYNIO du 6/10/2018 - Remboursement des frais d'hébergement pour 4 nuitées du 05 au 06/10/2018	267,20 (montant net)

16/10/2018	RUN PRODUCTIONS	PROGRAMMATION CULTURELLE 2018-2019 - LE CEDRE - Contrat de cession LES MAITRES TAMBOURS DU BURUNDI le jeudi 08/11/2018 à 20 h et atelier à 18 h Entrée payante	7 385,00
18/10/2018	SARL LE MUR DU SONGE	PROGRAMMATION CULTURELLE 2018-2019 - LE CEDRE - Convention résidence du 19 au 27/10/2018 et spectacle d'Yves JAMAÏT le 28/10/2018 à 20 h Entrée payante	3 000,00
05/11/2018	A.B.C.	PROGRAMMATION CULTURELLE 2018-2019 - LE CEDRE - Convention de coréalisation du concert de Youn Sun Nah le 7/11/2018 à 20 h Partage dépenses et recettes à 50/50 - Entrée payante	10 431,00 (montant net prévisionnel)
08/11/2018	PIERRE GUENANCIA	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE FRANCOIS MITTERRAND - Convention de prestation artistique avec Pierre Guénancia : animation d'un débat dans le cadre du "mois du film documentaire" le 23/11/2018 - Entrée gratuite	150,00 (montant net)
12/11/2018	CLAIRE GONDOR	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE FRANCOIS MITTERRAND - Convention de prestation artistique avec Claire Gondor : animation d'une rencontre littéraire le 12/12/2018 - Entrée gratuite	400,00 (montant net)
16/11/2018	COMPAGNIE NEZ EN L'AIR	PROGRAMMATION CULTURELLE 2018-2019 - Escale Charcot - Contrat de cession du spectacle Figure In-soumise [1] Simone Veil - 3 représentations pour les lycéens : le 20/11/2018 à 13h30 et 16h30 et le 21/11/2018 à 10h30 Entrée gratuite	2 028,40 (montant net)
22/11/2018	GONEPROD	PROGRAMMATION CULTURELLE 2018-2019 - LE CEDRE - Contrat de cession pour une représentation du spectacle "Improjection - Putain d'Usine " le 05/02/2019 à 20 h - Entrée payante	3 200,00
26/11/2018	SCENIZZ	PROGRAMMATION CULTURELLE 2018-2019 - LE CEDRE - Convention pour une représentation du concert de Calypso Rose le jeudi 29/11/2018 à 20h30 Participation aux frais techniques	3 150,00

26/11/2018	LORELEI Productions	PROGRAMMATION CULTURELLE 2018-2019 - LE CEDRE - Contrat de cession pour une représentation du spectacle "Paris-Séville de Raphaël FAYS " le 16/03/2019 à 20 h - Entrée payante	8 500,00
MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE			
DATE DE NOTIFICATION	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS (dépense)
		MARCHES DE FOURNITURES	
13/11/2018	AVS (21000)	Refonte du local réseau voix/données de l'Hôtel de Ville	18 270,00
		MARCHES DE SERVICES	
		MARCHES DE TRAVAUX	
MARCHES FORMALISES - CENTRALE D'ACHATS			
DATE DE NOTIFICATION	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS (dépense)
		MARCHES DE FOURNITURES	
13/11/2018	EDF (75008)	Fourniture et acheminement d'électricité et de gaz naturel et services associés (3 ans)	Accord-cadre sans minimum sans maximum
		MARCHES DE SERVICES	
		MARCHES DE TRAVAUX	

DECISIONS DE DECLARATION SANS SUITE

DATE DE NOTIFICATION					
LOUAGE DE CHOSES - DELIBERATION N° 62/2015 5°					
DATE DE SIGNATURE	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT EN EUROS (recette)		
		CULTURE			
07/11/2018	KEOLIS-DIVIA	Location de la salle du Cèdre le 22/01/2019 pour la cérémonie des vœux de l'entreprise	3 640,00		
13/11/2018	IDEAL MEETING-EVENTS	Location de la salle du Cèdre pour leur client "TETRA-PACK" le 28/01/2019 de 09 h à 12 h et le 04/02/2019 toute la journée	7 360,00		
15/11/2018	MUSIQUE MUNICIPALE DE CHENOVE	Location de la salle du Cèdre les 24 et 25/11/2018 (Concerts de la Sainte Cécile) facturation des prestations sécurité	2 009,00		
		MVA			
29/01/2018	LES DONNEURS DE SANG - MME AGNES FLEUROT	Don du sang - Salle des Fêtes le 22/10/2018	0,00		
06/03/2018	PIONNIERS DE France	Collectif des droits de l'enfant (Après-midi jeux) - Salle des Fêtes le 24/11/2018	0,00 (Salle) 130, 00 (Son + Lumières)		
29/03/2018	COOL SWINGERS JAZZ - M. ERICK KORNMAN	Concert Jazz - Salle des Fêtes le 16/11/2018	0,00		
05/04/2018	MME NADINE DITTA	Repas familial - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) du 27 au 28/10/2018	390,00		
09/04/2018	MME CELINE VERNE	Anniversaire - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) du 13 au 14/10/2018	390,00		
09/04/2018	M. ERICK KORNMAN	Anniversaire - Hôtel des Sociétés (Caveau + Vaisselle) du 17 au 18/11/2018	327,00		

10/04/2018	WISLA-KRAKOWIAK - M. PATRICE BAUDRY	Loto - Salle des Fêtes le 18/11/2018	150,00
11/04/2018	DES OUTILS POUR REUSSIR - M. BERNARD ELIADE	Spectacle - Escale Charcot le 16/11/2018	0,00
09/05/2018	ALS - M. PASCAL KELLER	Thé dansant - Salle des Fêtes le 28/10/2018	0,00
17/05/2018	CHENOVE TRIATHLON CLUB - M. RAPHAEL CASTILLE	Assemblée Générale - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle + 1er étage) du 24 au 25/11/2018	0,00 (RDC + Cuisine + Vaisselle) 88, 00 (1er étage)
27/08/2018	CYCLOS RANDONNEURS DIJONNAIS - M. GERARD BONNETETE	Cyclo Randonneurs Dijonnais "27ème Bol d'Air VTT" - Maison du Plateau le 01/11/2018	90,00
07/09/2018	M. MARC KURZMANN	Anniversaire - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) du 17 au 18/11/2018	390,00
14/09/2018	CABINET SOULARD - MME CAROLINE BOUVIGNIES	AG Centre Commercial St Exupéry - Escalé Charcot le 22/10/2018	200,00
14/09/2018	MME CELINE KARADAS	Mariage - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) du 09 au 10/11/2018	390,00
21/09/2018	M. MOHAMED AZAKRI	Anniversaire - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + Vaisselle) du 20 au 21/10/2018	390,00
02/10/2018	LA CHENEVELIERE - MME GINETTE MOUREY	Repas annuel - Salle des Fêtes le 15/11/2018	0,00
09/10/2018	M. OLIVIER TERRIER	Pot d'amitié - Hôtel des Sociétés (Caveau) le 06/11/2018	105,00
09/10/2018	BUET IMMOBILIER - M. THIERRY ROZELOT	AG 17,19,21 rue Edouard Herriot - Hôtel des Sociétés (RDC) le 13/11/2018	110,00
09/10/2018	AXIMMO - MME DEBORAH GOMOT	AG copropriétés 1, 3, 5, 7 av des Droits de l'Homme - Salle Mesguis le 22/11/2018	110,00

08/11/2018	MME YAMINA BELHACHEMI	Repas d'anniversaire - Hôtel des Sociétés (Caveau) du 24 au 25/11/2018	205,00
CREATION MODIFICATION SUPPRESSION REGIES COMPTABLES COMMUNALES - DELIBERATION N°62/2015 7°			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	
ALIENATION DE GRE A GRE DE BIENS MOBILERS (AVEC FIXATION DE TARIFS) - DELIBERATION N°62/2015 10° (ET 2°)			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	
12/11/2018	DEC_2018_29	Organisation d'une "biblio-braderie" de livres et disques avec détail des tarifs fixés pour la vente	
ACTIONS EN JUSTICE - DELIBERATION N°62/2015 16°			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	REPRESENTANT DE LA COMMUNE
02/11/2018	DEC_2018_27	Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune dans le cadre d'une requête auprès du Tribunal Administratif de Dijon présentée par M Dominique MICHEL dans le cadre d'un recours en annulation de titres exécutoires.	Maître Dorothee DUFFAUD Avocate au barreau de Lyon
02/11/2018	DEC_2018_28	Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune dans le cadre d'une requête auprès du Tribunal Administratif de Dijon présentée par Mme Saliha M'PIAYI dans le cadre d'un recours en annulation d'un titre exécutoire.	Maître Dorothee DUFFAUD Avocate au barreau de Lyon
DEMANDE DE SUBVENTIONS A L'ETAT ET A D'AUTRES COLLECTIVITES TERRITORIALES - DELIBERATION N°62/2015 26°			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	MONTANT EN EUROS

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_118

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

AVIS SUR LES AUTORISATIONS D'OUVERTURES DOMINICALES 2019 POUR LES COMMERCE DE DÉTAIL EMPLOYANT DES SALARIÉS

Les commerces de détail employant des salariés doivent respecter la règle du repos dominical. Cependant le code du travail donne compétence au maire pour déroger à cette règle sur la base de cinq dimanches, après l'avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressés et sous réserve des dispositions préfectorales concernant certains commerces.

La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi « MACRON », a apporté des modifications à ce dispositif en portant à douze au lieu de cinq le nombre maximum de dimanches pour lesquels le repos hebdomadaire pourrait être supprimé.

Par ailleurs, elle prévoit de solliciter l'avis du conseil municipal préalablement à la décision du maire, et ce avant le 31 décembre pour l'année suivante. Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre.

Depuis de nombreuses années, l'ensemble des communes de l'agglomération dijonnaise se concertent pour harmoniser les dates avec pour objectifs, la cohérence territoriale, la communication claire auprès du public et l'adéquation entre les enjeux économiques et les enjeux sociaux.

C'est dans ce cadre, au regard des demandes des établissements commerciaux, après

organisation par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte-d'Or de la concertation des représentants des pôles commerciaux de Dijon Métropole, et en tenant compte de la consultation des organisations des partenaires sociaux d'employeurs de salariés que le conseil de Dijon Métropole s'est prononcé le 29 novembre 2018 sur les demandes de dérogations au repos dominical 2019, à savoir, sur les douze dimanches sollicités :

- S'agissant des commerces de détail, les 13 janvier, 30 juin, 15, 22 et 29 décembre 2019 qui correspondent à des hausses de consommation exceptionnelles nécessitant une organisation et une logistique en adéquation avec les demandes des usagers, aux premiers dimanches des soldes d'hiver et d'été, et aux dimanches de décembre des fêtes de fin d'année,

- S'agissant de la branche automobile, les 20 janvier, 17 mars, 16 juin, 15 septembre et 13 octobre 2019.

Vu les articles L 3132-26 et R 3132-21 du Code du Travail,

Vu l'avis du Conseil de Dijon Métropole du 29 novembre 2018,

Vu l'avis de la Commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'émettre, conformément à l'exposé ci-dessus, un avis favorable de dérogation au repos dominical :

- de cinq dimanches pour les commerces de détail, à savoir les dimanches 13 janvier, 30 juin, 15, 22 et 29 décembre 2019,

- de cinq dimanches pour la branche automobile, à savoir les dimanches 20 janvier, 17 mars, 16 juin, 15 septembre et 13 octobre 2019.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_119

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CESSION DE TROIS PARCELLES FONCIÈRES EN CLOS DU ROY – AUTORISATION DE SIGNATURE

Les parcelles cadastrées sections AB n°327, n°328 et n°329 d'une superficie de l'ordre de 1 743 m2 situées en Clos du Roy et appartenant au domaine privé de la commune de Chenôve ne sont actuellement pas valorisées au vu de leur enclavement qui rend difficile tout projet d'aménagement.

Compte tenu du caractère viticole de ces parcelles, il est proposé d'autoriser leur cession à M. Laurent FOURNIER, viticulteur à Marsannay-la-Côte exploitant la parcelle AB n°330 les jouxtant, qui en a fait la demande par courrier en date du 9 février 2018.

La valeur du bien est évaluée à 14 000 euros hors taxes par France Domaine. Au vu de l'état de friche des parcelles concernées et des travaux préalables nécessaires à la plantation de vignes, cette cession pourrait être consentie pour un montant de 13 000 euros hors taxes.

Les frais de géomètre nécessaires pour cette opération seront à la charge de la commune, les frais notariés étant pris en charge par l'acquéreur.

Vu l'avis du Domaine en date du 8 août 2018,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession des parcelles cadastrées sections AB n°327, n°328, n°329, à Monsieur Laurent FOURNIER demeurant 29 rue du château à Marsannay-La-Côte, aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant et tout acte préalable nécessaire afin d'engager les parties avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Projet de cession de trois parcelles en Clos du Roy

Envoyé en préfecture le 19/12/2018
Reçu en préfecture le 19/12/2018
Affiché le 19/12/2018



ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_119-DE



Parcelles communales AB 327, 328 et 329 mises en vente

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_120

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONVENTIONS D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES (TFPB) – AVENANT N° 1

Dès lors qu'un contrat de ville est signé, la loi de finances 2015 prévoit un abattement de 30% sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les logements à loyer modéré situés dans les quartiers prioritaires. Cet abattement doit permettre aux bailleurs de compenser partiellement les surcoûts de gestion liés aux besoins spécifiques de ces quartiers.

Concernant le quartier du Mail, quatre bailleurs sont concernés : Orvitis, Grand Dijon Habitat, Habellis (ex-Villéo) et SCIC Habitat Bourgogne.

Il est rappelé que, par délibération du 7 novembre 2016, le Conseil municipal a approuvé les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB et autorisé Monsieur le Maire à signer ces conventions avec les quatre bailleurs concernés pour la période 2016-2018.

Les actions conduites par les bailleurs au titre des conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB s'inscrivent dans le cadre de la démarche de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) animée par la collectivité et participent à l'atteinte des objectifs fixés dans le pilier cadre de vie et renouvellement urbain du contrat de ville de Dijon Métropole.

A Chenôve, cet abattement de TFPB concerne 1 598 logements et représente, en 2019, un montant total de 372 599 euros répartis de la manière suivante :

Bailleur	Nombre de logements concernés par l'abattement de TFPB	Montant prév. de l'abattement de TFPB 2019	Montant prév. des dépenses valorisées au titre de l'abattement de TFPB 2019
Orvitis	940	208 181 €	208 400 €
Grand Dijon Habitat	402	100 079 €	113 382 €
Habellis	169	39 400 €	70 900 €
SCIC Habitat Bourg.	87	24 939 €	43 468 €
TOTAL	1 598	372 599 €	436 150 €

La nature des actions valorisées dans le cadre de l'abattement de TFPB varie d'un bailleur à l'autre, chacun possédant une organisation et des modalités d'intervention particulières. Néanmoins, les actions conduites dans ce cadre se répartissent selon les axes suivants :

- renforcement de la présence du personnel de proximité
- formation/soutien des personnels de proximité,
- sur-entretien,
- gestion des déchets et des encombrants,
- tranquillité résidentielle,
- concertation/sensibilisation des locataires,
- animation, lien social, vivre ensemble,
- petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Il convient de noter que le montant prévisionnel des dépenses valorisées de 436 150 euros est supérieur au montant prévisionnel de l'abattement (+17%).

Compte tenu de ces éléments et afin de faire correspondre la durée de ces conventions à la durée du contrat de ville dont elles sont une annexe, il est proposé de proroger les conventions actuelles pour les années 2019 et 2020.

Vu les projets d'avenants n° 1 joints en annexe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 4 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les avenants n°1 aux conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur la propriété bâtie joints au présent rapport,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer ces avenants,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Contrat de ville 2015 • 2020

Convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe
Foncière sur les Propriétés Bâties

Avenant n°1

Quartier Le Mail – Chenôte

GRAND DIJON HABITAT



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



**Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la
Politique de la Ville à Chenôve
Bailleur : GRAND DIJON HABITAT**

Préambule

Les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB pour les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville ont été signées le 30 décembre 2016 pour chaque bailleur à l'échelle de chacun des cinq quartiers de Dijon métropole. Elles sont des annexes du contrat de ville 2015-2020 de Dijon métropole.

Pour le quartier Le mail, le bailleur Grand Dijon Habitat a présenté aux signataires le bilan de la mise en œuvre des actions prévues à l'article 2 les 26 avril 2017 et 6 juillet 2018. Les actions portent principalement sur les thèmes suivants :

- Renforcement des personnels de proximité
- Sur-entretien
- Tranquillité résidentielle
- Remise en état des logements

L'objet du présent avenant est de proroger les conventions actuelles pour les années 2019 et 2020, afin de correspondre à la durée du contrat de ville, dont elles sont une annexe.

Article 1^{er}

La convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour le quartier Le Mail à Chenôve est prorogée pour les années 2019 et 2020.

Le plan d'action prévisionnel pour l'année 2019 est joint au présent avenant.

Article 2

Les autres articles demeurent inchangés.

Abattement TFPB

Tableau de présentation du prévisionnel des actions 2019

Année(s) : 2019

Ville : CHENOVE

Quartier prioritaire : Le Mail

Organisme : GRAND DUON HABITAT

Montant prévisionnel de l'abattement 2019 : 100 079 €

Nombre de logements « QPV » : 416

Nombre de logements « QPV » soumis TFPB : 402

Axes	Actions	Calendrier	Dépenses prévisionnelles	Financement bailleur	Autres financements	Dépenses prévisionnelles valorisées TFPB	Taux de valorisation TFPB	Dépenses prévisionnelles valorisées TFPB 2019	Observations 2019
Renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à présence dans patrimoine hors QPV)	Renforcement du gardiennage et surveillance								1. chargée de développement social urbain participant à l'élaboration, à la mise en œuvre d'actions transversales sur site avec les locataires, les associations (ex : sensibilisation aux éco-gestes, chantiers éducatifs avec les jeunes des quartiers ...) et les collectivités locales (diagnostic en marchant, CLS ...). Ses interventions en appui des équipes de proximité se situent pour l'essentiel en QPV. Il a été retenu 85 % de leur rémunération sur les QPV, 12 % étant affectés au quartier du Mail à Chénove
	Agents de médiation sociale								
	Agents de développement social et urbain		4 390 €	4 390 €		4 390 €	100,00%	4 390 €	
	Coordonnateur him de la gestion de proximité								
Formation/soutien des personnels de proximité	Référents sécurité								ce sur-entretien des parties communes et des abords a très peu d'impact financier pour l'office puisque plus de 90 % de ces dépenses sont récupérables auprès des locataires. La propreté est néanmoins un axe majeur de l'amélioration de la qualité de service que GRAND DUON HABITAT souhaite apporter à ces locataires. Pour améliorer ce service, GRAND DUON HABITAT a revu ses marchés de nettoyage et renforcé son organisation en proximité avec la création d'un poste « Responsable cadre de vie » pour un meilleur contrôle des prestations. La fréquence des interventions des entreprises en QPV est ajustée avec un nettoyage quotidien des parties communes. Des actions de sensibilisation au respect des communs sont par ailleurs menées par l'office.
	Formations spécifiques (relation client, gestion des conflits, compréhension du fonctionnement social...)								
	Sessions de coordination inter-acteurs								
	Dispositifs de soutien								
Sur-entretien	Renforcement nettoyage vandalisme/incivilité								Un peintre de la régie est affecté aux QPV pour la remise en état des parties communes (salaire réparti au prorata des logements de chaque QPV), 10 % de son temps sur ce quartier.
	Enlèvement de tags et graffitis		3 412 €	3 412 €		3 412 €	100,00%	3 412 €	
	Renforcement maintenance équipements et amélioration des délais d'intervention								
	Réparations des équipements vandalisés (ascenseurs...)		9 600 €	9 600 €		9 600 €	100,00%	9 600 €	
Gestion des déchets et encombrants / épaves	Gestion des encombrants		10 502 €	10 502 €		10 502 €	100,00%	10 502 €	Prestation assurée par l'entreprise « Entretien Dijonnais » avec interventions spécifiques dans les QPV
	Renforcement ramassage papiers et détritus								
	Enlèvement des épaves								
	Amélioration de la collecte des déchets								
Tranquillité résidentielle	Dispositif tranquillité		21 302 €	21 302 €		21 302 €	100,00%	21 302 €	Coût du dispositif des agents de médiation (AGDM)
	Vidéosurveillance (fonctionnement)								
	Surveillance des chantiers								
	Analyse des besoins en vidéosurveillance								
Concertation / sensibilisation des locataires	Participation/implication/formation des locataires et associations de locataires								Actions s'inscrivant dans le cadre des missions DSU et par conséquent déjà pris en compte dans l'axe « renforcement du personnel de proximité »
	Dispositifs spécifiques à la sensibilisation à la maîtrise des charges, collecte sélective, nouveaux usages, gestes éco-citoyens...								
	Enquêtes de satisfaction territorialisées								

Abattement TFPB

Tableau de présentation du prévisionnel des actions 2019

Année(s) : 2019

Ville : CHENOVE

Quartier prioritaire : Le Mail

Organisme : GRAND DUON HABITAT

Montant prévisionnel de l'abattement 2019 : 100 079 €

Nombre de logements « QPV » : 416

Nombre de logements « QPV » soumis TFPB : 402

Axes	Actions	Calendrier	Dépenses prévisionnelles	Financement bailleur	Autres financements	Dépenses prévisionnelles valorisées TFPB	Taux de valorisation TFPB	Dépenses prévisionnelles valorisées TFPB 2019	Observations 2019
Animation, lien social, vivre ensemble	Soutien aux actions favorisant le « vivre ensemble »		500 €	500 €		500 €	100,00%	500 €	Actions s'inscrivant dans le cadre des missions DSU et par conséquent déjà pris en compte dans l'axe « renforcement du personnel de proximité » + fournitures, matériel mis à disposition pour la « Fête des voisins ».
	Actions d'accompagnement social spécifiques : CESF...		3 676 €	3 676 €		3 676 €	100,00%	3 676 €	2 collaboratrices sur une mission d'intervention sociale chargées de diagnostiquer, conseiller, orienter les familles cumulant des difficultés financières, sociales et/ou comportementales ; elles peuvent être amenées à assurer un rôle de médiation avec le voisinage il a été affecté 70 % leur rémunération sur les QPV.
	Services spécifiques aux locataires (Ex : portage de courses en cas de pannes d'ascenseurs)								Actions s'inscrivant dans le cadre des missions DSU et par conséquent déjà pris en compte dans l'axe « renforcement du personnel de proximité ». Ces actions sont menées en partenariat notamment avec des associations (ACODEGE, UNICITE ...) et des collectivités locales. Le coût des chantiers éducatifs pour GRAND DUON HABITAT reste limité. En effet, l'office mobilise ses équipes (proximité et DSU) pour accompagner ou venir en appui, met à disposition fournitures et matériel mais l'encadrement des jeunes est assuré par les associations partenaires du projet.
	Actions d'insertion (chantiers jeunes, chantiers d'insertion)								
	Mise à disposition de locaux associatifs ou de services								
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU)	Petits travaux d'amélioration du cadre de vie (éclairage, sécurisation abords, résidentialisation, signalétique...)								
	Maintenance des parties communes et abords								
	Surcoûts de remise en état des logements		60 000 €	60 000 €		60 000 €	100,00%	60 000 €	La remise en état des logements situés en QPV est essentiel pour relouer à des ménages porteurs de mixité et ainsi préserver voire améliorer l'équilibre de peuplement de ces quartiers.
	Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicodes, Vigik...)								
FONCTIONNEMENT			113 382 €	113 382 €	0 €	113 382 €	100%	113 383 €	

INVESTISSEMENTS :									
	Coûts immobilisés de remise en état des logements								
INVESTISSEMENT									
TOTAL			113 382 €	113 382 €	0 €	113 382 €			

Fait à Dijon, le

Pour l'Etat, le Préfet,
délégué territorial de l'ANRU

Pour Dijon métropole,
le Président,

Bernard SCHMELTZ

François REBSAMEN

Pour la Commune de CHENOVE,
le Maire,

Pour GRAND DIJON HABITAT
le Directeur Général,

Jean-François MACAIGNE

Thierry FALCONNET



Contrat de ville 2015 • 2020

Convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe
Foncière sur les Propriétés Bâties

Avenant n°1

Quartier Le Mail – Chenôte

HABELLIS



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



**Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la
Politique de la Ville à Chenôve
Bailleur : HABELLIS**

Préambule

Les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB pour les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville ont été signées le 30 décembre 2016 pour chaque bailleur à l'échelle de chacun des cinq quartiers de Dijon métropole. Elles sont des annexes du contrat de ville 2015-2020 de Dijon métropole.

Pour le quartier Le mail, le bailleur Habellis a présenté aux signataires le bilan de la mise en œuvre des actions prévues à l'article 2 les 26 avril 2017 et 29 juin 2018. Les actions portent principalement sur les thèmes suivants :

- Renforcement des personnels de proximité
- Sur-entretien
- Tranquillité résidentielle
- Remise en état des logements

L'objet du présent avenant est de proroger les conventions actuelles pour les années 2019 et 2020, afin de correspondre à la durée du contrat de ville, dont elles sont une annexe.

Article 1^{er}

La convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour le quartier Le Mail à Chenôve est prorogée pour les années 2019 et 2020.

Le plan d'action prévisionnel pour l'année 2019 est joint au présent avenant.

Article 2

Les autres articles demeurent inchangés.

EPQ	Communes	OPV	Axe	Action	Action détaillée	Type d'action	Période	Dépense Prévisionnelle
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	1. Renforcement de la présence du personnel de proximité	1.2 Agents de médiation sociale	30% du temps dédié à ce secteur. Il intervient sur les conflits de voisinage, les attroupements des jeunes dans les entrées..., la tranquillité	Actions spécifiques aux quartiers	2019	15000
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	1. Renforcement de la présence du personnel de proximité	1.7 Autres actions spécifiques aux quartiers	20% du temps d'une accompagnatrice sociale dédié à ce secteur. Elle vient en appui des familles les plus fragiles.	Actions spécifiques aux quartiers	2019	10000
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	2. Formation/soutien des personnels de proximité	2.2 Sessions de coordination inter-acteurs	Mise en place système anti pigeons	Actions spécifiques aux quartiers	2019	5000
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	3. Sur-entretien	3.3 Renforcement maintenance équipements et amélioration des délais d'intervention	10 % du temps d'un agent de maintenance dédié à ce secteur qui intervient sur les situations les plus urgentes pour éviter la surenchère dans les dégradations.	Renforcement des moyens de gestion de droit commun	2019	4000
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	4. Gestion des déchets et encombrants / épaves	4.3 Enlèvement des épaves	Démarche qui s'inscrit dans la durée.	Actions spécifiques aux quartiers	2019	500
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	4. Gestion des déchets et encombrants / épaves	4.1 Gestion des encombrants	Démarche qui s'inscrit dans la durée.	Actions spécifiques aux quartiers	2019	2000
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	5. Tranquillité résidentielle	5.1 Dispositif tranquillité	Participation au dispositif "Grand Dijon Médiation"	Actions spécifiques aux quartiers	2019	7000
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	6. Concertation/sensibilisation des locataires	6.3 Enquêtes de satisfaction	Enquêtes réalisées tous les ans	Actions spécifiques aux quartiers	2019	300
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	7. Animation, lien social, vivre ensemble	7.2 Actions d'accompagnement social spécifiques	Participation coupons sports OMS de Chenôve.	Actions spécifiques aux quartiers	2019	600
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	7. Animation, lien social, vivre ensemble	7.1 Soutien aux actions favorisant le "vivre ensemble"	Opération "donne moi la main" en le JDA basket	Actions spécifiques aux quartiers	2019	1500
Dijon Métropole	Chenôve	Le Mail	8. Petits travaux d'amélioration de la qualité de service	8.2 Surcoûts de remise en état des logements	Estimation pour 15 logements/an	Renforcement des moyens de gestion de droit commun	2019	25000
Total								70900
Nb de logements								169
Montant prév abatement								39400

Fait à Dijon, le

Pour l'Etat, le Préfet,
délégué territorial de l'ANRU

Pour Dijon métropole,
le Président,

Bernard SCHMELTZ

François REBSAMEN

Pour la Commune de CHENOVE,
le Maire,

Pour HABELLIS
la Directrice Générale,

Béatrice GAULARD

Thierry FALCONNET



Contrat de ville 2015 • 2020

Convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe
Foncière sur les Propriétés Bâties

Avenant n°1

Quartier Le Mail – Chenôve

SCIC HABITAT BOURGOGNE

**Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la
Politique de la Ville à Chenôve
Bailleur : SCIC HABITAT BOURGOGNE**

Préambule

Les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB pour les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville ont été signées le 30 décembre 2016 pour chaque bailleur à l'échelle de chacun des cinq quartiers de Dijon métropole. Elles sont des annexes du contrat de ville 2015-2020 de Dijon métropole.

Pour le quartier Le mail, le bailleur SCIC Habitat Bourgogne a présenté aux signataires le bilan de la mise en œuvre des actions prévues à l'article 2 les 22 mai 2017 et 29 juin 2018. Les actions portent principalement sur les thèmes suivants :

- Renforcement des personnels de proximité
- Sur-entretien
- Tranquillité résidentielle
- Remise en état des logements

L'objet du présent avenant est de proroger les conventions actuelles pour les années 2019 et 2020, afin de correspondre à la durée du contrat de ville, dont elles sont une annexe.

Article 1^{er}

La convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour le quartier Le Mail à Chenôve est prorogée pour les années 2019 et 2020.

Le plan d'action prévisionnel pour l'année 2019 est joint au présent avenant.

Article 2

Les autres articles demeurent inchangés.

[illegible]

Fait à Dijon, le

Pour l'Etat, le Préfet,
délégué territorial de l'ANRU

Pour Dijon métropole,
le Président,

Bernard SCHMELTZ

François REBSAMEN

Pour la Commune de CHENOVE,
le Maire,

Pour SCIC HABITAT BOURGOGNE
la Directrice Générale,

Thierry FALCONNET

Dominique CHAUVET



Contrat de ville 2015 • 2020

Convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe
Foncière sur les Propriétés Bâties

Avenant n°1

Quartier Le Mail - Chenôve

ORVITIS



**Convention d'utilisation de l'abattement de TFPB dans les quartiers prioritaires de la
Politique de la Ville à Chenôve
Bailleur : ORVITIS**

Préambule

Les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB pour les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville ont été signées le 30 décembre 2016 pour chaque bailleur à l'échelle de chacun des cinq quartiers de Dijon métropole. Elles sont des annexes du contrat de ville 2015-2020 de Dijon métropole.

Pour le quartier Le mail, le bailleur Orvitis a présenté aux signataires le bilan de la mise en œuvre des actions prévues à l'article 2 les 26 avril 2017 et 25 juin 2018. Les actions portent principalement sur les thèmes suivants :

- Renforcement des personnels de proximité
- Sur-entretien
- Tranquillité résidentielle
- Remise en état des logements

L'objet du présent avenant est de proroger les conventions actuelles pour les années 2019 et 2020, afin de correspondre à la durée du contrat de ville, dont elles sont une annexe.

Article 1^{er}

La convention d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour le quartier Le Mail à Chenôve est prorogée pour les années 2019 et 2020.

Le plan d'action prévisionnel pour l'année 2019 est joint au présent avenant.

Article 2

Les autres articles demeurent inchangés.

Tableau de présentation des programmes d'actions liés à l'abattement de TFPB

REEL

Année(s) : 2017
Année(s) : 2019
Organisme : ORVITIS

Ville : CHENOVE
Quartier prioritaire : Le mail
Nombre de logements dans le quartier :
Montant de l'abattement annuel : 205 142€
Nombre de logements « QPV » : 975 et 1087 avec les équivalences logements des foyers
Montant de l'abattement prévisionnel 2019: 208 181€
Nombre de logements « QPV » soumis TFPB : 940 et 1052 avec les équivalences logements des foyers

Axes	Actions	Prévisionnel 2019	Dépense réelle 2017	Observations 2017 Observations 2019
Renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à présence dans patrimoine hors QPV)	Renforcement du gardiennage et surveillance	30 000 €	29 149 €	0,3 ETP Accompagnement supplémentaire en interne - 0,5 ETP
	Agents de médiation sociale	20 500 €	4 451 €	
	Agents de développement social et urbain			
	Coordonnateur him de la gestion de proximité	13 300 €	13 269 €	
Formation/soutien des personnels de proximité	Références sécurité	6 000 €		Sur-effectif des chargés de parcours résidentiel suite à la réorganisation 2017, soit 0,35 ETP supplémentaire 10% de M. S. Hot Gestion des conflits et nouveau médiateur
	Formations spécifiques (relation client, gestion des conflits, compréhension du fonctionnement social...)	6 000 €	3 000 €	
	Sessions de coordination inter-acteurs			
	Dispositifs de soutien			
Sur-entretien	Renforcement nettoyage : vandalisme/incivilité	2 300 €	2 188 €	Sur-entretien nettoyage en non récupérable 4 bâtiments (G Sand, Estaimier, 10 Renan, LLM)
	Enlèvement de tags et graffitis	1 000 €		
	Renforcement maintenance équipements et amélioration des délais d'intervention	6 000 €	5 959 €	
	Réparations des équipements vandalisés (ascenseurs, éclairage, serrurerie...)	3 000 €	0 €	
Gestion des déchets et encombrants / épaves	Gestion des encombrants	3 000 €	3 000 €	Pas de sur-entretien des ascenseurs en non récupérable
	Renforcement ramassage papiers et détritus			
	Enlèvement des épaves			
	Amélioration de la collecte des déchets	0 €	48 703 €	
Tranquillité résidentielle	Dispositif tranquillité	3 400 €	3 326 €	Participation au dispositif "Association Grand Dijon Médiation"
	Vidéosurveillance (fonctionnement)			
	Surveillance des chantiers			
	Analyse des besoins en vidéosurveillance	5 000 €		
Concertation / sensibilisation des locataires	Participation/implication/formatio des locataires et associations de locataires	500 €	4 000 €	Fonctionnement de l'atelier locataire piquetterie cacaahuette (atelier locataire) Campagne sensibilisation sur les éco-gestes pour 2019 et accompagnement Ista sur les plus gros consommateurs d'eau
	Dispositifs spécifiques à la sensibilisation à la maîtrise des charges, collecte sélective, nouveaux usages, gestes éco-citoyens...	8 000 €		
	Enquêtes de satisfaction territorialisées			
	Soutien aux actions favorisant le « vivre ensemble »			
Animation, lien social, vivre ensemble	Soutien aux actions favorisant le « vivre ensemble »	3 400 €	3 320 €	Participation à l'insertion par le Sport avec l'OMS de Chenôve
	Soutien aux actions favorisant le « vivre ensemble »			
	Actions d'accompagnement social spécifiques	5 000 €	10 915 €	
	Services spécifiques aux locataires (Ex : portage de courses en cas de pannes d'ascenseurs)			
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU)	Actions d'insertion (chantiers jeunes, chantiers d'insertion)			Sur-effectif des travailleurs sociaux et sur-effectif pour l'accompagnement de la démolition du 12 Renan, soit 0,3 ETP Pour 2019 - annulation les TS
	Mise à disposition de locaux associatifs ou de services			
	Petits travaux d'amélioration du cadre de vie (éclairage, sécurisation abords, résidentialisation, signalétique...)			
	Maintenance des parties communes et abords	21 000 €	20 568 €	
	Surcoûts de remise en état des logements	71 000 €	63 764 €	Dépenses non récupérables dédiées à la qualité de service Sur-entretien
	Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicodes, Vigik...)			
		208 400 €	215 712 €	

Fait à Dijon, le

Pour l'Etat, le Préfet,
délégué territorial de l'ANRU

Pour Dijon métropole,
le Président,

Bernard SCHMELTZ

François REBSAMEN

Pour la Commune de CHENOVE,
le Maire,

Pour ORVITIS
le Directeur Général,

Thierry FALCONNET

Christophe BERION

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_121

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

PIROUETTE CACAHUÈTE – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE AVEC LA VILLE - 2019/2021

Association d'éducation à l'environnement et au développement durable, Pirouette Cacahuète a pour objectif d'inciter les enfants, les adultes et les familles à prendre conscience et à être acteur de leur cadre de vie en animant des temps de rencontre ou des lieux dans un esprit ludique, concret et participatif.

Il est rappelé que le conseil municipal a autorisé, par délibération du 14 décembre 2015, la signature d'une convention d'objectifs avec l'association pour la période 2016-2018.

Dans le cadre de cette convention, l'association a organisé en lien avec les services de la commune plus de 400 demi-journées d'animation qui ont concernées plus de 5.300 personnes au cours de ces trois années :

- réalisation d'aménagements (jardin du Mail, arbres tricotés, coin de nature...),
- animations sur le parc urbain (Café Pirouette, jardin du Mail, Kermesse au jardin...),
- animations dans les écoles et les centres de loisirs (« Je composte dans mon école », coin de nature, semaines thématiques, jardin pédagogique...),
- participation aux actions initiées par la collectivité (Nouvelles Activités Périscolaires, mardis de l'été, ateliers du mercredi, semaine bleue...).
- formation d'animateurs municipaux (compostage, rituels en crèche, Pass' jardin...),
- mise à disposition d'outils pédagogiques.

Au cours de la période 2016-2018, ces actions conduites sur le territoire communal représentent un coût total de 276.047 euros dont 125.000 euros versés par la Ville de

Chenôve (45 %).

La convention 2016-2018 arrivant à échéance le 31 décembre 2018, il est proposé de conclure une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2019-2021.

Dans la continuité des actions conduites au cours des trois dernières années, le programme d'actions proposé répond aux enjeux environnementaux métropolitains (PLUi-HD) et participe, à l'échelle du territoire communal, à la mise en œuvre des orientations municipales notamment en matière de développement durable, d'éducation à l'environnement et de gestion urbaine et sociale de proximité.

Contribuant à l'amélioration du cadre de vie des Chenevelières et des Cheneveliers, les actions s'articuleront autour de deux volets majeurs :

- la conception et la réalisation d'aménagements participatifs répondant aux priorités municipales (promenades végétalisées, îlots de fraîcheur...),
- la conduite de projets pédagogiques avec les écoles, les centres de loisirs et la poursuite de la formation des animateurs à l'environnement.

Au titre de cette nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2021, le montant annuel de la subvention attribuée à l'association Pirouette Cacahuète, évalué à 40.000 €, fera l'objet chaque année d'une délibération du conseil municipal dans le cadre du vote du budget primitif.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 4 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la convention jointe à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

24 POUR

2 CONTRE :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL

1 ABSTENTION :

M. FOUAD

Envoyé en préfecture le 19/12/2018

Reçu en préfecture le 19/12/2018

Affiché le 19/12/2018

ID : 021-212101661-20181217-DEL_2018_121-DE

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 19/12/2018

Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Convention d'objectifs pluriannuelle entre la Ville de Chenôve et l'Association Pirouette Cacahuète

Convention d'objectifs pluriannuelle

Entre la Ville de Chenôve
2, place Pierre Meunier 21303 Chenôve
Tél : 03 80 51 55 00
Code APE : 751A - N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16
Représentée par son Maire M. Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 17 décembre 2018

ET

L'association Pirouette Cacahuète
Siège social : 10 rue Lamartine – 21300 Chenôve
Tél : 03 80 45 92 23
Code APE : 9499Z - N° Siret : 452714900 00056
Représentée par Cécile ARTALE, Directrice,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Principes généraux

Tout en pratiquant une véritable politique volontariste de soutien aux associations, la ville de Chenôve veille tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui constituent le fondement de la vie associative. A cette fin, la ville accorde une attention particulière à l'action des associations qui ont pour objectifs essentiels l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice de la responsabilité et de la citoyenneté.

Références aux objectifs généraux des politiques publiques dans lesquels s'inscrit la convention.

La ville de Chenôve s'est engagée en 2011 dans une première démarche formalisée de Développement Durable.

Le premier programme d'action 2012-2015 (Agenda 21) s'est en particulier articulé autour des objectifs du renouvellement urbain, de la création du centre-ville, d'exemplarité de la ville, de protection du plateau, et de sensibilisation des habitants aux thématiques de l'environnement.

Aujourd'hui, la ville construit sa nouvelle stratégie de développement durable afin de poursuivre et de renforcer ces thématiques et de les lier aux politiques structurantes menées par la ville et la métropole.

Engagée depuis 2005, la politique de renouvellement urbain du quartier du mail entre dans son deuxième programme et nécessite un accompagnement des habitants dans leur compréhension des évolutions en œuvre, et dans l'évolution des modes de vie. Depuis 2008, la ville de Chenôve s'est dotée d'un outil visant à améliorer le cadre de vie de ses habitants : la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP). La démarche de GUSP représente l'un des éléments clés permettant la réussite de la mutation urbaine et culturelle du quartier du Mail, engendrée par le Programme de Rénovation Urbaine et la création du centre-ville. L'objectif est d'améliorer le cadre et les conditions de vie des habitants du quartier du Mail en poursuivant une démarche opérationnelle de développement social et urbain, participative et concertée.

La ville souhaite promouvoir la participation des habitants dans la définition et la conduite des projets et opérations qu'elle conduit sur le territoire communal.

L'Association Pirouette Cacahuète est une association d'éducation à l'environnement et au Développement Durable, également organisme de formation, reconnue au niveau régional.

Depuis 2006, l'Association expérimente en Bourgogne avec différents acteurs (bailleurs sociaux, structures socio-culturelles, collectivités, organismes d'éducation à l'environnement, financeurs) de nombreuses actions pour permettre à tous les publics de mieux comprendre leur environnement proche (du foyer au quartier, de la ville à la nature environnante) et d'y agir de façon concrète.

L'Association Pirouette Cacahuète a pour objectif d'expérimenter des projets innovants et de travailler avec le territoire qui l'accueille à l'implication et la participation des habitants dans la vie de leur territoire en apportant une meilleure connaissance du territoire, en favorisant la biodiversité et en accompagnant le changement vers des modes de vie plus durables.

Pour cela, l'Association adapte sa démarche :

- en allant à la rencontre des publics (pieds d'immeuble, commerces, écoles, centres de loisirs, lieux de travail...),
- en s'attachant à créer une relation conviviale permettant à chacun de se sentir connu et reconnu, à favoriser la rencontre et l'échange des savoirs entre tous,
- en proposant dans ses activités des approches pédagogiques et des formes variées et en créant des outils et démarches pédagogiques permettant au public d'acquérir des connaissances dans le plaisir et l'échange, ainsi qu'une vision globale du développement durable,
- en favorisant les démarches participatives et les moments festifs afin d'accélérer la création d'une histoire commune des acteurs d'un quartier ou d'une petite ville.

L'objectif de l'Association sur la ville de Chenôve répond aux enjeux de la Métropole (PLUi-HD, PADD) et de la Ville (Stratégie Développement Durable, PEG, ABS) dans le sens de la démarche globale de Développement Durable :

- objectifs environnementaux :
 - augmenter la biodiversité urbaine,
 - favoriser les mobilités douces,
 - réduire les îlots de chaleur,
 - renforcer les corridors écologiques,
 - reconnecter les habitants à la nature,
- objectifs éducatifs
 - faire acquérir aux habitants des connaissances sur la biodiversité locale et ses enjeux,
 - favoriser l'éducation à l'environnement dans les structures éducatives,
- objectifs sociaux :
 - impliquer les habitants dans l'amélioration de leur cadre de vie,
 - favoriser les échanges entre les différents quartiers,
 - proposer un projet fédérateur à un grand nombre d'acteurs de la Ville.

Les motifs de la convention

L'Association représente ainsi pour la ville de Chenôve un partenaire associé à la réalisation de sa politique de Développement Durable au sens large. L'action quotidienne de l'Association sur le territoire communal permettra un renforcement, une optimisation et une intensification des actions favorisant le lien de la population au territoire, et de développer des complémentarités et des synergies avec la ville et les acteurs du territoire.

La Ville de Chenôve permet donc à l'Association de poursuivre et développer son projet associatif à l'échelle du territoire communal.

Il convient de fixer un cadre partenarial prenant en compte le cadre juridique national et européen relatif aux relations entre les pouvoirs publics et les associations (circulaire du 18 janvier 2010).

Article 1^{er}

Objet de la convention

Par la présente convention l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politiques publiques mentionnées au préambule, le cadre d'actions mentionné à l'annexe 1. Cette convention d'objectifs a pour but de définir les objectifs, les conditions de mise en œuvre et les moyens alloués à l'Association.

Dans ce cadre et sous réserve de leur évaluation, la ville de Chenôve contribue financièrement à ces actions et n'attend aucune contrepartie directe à cette contribution.

Article 2

Finalités et objectifs

L'Association travaillera sur le territoire communal selon les axes suivants :

1. implication des habitants dans la vie de leur territoire et valorisation des atouts de la ville de Chenôve auprès de ses habitants et de ceux de la région :
 - développer des actions favorisant l'appropriation des espaces publics,
 - proposer des projets favorisant le lien social et le sentiment d'appartenance au territoire,
 - créer des temps et des lieux permettant aux habitants de vivre des activités communes,
2. évolution des modes de vie : vers des comportements plus économes, plus responsables (en faveur de l'environnement, de la santé...) :
 - concevoir et animer des projets pédagogiques avec les écoles et centres de loisirs en lien avec les aménagements participatifs,
 - mobiliser et faire adhérer les habitants autour de thématiques environnementales,
 - apporter une meilleure connaissance aux habitants du patrimoine naturel,
 - créer des lieux et des temps attrayants,
3. développement et essaimage de programmes pédagogiques :
 - participer à la montée en compétence des équipes éducatives de la ville sur les questions de développement durable,
 - proposer un centre de ressources pédagogiques pour les professionnels favorisant l'utilisation d'outils innovants sur les questions de développement durable.

Article 3

Durée de la convention

Cette convention est conclue pour une période de trois années, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021.

Article 4

Conditions de détermination du coût de l'action

4.1. Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action. Le budget prévisionnel des programmes d'actions indique les coûts éligibles à la contribution financière de la ville de Chenôve, établis en conformité avec les règles définies à l'article 4.2, et l'ensemble des produits affectés.

4.2. Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme, à savoir notamment :

- tous les frais directement liés à la mise en œuvre de l'action et dépensés par l'Association,
- une part des frais de fonctionnement de l'Association (salaires, loyer, assurances, frais administratifs, amortissement du matériel...) établie en fonction du nombre de jours de travail imputés sur le projet sur une base forfaitaire journalière calculée chaque année lors de l'établissement du budget annuel. Chaque fin d'année, ce coût sera réajusté en fonction de la réalité des comptes de l'Association.

4.3 Lors de la mise en œuvre des actions, l'Association peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges ou de produits. La programmation des actions seront co-construites chaque année n-1. Un programme prévisionnel d'actions sera établi et budgété. Néanmoins, l'Association bénéficiant de nombreux financements ayant des temporalités différentes, chacune des actions ne pourra être validée de façon définitive qu'une fois les co-financements assurés.

Article 5

Conditions de détermination de la contribution financière

Dans le cadre de la présente convention et pour la durée de trois ans, la Ville de Chenôve contribue financièrement pour un montant annuel évalué à 40 000 €.

La contribution financière de la ville de Chenôve n'est applicable que sous réserve des conditions suivantes :

- le vote des crédits par le conseil municipal,
- le respect par l'Association des obligations et des engagements mentionnés aux articles 7, 8 et 9, sans préjudice de l'article 10,
- la vérification par la ville que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.

Article 6

Modalité de versement de la contribution financière

Pour des facilités de gestion, la subvention de fonctionnement sera versée selon deux acomptes de la somme globale selon le calendrier suivant :

- 1^{er} acompte de 50% au plus tard au 28 février de chaque année,

- solde à verser au 1^{er} octobre suite à la réunion de pilotage.

Article 7

Comité de pilotage

Composition

Le Comité de Pilotage sera composé de :

- Monsieur le Maire ou son représentant et quatre élus municipaux désignés par le Maire,
- Monsieur le Président et/ou Madame la directrice de l'Association.

Rôle

Le Comité de Pilotage a pour objet :

- la définition des pistes de travail et des actions qui en découlent dans le cadre des finalités définies,
- la validation de la programmation annuelle prévisionnelle,
- la validation des fiches actions et leurs modalités prévisionnelles de financement,
- le suivi et l'évaluation, qualitatives et quantitatives, des actions conduites.

Périodicité

Le Comité de Pilotage se réunit, au minimum, une fois par an et sur demande de l'une ou l'autre des parties.

Article 8

Suivi de la convention d'objectifs

Un référent élu et un technicien de la ville seront désignés par l'autorité territoriale dans le cadre du suivi de la convention d'objectifs en qualité d'interlocuteurs privilégiés, de personnalités qualifiées compétentes.

Ils pourront prendre tout contact qu'ils jugeront utile avec la directrice de l'Association et pourront être amenés à associer tout autre directeur ou élu en lien avec les objectifs de la convention.

Article 9

Justificatifs

L'Association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice budgétaire les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

- ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions annuel et définis d'un commun accord entre la ville de Chenôve et l'Association. Il est en outre accompagné d'une comptabilité analytique par programme d'actions. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée,
- les comptes annuels et si le seuil des subventions l'exige, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activité.

Article 10

Autres engagements

L'Association, soit communique sans délai à la Ville de Chenôve la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'Association s'engage à mentionner la participation financière de la ville de Chenôve et à faire figurer de manière lisible le logo de la ville de Chenôve dans tous les documents produits au titre de la présente convention. De même, la ville de Chenôve s'engage à citer l'Association, ainsi que ses financeurs le cas échéant, dans la communication relative aux projets communs.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'Association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la ville de Chenôve sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11

Suspension de versement

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de la ville de Chenôve, celle-ci peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Chenôve en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12

Evaluation annuelle

L'Association s'engage à fournir, moins de 3 mois après l'échéance annuelle de la convention, un bilan d'ensemble définitif, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions de l'année.

La ville de Chenôve procède, conjointement avec l'Association, à l'évaluation des conditions de réalisation des programmes d'actions à laquelle elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er} et au préambule de la présente convention et sur l'impact des programmes d'actions ou de l'action au regard de l'intérêt général local.

Article 13

Contrôle de la ville de Chenôve

La ville de Chenôve contrôle à l'issue de chaque programmation annuelle que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre des actions du projet annuel. En cas d'une partie de subvention non utilisée, la Ville de Chenôve peut exiger son remboursement.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la ville de Chenôve, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 10 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 14

Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er} ou plus globalement, l'économie générale de la présente convention.

Article 15

Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous

autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16

Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Dijon.

Fait en trois exemplaires originaux,
A Chenôve, le

Le Maire de CHENOVE

La Directrice de l'Association
Pirouette Cacahuète

Thierry FALCONNET

Cécile ARTALE

Annexe I

Cadre d'actions 2019-2021

L'objectif de l'Association sur la ville de Chenôve répond aux enjeux du PADD) et de la Ville (Stratégie Développement Durable, PEG, ABS) dans le sens de la démarche globale de Développement Durable :

- **objectifs environnementaux** (développer la biodiversité urbaine, favoriser les mobilités douces, réduire les îlots de chaleur, renforcer les corridors écologiques, reconnecter les habitants à la nature),
- **objectifs éducatifs** (faire acquérir aux habitants des connaissances sur la biodiversité locale et ses enjeux, favoriser l'éducation à l'environnement dans les structures éducatives),
- **objectifs sociaux** (impliquer les habitants dans l'amélioration de leur cadre de vie, favoriser les échanges entre les différents quartiers, proposer un projet fédérateur à un grand nombre d'acteurs de la Ville).

1. Volet aménagements participatifs

- **création de promenades végétalisées**
Création de promenades végétalisées favorisant la marche à pied ou le vélo, valorisant la nature déjà présente et la complétant si nécessaire et permettant de se rendre facilement dans le centre-ville de Chenôve en cours de construction.
- **mise en place d'îlots de fraîcheur**
Mise en place d'îlots de fraîcheur de proximité dans chaque quartier, aménagés sur des squares existants, en travaillant avec les habitants sur de nouveaux aménagements favorisant leurs usages notamment pour les périodes de fortes chaleurs.
- **embellissement et réaménagement de lieux attractifs**
Conception et construction participative de lieux attractifs dans la ville ou contribution à des projets portés par la Ville.
- **embellissement de lieux en transition**
Aménagements végétalisés participatifs et pédagogiques de lieux emblématiques des villes tels que les friches. Ces lieux en attente de nouvelles constructions et vécus comme sales ou à l'abandon par les habitants peuvent devenir grâce à une mise en valeur simple des lieux de passage et de valorisation de la faune existante.

2. Volet pédagogique

- **conception de projets pédagogiques**
Conception et animation de Projets pédagogiques avec les écoles et centre de loisirs en lien avec les aménagements.
Conception d'un Parcours d'interprétation – mallette pédagogique pour les familles et animateurs de la Ville « De la nature de la Ville à celle du Plateau »

- **organisation d'une fête annuelle**
Coordination et programmation d'une Grande Fête annuelle valorisant le travail fait dans l'année avec l'intervention de nombreux partenaires.
- **cycles d'actions pour les particuliers autour du jardinage**
Mobilisation des habitants de maisons individuelles autour des jardins (animations, achats groupés, conseils...) pour apporter des solutions concrètes à la mise en place de la loi interdisant l'usage des pesticides.
- **accompagnement des personnels de la ville et mise à disposition d'outils pédagogiques**
Actions d'accompagnement à destination des animateurs et enseignants de la Ville afin de leur apporter des connaissances, solutions techniques et appropriation d'activités et d'outils pédagogiques (conseils personnalisés pour concevoir un programme d'animation par exemple...).
Pirouette Cacahuète a créé plus d'une centaine d'outils pédagogiques sur les quatre thématiques de son action (biodiversité, jardin, ville, écologie pratique). Tous ces outils seront à disposition des enseignants et des animateurs de la ville.

3. Café associatif

- **des Partenariats à construire pour plus d'ouverture** (Foyer Lamartine de l'Acodège, MJC...)
- **un projet de « Cantine de Quartier »**
Une fois par semaine avec des bénévoles qui feraient la cuisine et les repas seraient payants à prix libre pour les personnes habitant ou travaillant dans le quartier (travail autour du gaspillage alimentaire, du manger sain, de la valorisation des seniors...)
- **des aménagements éphémères sur le Parc Urbain** à poursuivre
- **participation aux Z'Ateliers du Mercredi**

4. Participation à des actions mises en place par la commune

Un nombre de journées, non fléchées et validées lors des comités de pilotage, permettra de contribuer aux actions initiées par la Ville (Mardis de l'Été, manifestation des Conseils Participatifs ou Citoyen, Semaine Bleue...).

La gestion de ces journées sera assurée par la Direction de la Cohésion Sociale et Urbaine.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_122

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CÔTE DE NUITS : CRÉATION D'UN SITE CLASSÉ – APPROBATION DE PRINCIPE

La DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et de Logement) Bourgogne-Franche Comté propose la création d'un site classé sur la côte de Nuits, pour une superficie de 4 530 ha sur 14 communes entre Chenôve et Premeaux Prisse.

Un site classé est un lieu dont le caractère exceptionnel a justifié une mesure de protection au niveau national, dans l'objectif de conserver ses caractéristiques et de le préserver de toute atteinte grave. La procédure de classement est régie par la loi du 21 avril 1906 complétée par la loi du 2 mai 1930. Elle est désormais codifiée dans le code de l'environnement aux articles L.341-1 et suivants. Ces espaces protégés font l'objet d'une servitude d'utilité publique.

À l'occasion de la procédure de classement, sont définies les caractéristiques et les valeurs du site qui justifient de le protéger pour les générations futures. Celles-ci se réfèrent à l'intérêt du site, qui doit être caractérisé « du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque » selon les termes de la loi.

En site classé, toute modification de l'état ou de l'aspect du site est soumise à autorisation spéciale, délivrée selon les cas, par le préfet du département ou par le ministre chargé des sites. En revanche, le classement ne réglemente pas les activités diverses (sports, chasse, circulation des personnes et des véhicules...) dès lors qu'elles ne créent pas d'impact nouveau sur le paysage.

Il convient de préciser que des principes de gestion ont été élaborés. Ces principes

s'appuient sur quatre objectifs thématiques eux-mêmes déclinés en différentes actions tels que présentés en annexe de la présente délibération. Ces principes reflètent les enjeux forts identifiés sur le territoire par l'étude paysagère.

Ce projet a été inscrit dans la liste actualisée des sites majeurs bourguignons restant à classer ou méritant une extension, validée par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de la Côte d'Or dans sa session du 11 octobre 2011.

Une première version du périmètre portant sur 13 communes a été soumise à enquête publique en juin 2016. Des demandes d'extension du périmètre ont été formulées à cette occasion, validées par le commissaire enquêteur dans son avis puis par la CDNPS de Côte d'Or.

Un nouveau périmètre a été élaboré sur la base de ces demandes et d'études complémentaires. La superficie passe de 4 195 ha à 4 530 ha et prend également en compte les modifications mineures validées lors de la précédente enquête.

Le périmètre est délimité à l'Est par la RD 974 (emprise de 20 m de part et d'autre du domaine public routier) et la "route du tacot" (à l'Est de la RD 122), à l'Ouest par la limite occidentale du site Natura 2000 "milieux forestiers et pelouses des combes de la Côte dijonnaise", au Nord au Clos du Roy et au Sud par la limite communale Sud de Premeaux-Prissey.

Il inclut les sites classés et inscrits des combes déjà protégées au titre des sites. Il exclut les zones urbaines et à urbaniser, les zones d'activités, les plateaux agricoles des hautes côtes.

Pour que ce classement puisse être soumis à une nouvelle enquête publique en novembre 2018 puis en cas d'avis favorable, que son instruction soit poursuivie au niveau départemental (commission départementale de la nature, des sites et des paysages) et national (commission supérieure des sites et des paysages, Conseil d'Etat) il convient que chaque commune concernée délibère sur le principe du classement, sur le déroulé proposé de la procédure, sur le périmètre proposé et sur la gestion ultérieure du site, notamment la gestion forestière.

Vu les plans du périmètre proposé au classement et le document sur les objectifs de gestion patrimoniale et paysagère joints en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le principe de classement de la Côte de Nuits en application de l'article L.341-2 du Code de l'Environnement,

ARTICLE 2 : De valider le déroulé de la procédure proposée,

ARTICLE 3 : D'approuver le périmètre proposé définissant les limites du site à classer, tel que présenté dans les cartes jointes,

ARTICLE 4 : De donner un avis favorable aux principes de gestion proposés,

ARTICLE 5 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

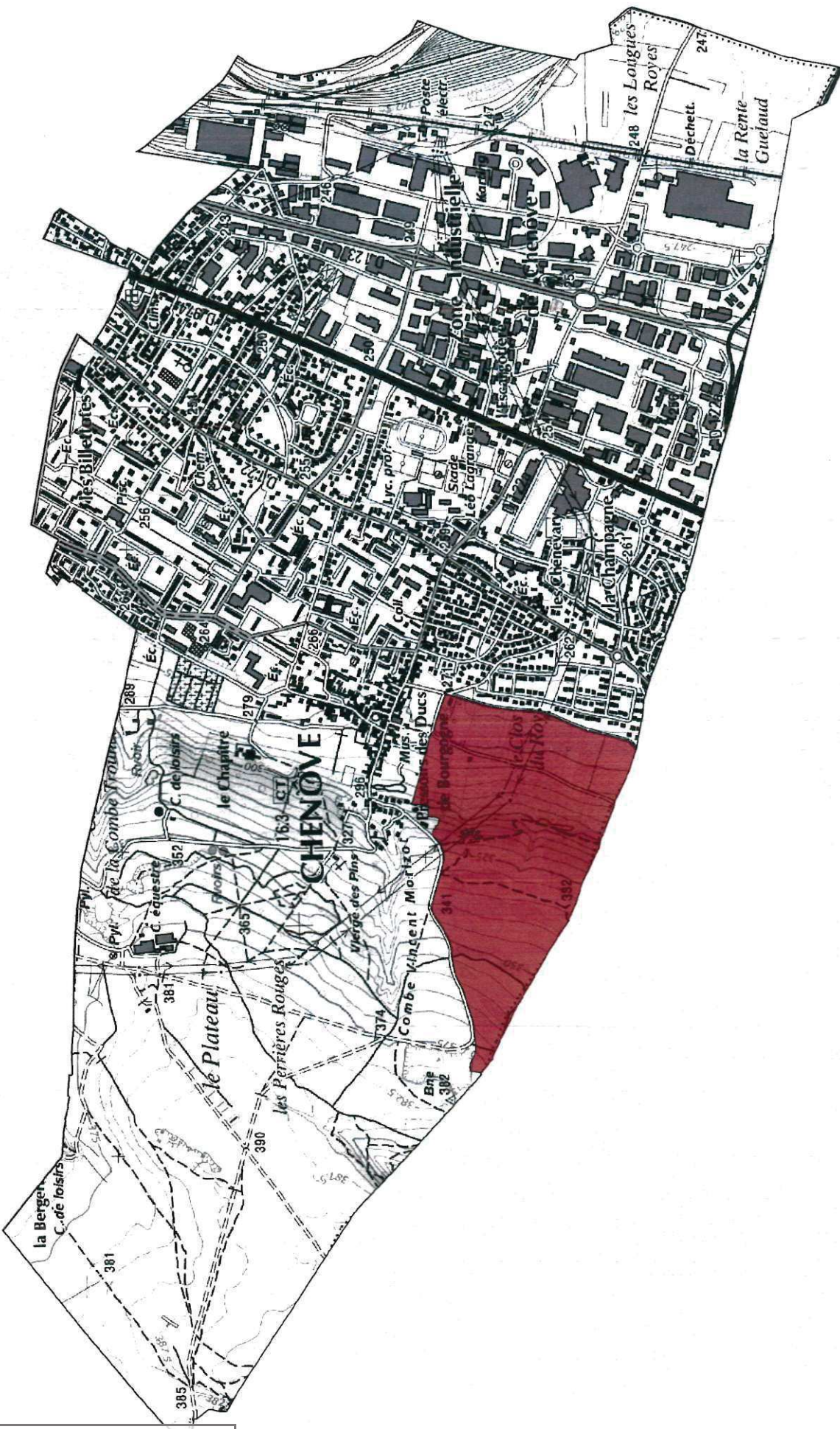
Mme M'PIAYI

Pour extrait certifié conforme,

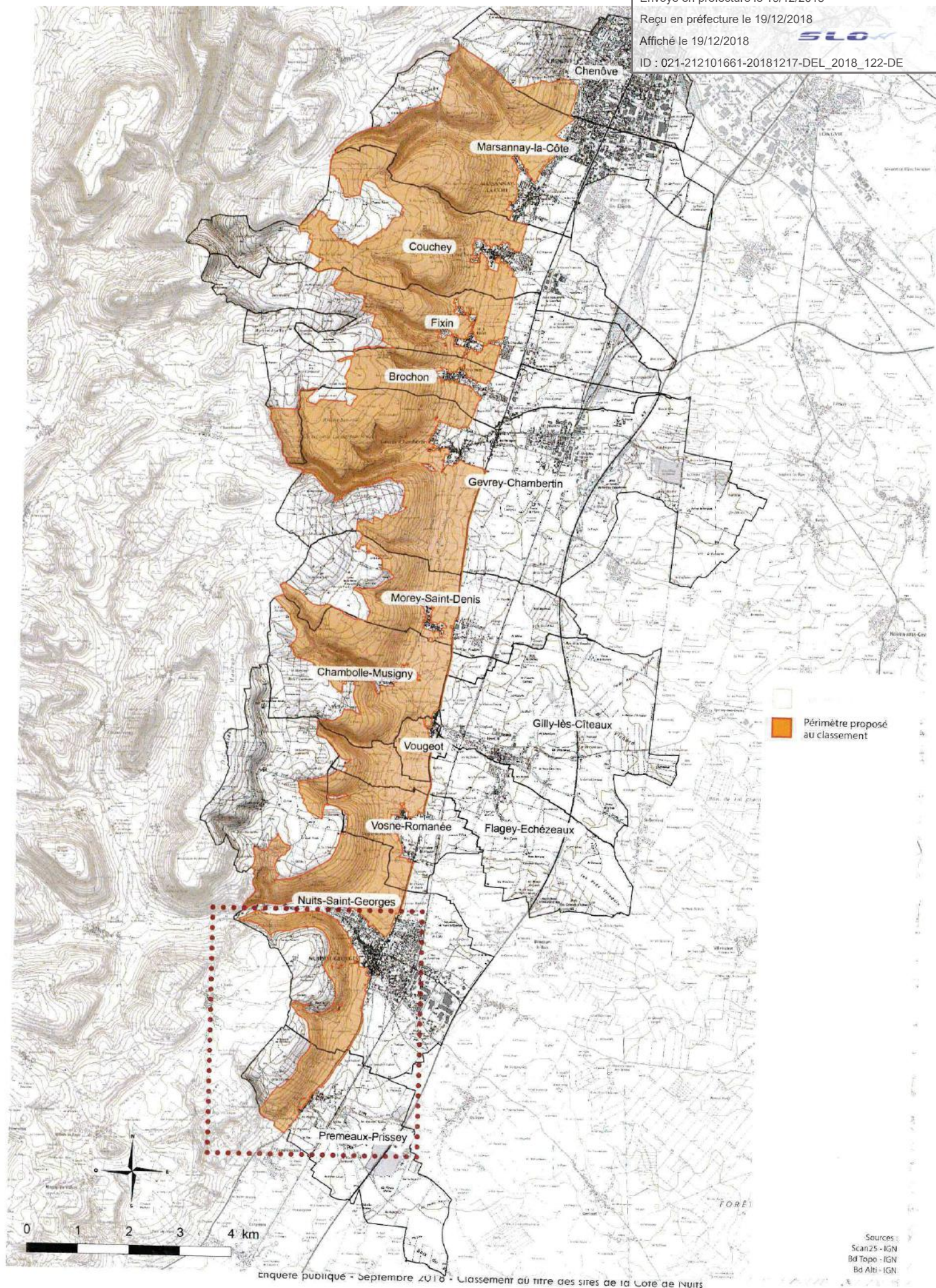


Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



Envoyé en préfecture le 19/12/2018
Reçu en préfecture le 19/12/2018
Affiché le 19/12/2018
ID : 021-212101661-20181217-DEL 2018_122-DE



LES GRANDS OBJECTIFS POUR UNE GESTION PATRIMONIALE ET PAYSAGÈRE DE LA CÔTE DE NUITS

OBJECTIF I	OBJECTIF II	OBJECTIF III	OBJECTIF IV
PRÉSERVER LE CARACTÈRE PITTORESQUE DU VIGNOBLE	METTRE EN VALEUR LES FORÊTS ET MILIEUX ASSOCIÉS COMME ÉLÉMENTS DU GRAND PAYSAGE ET ATOUTS DE BIODIVERSITÉ	AMÉLIORER LA QUALITÉ PAYSAGÈRE DES ROUTES ET DE LA SIGNALÉTIQUE	PROMOUVOIR UNE GESTION PATRIMONIALE DES USAGES ET DES ACTIVITÉS DE LOISIRS
ACTION 1 - ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE VITICOLE ET FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX	ACTION 1 - AMÉLIORER LA QUALITÉ PAYSAGÈRE ET BIOLOGIQUE DES HABITATS FORESTIERS	ACTION 1 - SOIGNER L'INTÉGRATION PAYSAGÈRE DE L'AFFICHAGE ET DE LA SIGNALÉTIQUE	ACTION 1 - MAÎTRISER ET HARMONISER LE DÉVELOPPEMENT DES USAGES MULTIPLES DU SITE ET DE SES FRANGES
ACTION 2 - INTÉGRER LES OUVRAGES HYDRAULIQUES	ACTION 2 - MAINTENIR ET RECONQUÉRIR LES PELOUSES CALCAIRES	ACTION 2 - DÉVELOPPER L'IMAGE DE MARQUE DU SITE À TRAVERS L'AMÉNAGEMENT DE SES ROUTES	ACTION 2 - MAÎTRISER ET HARMONISER LE DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS D'ACCUEIL ET DE LOISIRS
ACTION 3 - PRÉSERVER, RESTAURER ET METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE BÂTI DU VIGNOBLE	ACTION 3 - ACCOMPAGNER LA DYNAMIQUE AGRICOLE ET FAVORISER SON DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX	ACTION 3 - METTRE EN VALEUR ET PRÉSERVER LES PERSPECTIVES SUR LE PAYSAGE	ACTION 3 - CONCILIER LES DIFFÉRENTES PRATIQUES DE LOISIRS AVEC L'ACTIVITÉ VITICOLE ET RENFORCER LA DÉCOUVERTE DES RICHESSES DE LA CÔTE DE NUITS
ACTION 4 - MAINTENIR, DÉVELOPPER ET DIVERSIFIER LE PATRIMOINE ÉCOLOGIQUE DU VIGNOBLE	ACTION 4 - METTRE EN VALEUR LES TRANSITIONS, CONTINUITÉS ET NICHES ÉCOLOGIQUES		
ACTION 5 - GÉRER ET SOIGNER LES PARCOURS DU VIGNOBLE			
ACTION 6 - SOIGNER LES PREMIERS PLANS DU VIGNOBLE ET L'IMAGE DE LA PARCELLE			

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_123

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE ANNE LAPRÉVOTE PARCELLE CADASTRÉE SECTION AB N° 154 – CESSION COMPLÉMENTAIRE AUX CONSORTS TISSIER

Par délibération du 18 décembre 2017, la commune de Chenôve a autorisé la vente à Madame et Monsieur Delphin TISSIER de deux lots (cave et local de stockage correspondant aux lots 17 et 18 tels qu'identifiés sur le plan joint) faisant partie d'une copropriété située 2 place Anne Laprêvotte, ce pour un montant de 15 000 €.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire de compléter l'acte notarié en cours d'élaboration.

En effet, un accès à ces lots s'organise matériellement par une cour voisine (parcelle cadastrée section AB n°154 d'une superficie de 32 m² telle que mentionnée sur le plan joint). Cette cour jouxte la copropriété sise 2 Place Anne Laprêvotte.

La commune dispose de la propriété indivise pour moitié de cette cour de 32 m² dont elle n'a aucun usage. L'autre moitié indivise étant propriété des consorts Tissier.

Il est par conséquent proposé d'inclure dans la cession initialement prévue la cession de cette cour indivise en contrepartie du paiement d'un euro symbolique.

Il est rappelé que les frais notariés sont à la charge des acquéreurs.

Vu l'avis de France Domaine en date du 11 décembre 2018,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'article L.2241-1 du Code des collectivités territoriales,

Vu la délibération DEL_2017_123 du 18 décembre 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de la cour indivise désignée ci-dessus aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant,

ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaire dans cet objectif.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

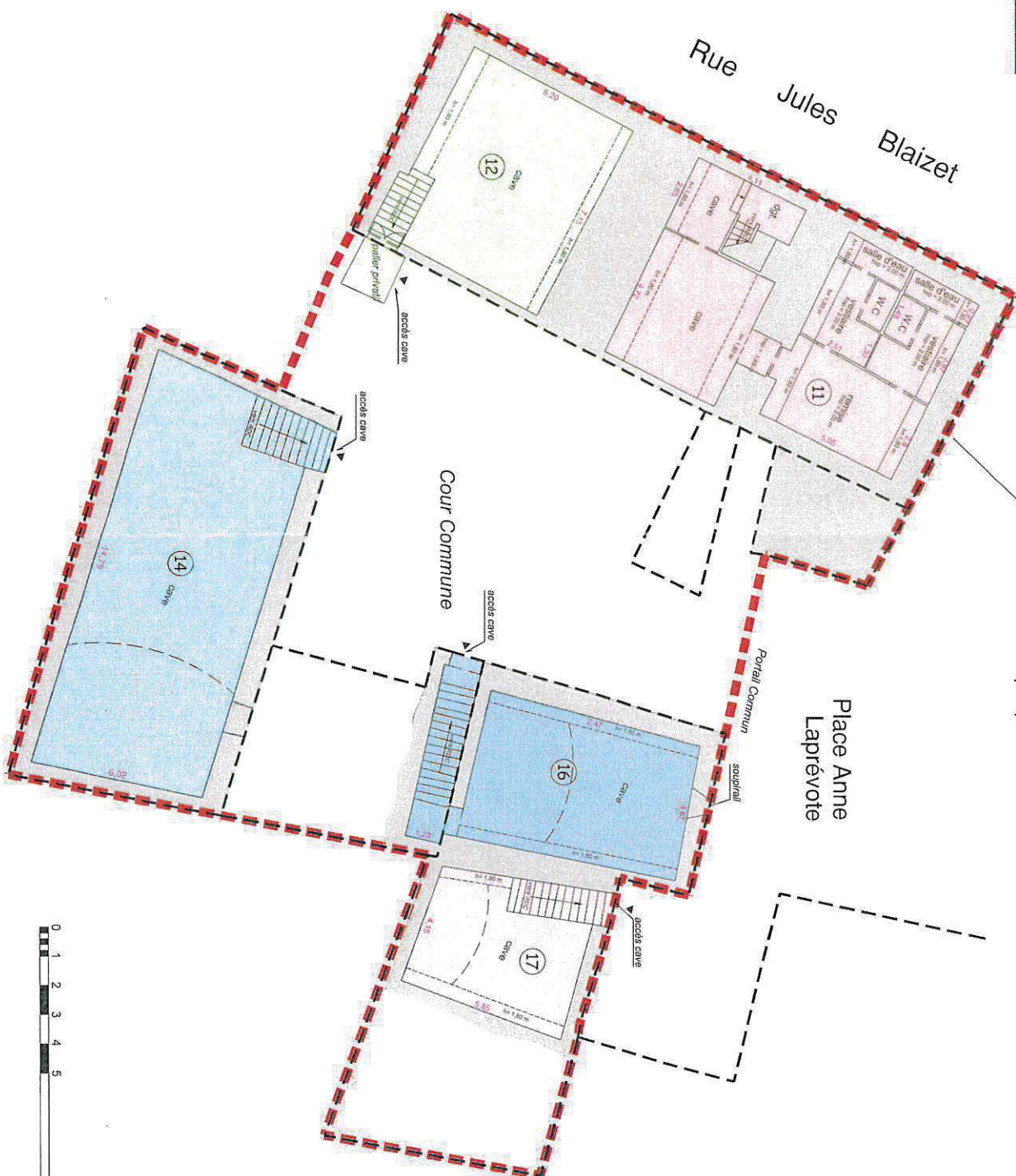
Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Assiette de la copropriété



4, Avenue de la Découverte
21000 DIJON
Téléphone : 03 80 74 11 99
Télécopie : 03 80 70 00 72
Mail : contact@scp-mjs.fr
www.mjs-geometres-experts.fr

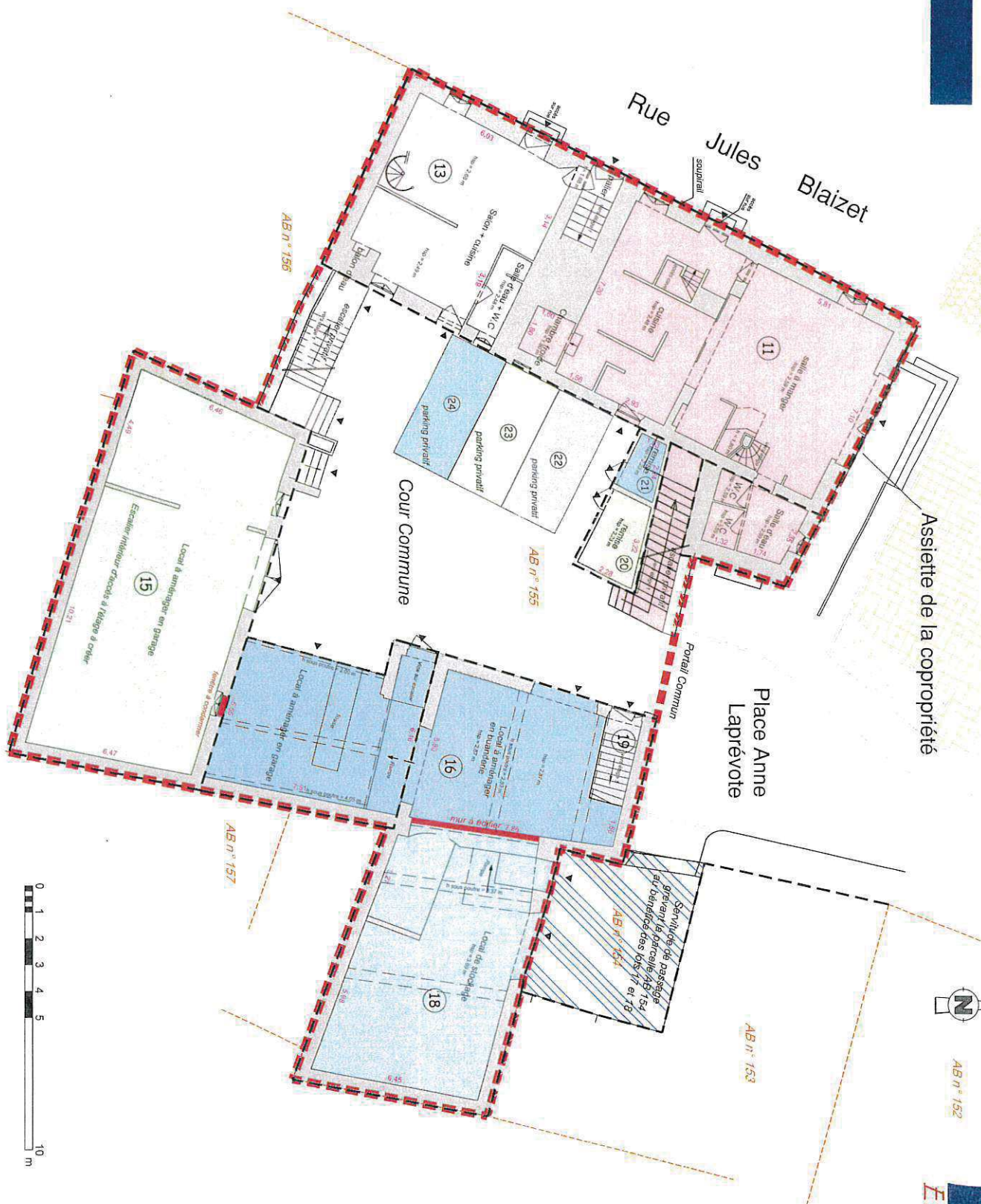
dressé le 08/01/2018
REFERENCE : 003690
Echelle : 1/150

Plan dressé en vue d'être annexé à un
règlement de copropriété, d'après les relevés
réalisés par nos soins.

4, Avenue de la Découverte
21000 DIJON
Téléphone : 03 80 74 11 99
Télécopie : 03 80 70 00 72
Mail : contact@scp-mjs.fr
www.mjs-geometres-experts.fr

dressé le 08/01/2018
REFERENCE : d03690
Echelle : 1/150

Plan dressé en vue d'être annexé à un
règlement de copropriété, d'après les relevés
réalisés par nos soins.



VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_124

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

BÂTIMENT 1 PLACE DU MONUMENT : CESSION D'IMMEUBLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

La commune de Chenôve a autorisé la vente à Monsieur Alexis FORTIN, par délibération du 5 novembre 2018, d'une maison, sise 1 place du Monument dans le vieux bourg, pour un montant de 68 000 €.

Ce dernier s'étant désisté, une nouvelle offre, du même montant, a été présentée par Messieurs Abdellatif ES SABOUNI, Abdelaziz SADIK et Hamid MADKOUR.

Cette cession pourrait être consentie pour un montant de 68 000 €, conformément à l'estimation de France Domaine, duquel seraient déduits les honoraires de l'agence mandatée pour ce bien, soit 5 720 €.

Les frais liés à l'acte sont à la charge des acquéreurs.

Préalablement à l'acte notarié, un compromis de vente sera signé dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de la présente délibération devenue exécutoire. Ce compromis présente l'intérêt d'engager le vendeur mais également les acquéreurs sous réserve d'éventuelle(s) condition(s), notamment suspensive(s).

Il convient de préciser qu'à défaut d'accord et de signature corrélative dudit compromis dans le délai indiqué ci-dessus, la commune sera libérée de tout engagement envers Messieurs Abdellatif ES SABOUNI, Abdelaziz SADIK et Hamid MADKOUR. Elle pourra en conséquence remettre le bien en vente.

Vu l'avis de France Domaine du 12 juillet 2017,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de l'immeuble situé 1 place du Monument pour un montant de 68 000 € conformément aux conditions exposées, les frais d'agence étant à la charge de la commune,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant et, dès avant la signature de l'acte notarié, tout acte préalable nécessaire portant engagement des parties sous réserve d'éventuelle(s) condition(s), notamment suspensive(s), ce compte tenu du délai de trois mois précisé ci-dessus,

ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente libération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 19/12/2018
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_125A

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS – AUTORISATION DE SIGNER UNE CONVENTION TRIENNALE AVEC LA VILLE DE CHENÔVE - 2019/2021

Annule et remplace la délibération DEL_2018_125 suite à une erreur matérielle.

La ville de Chenôve reconnaît, depuis de nombreuses années, en l'Office Municipal des Sports, la qualité d'interface avec les clubs sportifs adhérents et de partenaire privilégié de l'éducation physique et sportive sur son territoire. Dans ce cadre un protocole d'accord a été signé le 11 janvier 1978, suivi de plusieurs conventions, la dernière en date du 4 janvier 2016.

A travers la présente convention d'objectifs et compte tenu du bilan positif des actions menées, il s'agit de réaffirmer la volonté de l'OMS de poursuivre ses activités qui répondent à l'attention particulière que la ville de Chenôve accorde aux actions menées dans tous les domaines du sport, et qui ont pour objectifs essentiels, notamment, de développer l'accès aux pratiques sportives et de favoriser l'éducation à la citoyenneté.

La convention conclue pour une durée de 3 années, précise en particulier :

- Les engagements réciproques de la ville et de l'OMS, notamment les coûts des actions et la participation de la ville sous forme d'une subvention votée annuellement par le conseil municipal,
- Les modalités de mise à disposition des locaux et de personnels municipaux.

La ville de Chenôve procède conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles elle a apporté son concours.

Vu le projet de convention en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Education, Jeunesse et Sports en date du 6 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec l'OMS présentée dans l'exposé ci-dessus, et jointe en annexe, et d'y apporter en tant que de besoin toutes modifications de détail nécessaires,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'effectuer toutes les démarches ou formalités nécessaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 18/03/2019
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET MOYENS

Entre

La Ville de Chenôve

HOTEL DE VILLE

Place Pierre Meunier

N° SIRET 21210166100016

Représentée par son Maire, Monsieur Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 17 décembre 2018,

Et désigné sous le terme « La commune de Chenôve »

Et

L'Office Municipal des Sports

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Maison des Sports

15 rue de Marsannay à Chenôve

N° SIRET 49018682200014

Représenté par son président, Monsieur Bernard PINARD, mandaté à cet effet par décision du comité directeur en date du 3 octobre 2018,

Et désigné sous le terme « L'OMS »

Préambule

La commune de Chenôve reconnaît l'OMS comme un organisme indépendant dont les structures internes, l'organisation administrative et le fonctionnement lui sont propres. Elle lui reconnaît également la qualité d'interface avec les clubs sportifs adhérents et de partenaire privilégié de l'Education Physique et Sportive.

L'OMS a déjà une longue pratique d'échanges et de partenariat et souhaite, au travers de cette convention, réaffirmer sa volonté de poursuivre des activités qui répondent à l'attention particulière que la commune de Chenôve accorde aux actions menées dans tous les domaines du sport, qui ont pour objectifs essentiels de développer l'accès aux pratiques sportives, favoriser l'éducation à la citoyenneté, contribuer à l'insertion sociale et professionnelle et participer à la prévention et la lutte contre les incivilités et la violence.

Considérant l'implantation de l'association au sein de la commune de Chenôve et sa parfaite connaissance de la population concernée ainsi que son expérience dans le domaine sportif, il a été décidé de poursuivre le partenariat en précisant les conditions humaines, matérielles et financières nécessaires à l'accomplissement des missions que l'association vise à poursuivre et les engagements corrélatifs des signataires.

■ Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'OMS met en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, en conformité avec ses statuts et en cohérence avec la politique sportive de la commune, si besoin en collaboration avec les services municipaux, en particulier celui relevant du domaine du sport, un programme d'actions permettant :

➤ De regrouper en son sein les associations sportives œuvrant sur la commune afin de coordonner leurs efforts pour le développement des qualités physiques, sportives et morales de leurs adhérents et de poursuivre les buts fixés par ses statuts.

➤ D'être force de proposition afin de traiter tous les problèmes ayant trait à l'éducation physique et aux sports intéressant l'OMS, mais également en ce qui concerne l'attribution des différentes subventions aux clubs par le conseil municipal, la coordination de la pratique sportive dans les équipements sportifs municipaux, l'attribution de ces installations, leurs aménagements, leurs améliorations, ainsi que la création d'installations.

Les conditions d'attribution des installations sportives municipales sont annuellement entérinées par une commission composée de représentants des utilisateurs, du service municipal des sports, des représentants de l'OMS et de la commune.

Les projets de travaux d'aménagement ou de création concernant les installations sportives couvertes ou découvertes appartenant à la commune, seront, s'ils n'émanent pas de l'OMS soumis à celui-ci pour avis.

L'OMS a pour mission de participer aux études préalables et de proposer des solutions à la commune qui a seule le pouvoir de décision.

➤ De suggérer tout ce qui peut permettre d'améliorer la performance des divers organismes intéressés à la cause du sport et de rechercher plus particulièrement les moyens d'intéresser les jeunes à la pratique de l'éducation physique et sportive.

Des actions pourront par ailleurs être menées avec le concours des services municipaux. Dans ce cadre la commune pourra contribuer financièrement à ces activités.

➤ De soutenir, plus généralement, la vie associative dans le domaine du sport.

Dans ce cadre et sous réserve de leur évaluation, la commune de Chenôve contribue à ces activités selon les modalités mentionnées à la présente convention et n'attend aucune contrepartie directe à cette contribution.

■ Article 2 : PRINCIPE EDUCATIF ET ESPRIT SPORTIF

La commune de Chenôve et l'OMS encouragent en priorité les sports à caractère éducatif pour lesquels est réalisé un travail de fond en termes de formation physique, sportive et morale en direction des jeunes. La commune et l'OMS apportent leur concours principalement au sport amateur tout en participant activement à la promotion de la pratique du sport de haut niveau.

L'outil associatif et le sport en particulier, constituent un terrain privilégié pour l'apprentissage et l'exercice des règles de la vie en société ainsi que de la citoyenneté.

La commune de Chenôve et l'OMS, chacun dans leur domaine, useront de tous les moyens pour développer, promouvoir et encourager le « sport-santé » et combattre le dopage, la violence sur les terrains et dans les tribunes, les incivilités, l'absence de fair-play...

■ Article 3 : PRINCIPE D'UNICITE DES CLUBS

Par principe d'équité entre les clubs et leurs adhérents poursuivant les mêmes buts, représentant la commune de Chenôve sur tous les terrains de sport et facilitant la répartition des installations sportives mises gracieusement à la disposition des clubs regroupés en son sein, l'OMS et la commune de Chenôve adoptent d'un commun accord, le principe de l'unicité des clubs au regard de leurs disciplines.

■ Article 4 : ADMISSION DE CLUBS - DISCIPLINES - SECTIONS

L'OMS accueille les clubs affiliés à une fédération agréée et dont le siège social se trouve sur Chenôve.

Dans ce cadre, l'OMS précise que :

- Tout nouveau club entre à l'OMS après examen de sa demande par le bureau.
- La demande est ensuite validée par le comité directeur.
- Après un fonctionnement d'une saison au cours de laquelle le club aura prouvé sa viabilité, l'admission définitive est prononcée par le Comité directeur.

Pendant cette période transitoire un représentant du club peut assister aux réunions de l'OMS en qualité d'auditeur, cette présence n'engageant nullement la décision future.

Tout club désirant créer une nouvelle section ou une nouvelle discipline en informe l'OMS.

Après étude, le bureau de l'OMS présente ses propositions au comité directeur qui statue.

■ Article 5 : COUT ESTIME DU PROGRAMME D'ACTIONS ET CONTRIBUTION FINANCIERE

Le coût total annuel estimé éligible de fonctionnement est évalué à 93 755 Euros.

Ce coût comprend notamment tous les coûts liés aux actions identifiables et contrôlables.

L'adaptation éventuelle de ce budget prévisionnel ne doit pas être substantielle et n'intervient qu'après vérification par la commune que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.

Ainsi la commune de Chenôve contribue financièrement pour un montant prévisionnel annuel débattu et réévalué tous les ans en commission mixte puis proposé en conseil municipal. A titre indicatif, en 2018 le montant de la subvention s'est élevé à 28 655 €, équivalent à 30 % du coût total estimé éligible.

■ Article 6 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

La commune de Chenôve verse un 1^{er} acompte à la notification de la convention, le solde après vérifications réalisées conformément aux dispositions ci-après.

Pour les années suivantes la commune de Chenôve verse une avance avant fin février de l'année et le solde avant fin mai de l'année considérée.

Le versement du solde annuel de la subvention par la commune de Chenôve ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la collectivité des modifications éventuelles du budget prévisionnel conformément à l'article 5 ci-dessus.

En tant que de besoin, il pourra être accordé une avance sur subvention suite à demande écrite motivée de l'association.

■ Article 7 : AUTRES CONTRIBUTIONS : LOCAUX - MATERIEL- PERSONNEL

La commune de Chenôve met gracieusement à disposition de l'OMS des locaux à la maison des sports.

Ainsi l'OMS s'engage à souscrire toutes assurances utiles liées à l'occupation du bien et à la couverture des risques pour ses équipements et matériels entreposés dans ces locaux.

La commune de Chenôve prend à sa charge les frais de téléphone, le nettoyage, le chauffage ainsi que l'électricité des locaux. Elle s'engage par ailleurs à effectuer la maintenance, l'entretien et les réparations incombant normalement au propriétaire.

L'acquisition, l'entretien et la réparation de son mobilier et du matériel sont à la charge de l'OMS.

La commune de Chenôve peut mettre à disposition de l'OMS un agent communal pour des tâches administratives et de secrétariat, et ce en accord avec l'OMS, compte tenu des activités de l'association, y compris les activités de son centre médico sportif.
Cette mise à disposition est envisagée pour une période de 3 ans renouvelable expressément par périodes n'excédant pas 3 années.

■ Article 8 : SUBVENTIONS DES CLUBS

➤ Une subvention municipale est versée annuellement directement aux clubs adhérents à l'OMS. Cette aide peut permettre aux clubs de ne pas exiger une contribution financière trop importante à leurs adhérents, notamment aux jeunes.

La répartition de cette subvention proposée par l'OMS est autorisée par le conseil municipal. En cas de désaccord avec la commune, sur la proposition du comité directeur de l'OMS, la commission municipale Sports peut proposer une autre répartition ou revenir vers l'OMS pour trouver un consensus.

Les principaux critères retenus pour la répartition tiennent dans les effectifs, la proportion de jeunes, le niveau d'évolution, la gestion financière, l'encadrement, les déplacements.

Il est précisé que cette subvention ne peut être utilisée à d'autres fins que celles pour lesquelles elle est destinée. A cet égard, l'OMS et la commune de Chenôve auront toute latitude pour s'assurer que les clubs de Chenôve ne pratiquent aucune autre activité officielle que celle pour laquelle ils sont affiliés auprès de leur fédération respective.

Pour ce faire une commission de contrôle composée de 3 membres du bureau de l'OMS et de 2 membres du conseil municipal, désignés par monsieur le Maire, se réunira autant que nécessaire avec les clubs concernés, en présence d'un conseiller juridique indépendant.

➤ La commune de Chenôve attribue également, chaque année aux clubs évoluant au niveau national, une subvention dite Promotion et Progression du Sport sur avis de l'OMS. Le montant annuel de cette enveloppe est débattu en commission mixte OMS/commune de Chenôve.

➤ En outre la commune de Chenôve attribue une enveloppe dite « sport promotion » à un ou plusieurs clubs dont une de ses équipes ou un ou plusieurs de ses athlètes, évoluent au plus haut niveau national.

➤ La commune de Chenôve et l'OMS participent à la mise en place du dispositif « Insertion par le sport ». Son financement est assuré par les organismes sociaux, les bailleurs, les partenaires privés, les subventions d'Etat, ...

■ Article 9 : INSTANCE DE CONCERTATION - SUIVI DE LA CONVENTION

L'OMS fournit tous renseignements nécessaires sur son activité et celle des clubs adhérents. Des contacts étroits et permanents entre l'OMS et la commune de Chenôve sont maintenus pour débattre d'éventuels problèmes, y compris ceux qui ne seraient pas prévus dans la présente convention, mais aussi d'orientations et projets.

Pour ce faire, une commission mixte composée de 7 membres du conseil municipal désignés par Monsieur le Maire, dans la durée de leur mandat et 7 membres de L'OMS désignés par le bureau, dans la durée de leur mandat, se réunit aussi souvent que nécessaire, au minimum deux fois par an pour la présentation du bilan et des évaluations des actions réalisées ainsi que du contenu des projets (actions à reconduire ou actions nouvelles) et des moyens alloués.

■ Article 10 : RELATION CLUBS/VILLE

Toute sollicitation ou demande particulière des clubs qui sera adressée par courrier à la ville se fera sous couvert de l'OMS. Sans cette procédure, les courriers seront retournés à leur expéditeur.

■ Article 11 : CENTRE MEDICO-SPORTIF

11.1 - Le centre médico-sportif est géré par un comité de gestion paritaire ainsi composé :

- 4 représentants de la commune de Chenôve désignés par le Maire
- 4 représentants de l'OMS désignés par le président
- 4 représentants du corps médical (appartenant au CMS de Chenôve)

11.2 - Le personnel technique du Centre médico sportif est invité aux réunions du comité de gestion. Ce personnel participe aux délibérations avec voix consultative.

11.3 - Les opérations financières et les écritures comptables seront transcrites sur un registre particulier. Un bilan et un compte d'exploitation général seront élaborés chaque année. Le quitus sera donné par les membres participant à l'assemblée générale de l'OMS sur proposition des commissaires aux comptes.

11.4 - Les délibérations du comité de gestion sont prises à la majorité des membres présents. Le quorum est de 2/3 soit huit membres. En cas d'égalité de suffrages, la voix du président est prépondérante. Le comité paritaire se réunit valablement après une seconde convocation.

11.5 - Le président du CMS est élu par le comité. Cette élection est ratifiée par l'assemblée générale de l'OMS le comité de gestion paritaire est convoqué par son président, au moins deux fois par an.

11.6 - Le comité de gestion paritaire assure le fonctionnement et la gestion du centre médico sportif dans la limite de ses disponibilités financières.

■ Article 12 : JUSTIFICATIFS

L'OMS s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ; Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions correspondant aux missions telles que mentionnées à l'article 2 et définis d'un commun accord entre la commune de Chenôve et L'OMS. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- les comptes annuels et le rapport des vérificateurs aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activités.

■ Article 13 : AUTRES ENGAGEMENTS

L'OMS, soit communique sans délai à la commune de Chenôve la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le Répertoire National des Associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'OMS, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer la commune de Chenôve sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

■ Article 14 : SANCTIONS - RESILIATION

En cas d'inexécution ou de modification substantielle, ou en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'OMS sans l'accord écrit de la commune de Chenôve, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'OMS et avoir préalablement entendu ses représentants. La commune de Chenôve en informe l'OMS par lettre recommandée avec accusé de réception. En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations résultant de la présente convention ou de ses avenants éventuels, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

■ Article 15 : EVALUATION

L'OMS s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre et de l'efficacité du programme d'actions déclinées à partir de ses missions, tel que précisé à l'article 1 de la présente convention.

La commune de Chenôve procède, conjointement avec l'OMS, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions à laquelle elle a apporté son concours, en particulier sur l'intérêt général local que ce programme suscite.

■ Article 16 : CONTROLE DE LA COMMUNE DE CHENOVE

La commune de Chenôve contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service. La commune de Chenôve peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville de Chenôve, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 15 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'OMS s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

■ Article 17 : AUTRES RESSOURCES

L'OMS peut disposer d'autres ressources financières pour son fonctionnement propre ainsi que pour venir en soutien à certains clubs qui en feraient la demande.

■ Article 18 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent remettre en cause les objectifs généraux définis en préambule et à l'article 1^{er}.

■ Article 19 : DUREE DE LA CONVENTION

Conclue sur une période de trois ans à compter de la date de sa signature, cette convention peut être dénoncée par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de 6 mois avant la date anniversaire de sa signature.

Fait en deux exemplaires originaux

A Chenôve, le

Pour la Ville de Chenôve
Le Maire

Pour l'OMS
Le Président

Thierry FALCONNET

Bernard PINARD

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_126A

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

SIGNATURE DE CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LES CLUBS SPORTIFS

Annule et remplace la délibération DEL_2018_126 suite à une erreur matérielle.

La ville de Chenôve mène depuis de nombreuses années une politique sportive d'envergure. Elle dispose d'un nombre important d'équipements sportifs, elle développe des activités sportives pour tous en complémentarité de l'intervention des clubs, et elle apporte son soutien financier à tous les clubs sportifs, membres de l'Office Municipal de Sports (OMS).

Compte tenu de l'importance de l'action conduite par l'ensemble des clubs sportifs s'inscrivant pleinement dans la politique sportive qu'elle met en œuvre, la ville de Chenôve a décidé de leur accorder des subventions et de mettre à leur disposition du matériel et des installations. Pour plusieurs de ces associations le montant total de ces aides (subvention et aides en nature) dépasse la somme de 23 000 €.

L'article 1^{er} du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, prévoit l'obligation de conclure une convention, pour les subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23000 €.

Toutefois, il est proposé de conventionner avec chacun des clubs membre de l'OMS, même en deçà de 23000 €, dans la mesure où les subventions octroyées à certains clubs approchent ce seuil, et plus largement dans un souci de transparence et d'égalité de traitement.

Ces clubs sportifs sont les suivants :

- Association de découverte et d'Orientation de Chenôve (ADOC)
- Athlétic Clubs de Chenôve (ACC)
- Arts Martiaux (AMC)
- Association Tir à l'arc de Chenôve (ATAC)
- Basket Club de Chenôve (BCC)
- Pétanque Club de Chenôve (PCC)
- Chenôve Natation
- Cercle laïque sportif de Chenôve (CSLC)
- Chenôve Triathlon Clubs de Chenôve (CTC)
- Chenôve Rugby Club de Chenôve (CRC)
- Handball Club de Chenôve (HBCC)
- Indépendante de Chenôve (IC)
- Lutte Club de Chenôve (LCC)
- Club Montagne (CM)
- Moby Dick
- Tennis Club (TCC)
- Union Cycliste de Chenôve (UCC)
- Volley Club de Chenôve (VCC)
- Entente sportive bouliste de Chenôve (EBSC)

Les conventions proposées (jointes en annexe) s'organisent comme suit :

- le titre I précise l'objet (soutien financier à la réalisation de l'objet de l'association), la durée (trois ans) et les modalités d'exécution de la convention.

En contrepartie, l'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ses objectifs.

- Le titre II est consacré aux subventions versées. Il précise les montants, les conditions de paiements et le contrôle des aides attribuées.

- Le titre III concerne la mise à disposition de locaux. Il précise les conditions d'occupation et d'assurance.

- Le titre IV concerne la mise à disposition des matériels.

- Le titre V concerne les clauses générales de la convention à savoir, son exécution, son évolution, les sanctions en cas de non respect et les possibilités de résiliation.

Vu le projet de convention type, joint en annexe de la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 6 décembre 2018.

Il est demandé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions présentées dans l'exposé ci-dessus, et d'y apporter en tant que de besoin toutes les modifications de détails nécessaires,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d 'effectuer toutes les démarches ou formalités nécessaires.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 18/03/2019
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Entre

La commune de Chenôve, représentée par son maire Monsieur Thierry FALCONNET en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal du 17 décembre 2018,

d'une part

et

L'association xx, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée en préfecture de Dijon sous le n° xx, dont les statuts ont été publiés au J.O. du xxx, dont le siège social est situé à Chenôve, Maison des Sports 15 rue de Marsannay, représentée par son Président xx.

d'autre part.

COMME PRÉALABLE A CETTE CONVENTION, IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La commune de Chenôve mène depuis de nombreuses années une politique sportive d'envergure. Elle dispose d'un nombre important d'équipements sportifs, elle développe des activités sportives pour tous aux côtés des interventions des clubs et elle apporte son soutien financier à tous les clubs sportifs membres de l'Office Municipal des Sports (OMS).

L'Association XX se situe dans cette dynamique. Compte tenu de l'importance de l'action conduite par l'XX, la commune de Chenôve souhaite soutenir le club en apportant une aide financière et en mettant à disposition tout moyen de fonctionnement utile, notamment un équipement sportif, en fonction de plannings annuels d'activités établis par le service municipal des sports au sein des installations sportives.

Compte tenu de ces éléments, les parties en présence ont décidé de signer la présente convention, afin de concrétiser leur partenariat et afin d'apporter une visibilité pluriannuelle de cette structure associative dont la mission relève de l'intérêt général

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

I - Principes généraux de la convention

■ Article 1 : Objet de la convention

La commune de Chenôve prend acte que l'association dénommée XX a pour objet la pratique du XX sous toutes ses formes.

L'association s'engage à rechercher avec ses partenaires, et notamment la commune de Chenôve, les solutions et les moyens d'une bonne adéquation entre l'offre d'activités et les attentes de la population de Chenôve.

Par la présente convention, la commune s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement en termes de locaux, personnels et matériels.

En contrepartie, l'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de la réalisation de cet objectif.

■ Article 2 : Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la date de sa signature.

■ Article 3 : Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent les contributions non financières dont l'association dispose de la part de la commune pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er}.

Les projets, actions et programmes ainsi que le budget prévisionnel global de l'année de ces opérations ont été examinés préalablement à la signature de la présente convention, par l'Office Municipal des Sports (OMS) puis par la commission mixte OMS - Commune de Chenôve.

II - Subventions

■ Article 4 : Montant d'attribution de subventions et conditions de versement

Le montant total annuel prévisionnel de la subvention allouée annuellement par délibération du conseil municipal, composé d'une subvention au titre du fonctionnement, ou au titre de la promotion et progression du sport (PPS), ou encore au titre de la promotion sport haut niveau excède la somme de 23 000 € d'où l'obligation d'établir la présente convention au regard du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 en définissant l'objet, la durée, le montant évalué, les modalités de versement et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

A titre indicatif, pour 2018, le montant de subvention versé à l'association XX était de _____ €.

Les subventions sont imputées sur les crédits du chapitre 40, article 6574, du budget de la commune.

La subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements de la subvention au titre du fonctionnement seront effectués au compte désigné par le club, sous réserve du respect par l'association des obligations définies dans la présente convention, selon le calendrier suivant :

- 1^{er} versement en février : 50% du montant annuel de la subvention,
- 2^{ème} versement en avril : 50% restant du montant annuel de la subvention.

Chaque année le conseil municipal délibérera pour fixer les montants et les calendriers de versement des subventions au titre de la PPS et de la promotion sport haut niveau.

L'ordonnateur de la dépense est la commune et le comptable assignataire est la trésorière de Chenôve.

En tant que de besoin, il pourra être accordé une avance sur subvention suite à demande écrite motivée de l'association.

■ Article 5 : Contrôle de l'aide attribuée

La commune s'interdit de s'immiscer dans l'affectation précise de la subvention attribuée. Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association sera tenue de fournir à la commune une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité.

L'association s'engage également :

- à fournir chaque année le compte rendu financier accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif, le compte rendu de l'assemblée générale dans lequel figure notamment le bilan financier de l'année écoulée et le budget prévisionnel de l'année à venir
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté ministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

L'association, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs vérificateurs aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par vérificateur aux comptes, s'engage à transmettre à l'Administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les délais utiles.

III - Mise à disposition de locaux et de matériels dans les installations sportives

■ Article 6 : Mise à disposition de locaux

La commune met à la disposition de l'association dans ses installations sportives, des locaux ou du matériel comme définis dans une convention distincte de la présente. Cette mise à disposition est consentie pour la même durée de la présente convention, suivant des modalités d'attribution établies en fonction des besoins de l'association et des disponibilités des installations.

L'association prendra ces locaux dans leur état actuel, déclarant avoir connaissance de leurs avantages et défauts.

La commune se réserve la possibilité d'utiliser ces locaux pour son propre usage ou pour celui de toute personne qu'elle désignera.

De plus, la commune met à disposition de l'association, au sein de la Marsannay à Chenôve des salles de réunion, un centre médico-sportif et du matériel dont les modalités d'utilisation sont inscrites au règlement intérieur de l'Office Municipal des Sports.

■ Article 7 : Conditions d'occupation des locaux

Les locaux mis à disposition ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention par l'association.

L'association s'engage à prendre soin des locaux mis à sa disposition par la commune. Elle ne pourra ni faire ni laisser faire quoi que ce soit qui puisse détériorer les lieux mis à disposition, et devra, sous peine d'être personnellement responsable, avertir la commune, sans retard et par écrit, de toute atteinte qui serait portée à la propriété de la collectivité.

L'association ne sera pas admise à apporter une quelconque modification à la destination des locaux mis à disposition sans l'accord préalable et exprès de la commune. Les frais de fonctionnement liés seront à la charge de la commune.

À l'expiration de la présente convention, soit par son arrivée à son terme, soit en cas de résiliation anticipée, les aménagements effectués par l'association seront de plein droit, et sans indemnités, propriété de la commune.

■ Article 8 : Conditions d'utilisation du matériel

Le matériel mis à disposition ne pourra être utilisé à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention par l'association.

L'association s'engage à prendre soin du matériel mis à sa disposition.

L'association ne sera pas admise à apporter une quelconque modification à la destination du matériel mis à disposition sans l'accord préalable et exprès de la commune.

■ Article 9 : Assurances

L'association s'engage, avant l'occupation des locaux, à contracter toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, et notamment tous sinistres dont elle pourrait être responsable, soit de son fait, soit de celui des usagers du local mis à disposition par la commune. Elle paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la commune ne puisse en aucun cas être inquiétée (Responsabilité Civile- Défense Recours et Dommage aux biens).

La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à la commune par la production des attestations d'assurance correspondantes, lesquelles devront être produites annuellement, à chaque date anniversaire du contrat de ladite police.

IV - Clauses générales

■ Article 10 : Exécution de la convention

L'association s'engage à produire à la commune toute pièce justificative de la réalisation des projets, des actions et des programmes d'action visés par la présente convention, auxquels sont affectés la subvention visée à l'article 4, les locaux et matériels mis à disposition.

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la commune de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet à la commune, dans un délai de six mois, un bilan couvrant l'ensemble des projets, des actions et des programmes d'action réalisés pendant la période d'exécution de la présente convention.

■ Article 11 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions, auxquels la commune a apporté son concours, sur un plan quantitatif et qualitatif, est réalisée dans les conditions définies en annexe de la présente convention et d'un commun accord entre la commune et l'association..

■ Article 12 : Autre engagement

L'association informe sans délai la commune de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

■ Article 13 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la commune des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 12, la commune peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

■ Article 14 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objectif général défini à l'article 1^{er}.

■ Article 15 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect, par l'une des parties, de l'une de ses obligations résultant de la présente convention ou de ses avenants éventuels, , celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restées infructueuses.

■ Article 16 : Attribution de compétence

En cas de désaccord t entre la commune et l'association portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, et seulement après avoir épuisé toutes les possibilités de règlement à l'amiable, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal Administratif de DIJON

Fait à Chenôve, le

Pour la commune de Chenôve
Le Maire,

Pour l'association XX
Le Président,

Thierry FALCONNET

Prénom Nom

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_127A

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'Auvergne

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

MISE EN PLACE DE CHARTES UTILISATEURS RELATIVES AUX DIFFÉRENTS RÉSEAUX SOCIAUX DE LA VILLE DE CHENÔVE

Annule et remplace la délibération DEL_2018_127 suite à une erreur matérielle.

En lien avec l'objectif de renouvellement de la vie démocratique à Chenôve et d'une plus grande proximité entre les élus et les habitants, la municipalité a souhaité développer sa présence sur les réseaux sociaux dans le cadre du développement de la communication digitale, parallèlement aux outils plus classiques de communication déjà utilisés envers la population (site Internet, magazine municipal, etc...).

Les réseaux sociaux sont des espaces de communication virtuelle, accessibles et ouverts à toutes et tous.

La présence de la ville de Chenôve sur les réseaux sociaux implique le respect d'un règlement intérieur communément appelé « charte utilisateurs » qui doit être appliqué de manière rigoureuse afin que ces espaces d'expression restent propices à l'information et à l'échange.

Cette charte pointe différentes règles à respecter au sein du réseau social concerne pouvant aller jusqu'à la suppression de propos indésirables.

La présente charte utilisateurs annexée, est un document type concernant l'ensemble des réseaux sociaux de la ville de Chenôve à savoir : une page *Facebook*, un compte *Instagram*, une chaîne *YouTube* et un compte *Twitter*. Elle s'applique par conséquent à chaque réseau social concerné.

La mise en place de cette charte permet la protection de l'ensemble des utilisateurs du

réseau concerné et de garantir la bonne tenue des échanges au sein de la future communauté virtuelle. Un propos contraire à la loi restant en ligne et non modéré implique une possible sanction pénale pour l'administrateur du réseau.

Vu le projet de charte globale jointe en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 6 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter la charte utilisateurs conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 18/03/2019
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

CHARTRE UTILISATEURS

La page / le compte «nom du réseau social» est un espace d'expression ouvert à tous. Elle / il a pour objectif de développer une communauté conviviale autour de l'actualité de la Ville de Chenôve et de donner la possibilité de commenter les articles, participer aux débats, interagir avec les autres membres. La prise de parole y est guidée par des principes de courtoisie, de respect et de convivialité. Cette charte a pour unique objectif d'établir le cadre de ces échanges, afin de favoriser un dialogue constructif et de garder un cadre enrichissant et sympathique pour la page /le compte « Ville de Chenôve ».

La page / le compte officielle Ville de Chenôve est administrée, animée et modérée par l'équipe de la Direction de la communication de la Ville de Chenôve.

Le rôle des administrateurs et modérateurs est de veiller à la qualité des débats et au respect mutuel. Ils peuvent être amenés à retirer toute contribution ou tout propos illicite ou contraire aux usages qui seront mentionnés ci-dessous.

La Ville de Chenôve utilise la modération de la page automatique proposée par le réseau social. Cette fonction masque automatiquement les commentaires signalés comme indésirables grâce à une liste de mots clés et à un filtre à injures. Cependant, la Ville de Chenôve modère également les échanges et les commentaires selon les règles de bonnes conduites suivantes :

1. Soignez votre langage, exprimez-vous dans un français clair et évitez les jargons, argots et autres langages SMS.
2. Évitez les commentaires et contenus répétitifs (spamming). La multiplication de publications identiques et l'usage répété de lettres dans un mot seront automatiquement détectés et supprimés. De plus, l'envoi répété de la même chose n'augmente pas l'impact du contenu.
3. Évitez les hors-sujets qui entraînent une dévalorisation de la conversation. Se concentrer sur le thème de la discussion en cours permet des échanges évolutifs.
4. Exprimez-vous poliment, les insultes ou autres attaques personnelles ne seront pas tolérées sur la page.
5. Ne cherchez pas le conflit : les règlements de compte, provocation ou acharnement sur une même personne ne sont pas tolérés, même en l'absence d'insulte.
6. Ne communiquez pas d'informations relatives à votre vie privée (mail, téléphone, adresse, famille...) ou à celle d'un tiers sans son accord.
7. La publicité et le prosélytisme sont interdits : annoncer un évènement est possible mais en aucun cas vous ne pouvez mettre en avant un produit, une marque, un parti politique ou une religion.
8. Les commentaires racistes, xénophobes, pornographiques, sexistes et les incitations à la haine ou à la violence sont strictement interdits.
9. L'usurpation d'identité et l'utilisation de comptes multiples ne sont pas tolérées.
10. Expressions politiques et dispositif éditorial spécifique à la période préélectorale :
Les collectivités territoriales sont soumises à des règles strictes en matière de communication durant les périodes électorales et préélectorales.
L'article L. 52-8 du Code électoral interdit à la Ville de Chenôve toute participation au financement de la campagne électorale d'un candidat, en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ou en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. Ainsi, l'utilisation des outils institutionnels de communication numérique à des fins de propagande électorale ne peut être autorisée.

La page / le compte «nom du réseau social» officielle de la Ville de Chenôve n'a donc pas pour objet l'expression des partis politiques et de leurs candidats, ni celle de leurs soutiens. Il est dès lors demandé aux usagers de faire preuve de réserve dans leur expression à caractère politique. Toute intervention et prise de position en faveur ou à l'encontre d'un candidat ou d'une sensibilité politique est strictement interdite sur cette page et sera donc supprimée sans préavis.

11. Merci de ne pas utiliser la page / le compte «nom du réseau social» officielle de la Ville de Chenôve pour toute question personnelle. Nous vous invitons dans ce cas à contacter directement la mairie.

12. Cette liste est non exhaustive et l'administrateur de la page / le compte «nom du réseau social» officielle de la Ville de Chenôve se réserve l'autorité de supprimer tout contenu qu'il considérera déplacé, avec ou sans préavis.

13. L'utilisateur de la page / le compte «nom du réseau social» officielle de la Ville de Chenôve est seul responsable du contenu (textes, images, opinions, fichiers, etc.) qu'il met en ligne. Il lui appartient donc de respecter les lois et règlements en vigueur et plus particulièrement la présente Charte.

VILLE DE CHENOVE

N° DEL_2018_128

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix huit, le dix sept décembre à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Aziza AGLAGAL donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

M. Jean ESMONIN - Mme Sandrine RICHARD - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT DU CONTRAT ENFANCE ET JEUNESSE (CEJ)

La Convention d'objectifs et de financement du « contrat enfance jeunesse » conclue entre la Commune de Chenôve et la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte-d'Or encadre les modalités d'intervention et de versement de la Prestation de Service Enfance et Jeunesse en contribuant au développement et au maintien d'une offre d'accueil destinée aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus.

La convention actuellement en vigueur, conclue pour une durée de 4 ans, arrive à échéance le 31 décembre 2018.

Afin de bénéficier de la prestation de la Caisse d'Allocations Familiales de la Côte-d'Or, il convient de renouveler la convention par demande expresse. Cette dernière sera ensuite élaborée en concertation avec la C.A.F au cours du premier semestre 2019 et prendra effet de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2019 pour arriver à échéance le 31 décembre 2022.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 5 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 6 décembre 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention d'objectifs et de

financement dans les conditions exposées ci-dessus, ainsi que tout document afférent à ce contrat ou ses avenants éventuels,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
27 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Certifiée exécutoire en application de l'article
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales